RAPPORT DE LA VINGT SEPTIÈME SESSION DU COMCEC

İstanbul, 17 - 20 octobre 2011

Bureau de Coordination du COMCEC
Ankara, octobre 2011

OIC/COMCEC/27-11/REP

COMCEC

Comité Permanent pour la Coopération Économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique

RAPPORT DE LA VINGT SEPTIÈME SESSION DU COMCEC

İstanbul, 17-20 octobre 2011

Bureau de Coordination du COMCEC
Ankara, octobre 2011

<u>Adresse :</u>
Bureau de Coordination du COMCEC
Ministère du Développement
Necatibey Cad. 108
Ankara – TURQUIE
Tél : 90-312-294 57 10
Fax : 90-312-294 57 77 – 57 79
Website : http//www.comcec.org
e-mail : comcec@dpt.gov.tr

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE

Page

RESOLUTIONS DE L'OCI SERVANT DE BASE
ET DE GUIDE AUX ACTIVITES DU COMCEC

I. Résolution adoptée à la Troisième Conférence Islamique au Sommet établissant les Comités Permanentes de l'OCI présidés par les Chefs d'Etat..... 9

II. Communiqué Final de la Quatrième Conférence Islamique au Sommet confiant la présidence du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale au Président de la République de Turquie..... 11

III. Résolution No 1/11-E (IS) sur les Activités du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale (COMCEC)..... 13

DEUXIEME PARTIE

ORDRE DU JOUR, RESOLUTION ET RAPPORT DE
LA VINGT SEPTIEME SESSION DU COMCEC

I. Ordre du Jour de la Vingt Septième Session du COMCEC..... 25

II. Résolution de la Vingt Septième Session du COMCEC..... 29

III. Rapport de la Vingt Septième Session du COMCEC..... 45

ANNEXES

1. Liste des Participants à la Vingt Septième Session du COMCEC..... 57

2. Discours Inaugural par S.E Abdullah GÜL, Président de la République de Turquie et Président du COMCEC, à la Séance Inaugurale de la 27ème Session du COMCEC..... 91

3. Discours de S.E Prof. Ekmeleddin İHSANOĜLU, Secrétaire Général de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), à la Séance Inaugurale..... 101

4. Discours de S.E Dr. Ahmad Mohamed ALI , Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement, à la Séance Inaugurale..... 111

		Page
5.	Discours de S.E. Cheikh Saleh Bin Abdullah KAMEL, Président de la Chambre Islamique de Commerce et d'Industrie (CICI), à la Séance Inaugurale.....	119
6.	Discours de Clôture de S.E Dr. Cevdet YILMAZ, Ministre du Développement de la République de Turquie.....	123
7.	Rapport de la 19ème Réunion du Comité de Session.....	129
8.	Cadre de Coopération pour le Transport au sein de l'Organisation de la Coopération Islamique « Document d'İzmir 2011 »	137
9.	Rapport et Recommandations de l'Atelier sur « l'Impact des Réseaux du Transport sur le Commerce et le Tourisme ».....	145
10.	Rapport de l' « Atelier sur la Coopération du Secteur Privé pour Renforcer le Tourisme Intra-OCI ».....	155
11.	Rapport de la Cinquième Réunion du ''Forum des Bourses des Etats Membres de l'OCI''.....	161
12.	Rapport de la Conférence et de la Table Ronde des Organes de Régulation des Marchés de Capitaux du COMCEC.....	171
13.	Rapports de la 4ème Réunion du Comité de Projet et de la 5ème Réunion du Comité de Direction pour la Mise en œuvre du Plan d'Action de l'OCI pour le Coton.....	179
14.	Liste des Documents de Base examinés et/ ou présentés à la 27ème Session du COMCEC.....	189

NOTES DU BUREAU
DE COORDINATION DU COMCEC

1.	Note sur le SPC-OCI.....	197
2.	Note sur la Coopération Agricole.....	203
3.	Note sur la Coopération Touristique.....	209
4.	Note sur la Coopération dans le domaine du Transport.....	215

PREMIÈRE PARTIE

RESOLUTIONS DE L'OCI SERVANT DE BASE ET DE GUIDE AUX ACTIVITES DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI

I

RESOLUTION
ADOPTÉE PAR LA TROISIÈME CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET ETABLISSANT DES COMITÉS PERMANENTS DE L'OCI PRÉSIDÉS PAR LES CHEFS D'ÉTAT

Résolution No. 13/3-P (IS)

La Troisième Conférence Islamique au Sommet "Session de la Palestine et d'Al Qods" réunie à Mekka Al Mokarramah, Royaume d'Arabie Saoudite, du 19 au 22 Rabie Al Awwal 1401 H (25-28 janvier 1981),

AYANT PRIS CONNAISSANCE de la proposition faite par sa Majesté le Roi HASSAN II, Président du Comité d'AL QODS, au sujet de la création de trois Comités présidés par les Rois et Chefs d'Etat Islamiques,

CONVAINCUE de la nécessité de consolider l'action islamique conjointe dans les domaines scientifique, technologique, économique et commercial,

DESIRANT donner à l'information et à la culture un nouvel élan pour faire connaitre à l'opinion publique internationale les problèmes fondamentaux de la nation islamique surtout ceux d'AL QODS et de la Palestine et pour faire face à la campagne tendancieuse visant l'Islam et les musulmans;

DECIDE:

1. De créer des Comités Permanents pour la Coopération scientifique et technologique, la coopération économique et commerciale et de l'information;

2. Ces Comités sont chargés de suivre la mise à exécution des résolutions adoptées ou à adopter par la Conférence Islamique dans les domaines précités, d'étudier les moyens de consolider la coopération entre les Etats islamiques dans ces

domaines, d'élaborer les programmes et de faire les propositions susceptibles de consolider les capacités des Etats Islamiques à cet effet;

3. Chaque comité se compose des représentants de dix pays, au niveau Ministériel, sous la présidence d'un Chef d'Etat Islamique;

4. Les membres de ces comités sont élus par la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères des Etats Islamiques pour un mandat de trois ans renouvelable;

5. Ces comités se réunissent sur convocation de leur Président, ou de la majorité des Etats membres; leurs réunions sont statutaires si la majorité y assiste.

II

COMMUNIQUÉ FINAL
DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE ISLAMIQUE AU SOMMET
CONFIANT LA PRÉSIDENCE DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE
A S.E. KENAN EVREN,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

Communiqué Final No. IS/4-84/E/DEC

"... La Conférence a décidé de confier à S.E. M. Kenan EVREN, Président de la République de Turquie, la présidence du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale..." (Page 15, paragraphe 40)

III

RESOLUTION No.1/11-E (IS)
SUR LES ACTIVITES RELATIVES A LA MISE EN OEUVRE DES DECISIONS DU COMCEC

La onzième session de la Conférence Islamique au sommet, tenue du 6 au 7 Rabi' Awwal 1429 H (session de « la Oummah islamique au 21ème siècle »)13 - 14 mars 2008) à Dakar, République du Sénégal ;

Rappelant le Programme d'Action Décennal adopté par la 3ème session extraordinaire de la Conférence islamique au Sommet, réunie à Makkah, les 7 et 8 décembre 2005 ; **Rappelant également** la stratégie et le plan d'action pour le renforcement de la coopération économique et commerciale entre les Etats membres, approuvés par la 10ème session du COMCEC et entérinés par la 7ème Conférence islamique au sommet ;

Rappelant les résolutions adoptées par les 23 sessions précédentes du COMCEC pour engager une action efficace dans le domaine de la coopération économique entre les Etats membres;

Rappelant les résolutions adoptées par la Conférence Islamique et la Conférence Islamique des affaires étrangère ;

Rappelant également les résolutions adoptées par les réunions tenues au niveau ministériel dans différents domaines de la coopération, sous les auspices du COMCEC;

A. Activités du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale (COMCEC)

Rappelant la résolution No 30/10-E (IS) adoptée par la dixième session de la Conférence islamique au Sommet et la résolution 2/34-E de la 34ème session de la Conférence islamique des ministre des Affaires étrangères;

Rappelant également la résolution N° 8/7-E (IS) de la septième session de la Conférence islamique au Sommet, tenue à Casablanca (Royaume du Maroc) du

11 au 13 Rajab 1415 H (13-15 décembre 1994) entérinant la Stratégie et le Plan d'Action ;

Notant avec appréciation les efforts consentis par le Secrétariat général, les organes subsidiaires et les institutions affiliées et spécialisées de l'OCI opérant dans le domaine de l'économie et du commerce pour mettre en oeuvre les résolutions du COMCEC ;

Notant également avec appréciation que la stratégie pour la coopération économique et commerciale adoptée par le COMCEC prévoit une coopération entre les sous groupes de pays membres et repose sur des principes qui mettent l'accent sur le secteur privé, la libéralisation économique, l'intégration dans l'économie mondiale, et le caractère inviolable des structures économiques, politiques, juridiques et constitutionnelles des Etats membres et des obligations internationales de ces derniers ;

Appréciant le fait que, depuis sa onzième session, le COMCEC soit devenu une plateforme permettant aux ministres de l'économie des Etats membres d'échanger des points de vue sur les questions économiques internationales de l'heure;
Ayant pris note du rapport du Secrétaire général ;

1. **SOULIGNE** la nécessité pour le COMCEC de continuer à accorder la plus haute importance à la question de la coordination et de la coopération entre les Etats membres concernant l'admission de nouveaux Etats désireux d'adhérer à l'Organisation mondiale du Commerce ; et ce de manière à dégager les positions à prendre à l'égard des questions et accords nouvellement adoptés dans le cadre de l'OMC, et de renforcer la position de ces Etats dans les négociations commerciales multilatérales à venir, en particulier en ce qui concerne les plans d'action actuels et futurs.

2. **SOULIGNE** la nécessité de mettre en oeuvre d'urgence le Plan d'Action révisé en vue de promouvoir la coopération économique et commerciale entre les Etats membres de l'OCI conformément aux principes et modalités définis par la Stratégie et aux procédures arrêtées dans son chapitre sur le suivi et la mise en oeuvre.

3. **INVITE** les Etats membres à abriter les réunions sectorielles au niveau des experts dans les domaines prioritaires de coopération figurant dans le Plan

d'Action, tels que « le transport et la Communication » ; « l'Alimentation, l'Agriculture et le Développement rural » ; « la Santé et les questions sanitaires »; «l'Energie et les Mines » et « le Développement des ressources humaines ».

4. **DEMANDE** aux coordinateurs et aux maîtres d'oeuvre des projets du COMCEC de déployer les efforts requis pour garantir la prompte mise en oeuvre desdits projets et **APPELLE** également tous les Etats membres et les institutions de l'OCI à proposer de nouveaux projets et programmes pour enrichir l'agenda du COMCEC en saisissant à cet effet le comité de session.

5. **SE FELICITE** de la conclusion réussie des 1er et second tours de négociations commerciales pour la mise en place du système de commerce préférentiel entre les Etats membres de l'OCI (TPS-OIC), qui a abouti à l'adoption du Protocole sur le Système de Tarifs Préférentiels (PRETAS) et les Règles d'Origine du TPS-OCI, et **EXPRIME** son appréciation à la République de Turquie pour avoir abrité ces deux rounds de négociations.

6. **ADOPTE** le TPS-OIC comme base de départ pour atteindre le ratio de 20% d'échanges commerciaux intra-OCI fixé par le Programme d'action décennal et pour promouvoir et approfondir la libéralisation du commerce parmi la communauté de l'OCI.

7. **SOUSCRIT** à la date butoir du 1er janvier 2009, fixé par la 1ère réunion des ministres du commerce des Etats membres du CNC le 24 novembre 2006 à Istanbul, pour la mise en place du système de commerce préférentiel entre les Etats membres de l'OCI (TPS-OIC). **EXHORTE** les Etats membres du CNC à finaliser la signature et la ratification du protocole sur le système de tarifs préférentiels (PRETAS) et les règles d'origine du TPS-OIC à l'échéance la plus proche pour rendre le TPS-OIC opérationnel dès le 1er janvier 2009.

8. **INVITE** le Président du COMCEC et le Secrétaire général de l'OCI à coordonner leurs efforts en vue de réunir le quorum de ratifications requis pour l'entrée en vigueur du PRETAS et des règles d'origine du TPS-OIC pour faire de ce dernier une réalité à l'échéance de la date butoir.

9. **PREND ACTE** de l'offre de la République de Turquie d'abriter une réunion du CNC durant l'année 2008 afin d'examiner les derniers préparatifs entrepris par les Etats membres du comité en prélude à la mise en oeuvre du système TPS-

OIC et **RECOMMANDE** d'organiser une réunion des ministres du commerce des Etats membre du CNC en 2008 pour faire le point du travail accompli par le comité de négociation et évaluer les progrès enregistrés dans la mise en oeuvre complète du TPS-OIC.

10. **EXPRIME** son appréciation au Bureau de coordination du COMCEC et au Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC) pour avoir pleinement accompli leur mission en tant que Secrétariat du comité de négociations commerciales et **REMERCIE** la Banque Islamique de Développement d'avoir contribué au financement des premier et second tours de négociations commerciales qui avaient été lancés le 6 avril 2004 et le 24 novembre 2006, respectivement.

11. **SOUHAITE** la bienvenue à l'Etat du Qatar, au Royaume d'Arabie Saoudite et au Sultanat d'Oman en tant que nouveaux membres du CNC.
12. **NOTE** avec satisfaction que la 23ème session du COMCEC s'est tenue du 13 au 16 novembre 2007, à Istanbul, sous la présidence du Président de la République de Turquie, et que la 24me session se tiendra du 21 au 24 novembre 2008 à Istanbul et la 24eme session du comité de suivi du COMCEC du 13 au 15 mai 2008 à Antalaya, et invite les Etats membre à participer activement à ces réunions.

13. **SOULIGNE** l'importance primordiale de la participation active du secteur privé et de la coopération économique entre les Etats membres et **EXPRIME** son appréciation à la République de Turquie pour avoir abrité la conférence économique et le forum d'affaires en marge du 10ème COMCEC ; **SALUE** l'offre de la République de Turquie d'accueillir la foire commerciale et le forum international des affaires par le truchement de l'association indépendante des hommes d'Affaires et industriels turcs (Musiad), biannuellement et en marge des activités du COMCEC.

14. **RECONNAIT** que les échanges de vues organisées durant les sessions annuelles du COMCEC pourraient être mis à profit pour coordonner les positions des Etats membres sur les dossiers économiques internationaux majeurs et salue l'initiative du COMCEC de créer un nouveau mécanisme pour préparer et metre en oeuvre ses sessions d'échanges de vues ; **SALUE** également la décision prise à la 23ème session du COMCEC de faire de « l'amélioration du climat

del'investissement » le thème des échanges de vues de la 24ème session du COMCEC.

15. **NOTE AVEC SATISFACTION** que la 11ème foire commerciale des pays islamiques a été organisée avec succès à Dakar, République du Sénégal, du 21 au 25 novembre 2007, sous le haut patronage du Président de la République du Sénégal.

16. **SE FELICITE** de l'offre de la République Arabe d'Egypte et de la République de Guinée d'abriter les 12ème et 13ème éditions de la foire commerciale des pays islamiques.

17. **REMERCIE** la République de Turquie d'avoir abrité la réunion du groupe d'experts sur le développement du tourisme à Istanbul, du 9 au 11 mai 2007.

18. **SE FELICITE** de la tenue du forum de l'OCI sur le renforcement et la promotion du commerce et de l'investissement dans le secteur du coton qui s'est déroulé à Istanbul, les 12 et 13 novembre 2007 ; **REMERCIE** la République de Turquie d'avoir abrité ce forum, et **INVITE** les pays membres à soutenir le plan d'action pour le coton et à approfondir leur coopération dans ce secteur important.

19. **SE FELICITE** de l'offre de la République de Turquie d'abriter la 9ème session du groupe d'experts de l'OCI sur la normalisation en avril 2008 avec pour mission d'étudier et de développer les normes OCI en matière d'aliments halal.

20. **SE FELICITE** de l'initiative du COMCEC de développer sa coopération avec les organisations internationales compétentes telles que l'ITC, l'UNCTAD,l'UNIDO, l'OMC, la FAO, l'IFDA etc.. en vue de concevoir des projets spécifiques pour la promotion du commerce et le renforcement des capacités des pays membres.

D E U X I È M E P A R T I E

ORDRE DU JOUR RESOLUTIONS ET RAPPORT DE LA VINGT-SEPTIEME SESSION DU COMCEC

ORDRE DU JOUR
DE LA VINGT-SEPTIÈME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, 17-20 octobre 2011)

OIC/COMCEC/27-11/A

Original : Anglais

ORDRE DU JOUR
DE LA VINGT-SEPTIÈME SESSION DU COMCEC
(İstanbul 17-20 octobre 2011)

1. Séance d'Ouverture et Adoption de l'Ordre du jour

2. Révision de la mise en œuvre du Programme d'Action Décennal de l'OCI et du Plan d'Action pour le renforcement de la Coopération Économique et Commerciale entre les Etats Membres de l'OCI

3. Développements économiques mondiaux avec un accent particulier sur les Pays Membres de l'OCI.

4. Commerce Intra-OCI

   - SPC-OCI
   - Foires Commerciales Islamiques

5. Secteurs prioritaires

   - Agriculture
   - Tourisme
   - Transports
   - Échange de vues sur « l'impact des réseaux de transport sur le commerce et le tourisme »

6. Coopération financière

7. Réduction de la pauvreté

8. Renforcement des relations avec le secteur privé

9. Date de la 28ème Session du COMCEC

10. Questions diverses

11. Adoption des résolutions

RESOLUTION
DE LA VINGT-SEPTIEME SESSION DU COMCEC

(Istanbul, 17-20 octobre 2011)

OIC/COMCEC/27-11/RES

Original: Anglais

RESOLUTION
DE LA VINGT-SEPTIEME SESSION DU COMCEC
(Istanbul, 17-20 octobre 2011)

La vingt-septième Session du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC), a eu lieu à Istanbul, République de la Turquie, du 17 au 20 Octobre 2011;

Rappelant les Résolutions de la Conférence Islamique au Sommet, le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères (CMAE) et le COMCEC, notamment la 11ème Session de la Conférence Islamique au Sommet, le Sommet Economique du COMCEC en 2009, la 38ème Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et la 26ème Session du COMCEC;

Réaffirmant l'engagement de tous les Etats Membres de l'OCI au Programme d'Action Décennal (PAD) adopté à la 3ème Session Extraordinaire de la Conférence Islamique au Sommet tenue à Mekkah-Al Mukarramah les 7 et 8 décembre 2005;

Prenant en considération les objectifs de la Stratégie et le Plan d'Action visant le renforcement de la coopération économique et commerciale entre les Etats Membres de l'OCI;

Considérant les rapports d'avancement, les études et les documents de travail soumis par le Secrétariat Général, Le Bureau de Coordination du COMCEC, le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), Le Centre Islamique pour le développement du commerce (CIDC), le Groupe de la Banque Islamique pour le Développement (BID), La Chambre Islamique du Commerce et d'Industrie (CICI), l'Organisation de l'Association Islamique des Armateurs (OAIA) et l'Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (INMPI) figurant à l'ordre du jour;

Exprimant son appréciation aux Etats Membres pour avoir accueilli les Conférences ministérielles, les réunions, les ateliers, les foires et les autres activités dans les domaines de coopération;

Se félicitant des efforts déployés par le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC et les institutions de l'OCI oeuvrant dans le domaine de la coopération économique et commerciale à savoir le SESRIC, le CIDC, la BID, CICI, OAIA et le SMIIC;

Examen de la mise en oeuvre du Programme d'Action Décennal pour renforcer la coopération économique et commerciale entre les Etats Membres de l'OCI (Point 2 de l'Ordre du jour)

i) **Rapport de base**

Appelle les Etats Membres à participer activement aux activités, projets, et programmes initiés par le COMCEC dans le cadre du Plan d'Action et du Programme d'Action Décennal de l'OCI.

Invite les Etats Membres à répondre dans les délais requis aux documents et questionnaires circulés par le Secrétariat Général et les institutions de l'OCI, dans le cadre temporel requis en vue de collecter les informations et/ou les points de vue des Etats Membres;

Exhorte les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à signer ou ratifier les accords dans le domaine de la coopération économique et commerciale;

Demande au Secrétariat Général de l'OCI de se concentrer, dans son rapport d'examen, sur les difficultés rencontrées et les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de l'OCI et le Programme d'Action Décennal de l'OCI.

Soulignant l'importance des flux d'investissements intra-OCI, **demande** au groupe de la BID / SIACE en collaboration avec la CICI de mener une

étudeprésentant des informations sur les environnements d'investissement et les lois et règlements qui le régissent dans les Etats Membres, et de soumettre ladite étude à la 28ème Session du COMCEC.

ii) Evaluation du Plan d'Action

Demande au Bureau de Coordination du COMCEC, en collaboration avec le Secrétariat Général de l'OCI, d'étudier plus profondément le Plan d'Action de manière à le rendre plus exhaustif ainsi que de mettre à jour un cadre de coopération via un mécanisme effectif de mise en oeuvre.

iii) Rapport de la 19ème Réunion du Comité de Session

Prend note du Rapport de la 19ème Réunion du Comité de Session.

Exhorte les Etats Membres interessés à participer de façon active dans le processus de mise en oeuvre des projets inclus dans l'ordre du jour du Comité de Session;

Développements Economiques Mondiaux avec un intérêt particulier accordé aux Pays Membres de l'OCI (Point 3 de l'ordre du jour)

Prend note des recommandations du Rapport Economique Annuel de 2011 soumis par le SESRIC et **confie** à ce dernier la continuation de la surveillance des développements économiques mondiaux et leurs implications pour les Etats Membres et ainsi de se présenter aux sessions annuelles de COMCEC avec une liste de recommandations de politiques ;

Commerce Intra-OCI (Point 4 de l'Ordre du jour)

i) SPC-OCI

Se félicite de l'entrée en vigueur des Règles d'Origine SPC-OCI à partir du 9 Août 2011 avec la ratification de la République Populaire du Bangladesh, le dixième pays.

Se félicite également des listes de concessions soumises par Malaisie, la République de Turquie et le Conseil de Coopération du Golfe au nom de ses Etats Membres (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, et E.A.U.);

Renouvelle son appel aux Etats Membres qui ont ratifié le PRETAS à soumettre, s'ils ne l'ont pas fait, leurs taux de réduction annuels ainsi que la liste des produits et le taux appliqué de NPF applicable dès le 1er octobre 2003, au Secrétariat du Comité de Négociation du Commerce (CNC).

Demande aux Etats Membres qui ont ratifié les Régles d'Origine d'entreprendre les mesures administratives et legislatives internes nécessaire, y compris l'imprimerie du Certificat d'Origine SPC-OCI et de fournir des impressions de timbres éxemplaires au Secrétariat du CNC.

Se félicite de la soumission du Certificat d'Origine SPC-OCI et des échantillons des impressions des sceaux par l'Arabie Saoudite et la Turquie au Secretariat du CNC.

Demande au Comité de Négociations Commerciales d'envisager de convoquer leur session après qu'au moins 10 Etats Membres ayant ratifié le PRETAS ont fait parvenir leurs listes de concessions au Secrétariat du CNC.

ii) Foires Islamiques du Commerce

Demande au CIDC de continuer à organiser des foires et des expositions sectorielles pour des produits stratégiques en collaboration avec des organes de promotion commerciale et le secteur privé des Etats membres de l'OCI dans le but d'attirer plus d'entreprises et de visiteurs à ces événements.

Appelle les Etats membres de l'OCI à participer activement à la 2ème Foire du Tourisme des Etats membres de l'OCI qui se tiendra en 2012 au Caire, République Arabe d'Egypte, et au premier Salon de la Santé des Etats Membres de l'OCI qui aura lieu du 1erau 4 mars 2012 à Tunis, République de Tunisie.

Demande au CIDC de continuer à fournir une assistance technique aux Etats Membres pour l'organisation des Foires et Expositions Commerciales.

Se félicite de l'offre du Royaume d'Arabie Saoudite d'abriter une des prochaines éditions de la Foire Islamique du Commerce des Etats Membres de l'OCI en consultation avec le CIDC.

iii) Feuille de route pour le renforcement du Commerce intra-OCI

Prend note des progrès réalisés concernant la mise en oeuvre du Programme Exécutif de la Feuille de Route pour la Réalisation des Objectifs de Commerce Intra-OCI et **demande** aux institutions de l'OCI concernées, en particulier au groupe BID et au CIDC de continuer à mobiliser les fonds nécessaires dans le but d'accélérer sa mise en œuvre.

Exhorte les Etats Membres à apporter le soutien nécessaire aux Institutions de l'OCI dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Exécutif et à participer activement à ces activités.

iv) Assistance Technique liée à l'OMC

Demande au groupe BID et au CIDC de joindre et de coordonner leurs efforts pour renforcer les ressources humaines et institutionnelles des Etats Membres de l'OCI, dans le but de faciliter leur totale intégration dans le système commercial multilatéral sur une base juste et équitable.

Appelle le groupe BID et le CIDC à continuer d'étendre leur assistance technique aux Etats Membres dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, en y incluant les Etats Membres qui sont en processus d'adhésion à l'OMC.

v) Activités de Financement du Commerce

Demande à la SIFC de réfléchir à une modification des échéances de ses programmes afin de les rendre plus compétitifs avec d'autres ressources de financement nationales ou internationales;

Se réjouit de la décision du Conseil des Gouverneurs de la SIACE, lors de sa 18ème réunion, d'accroître le capital autorisé de la Corporation de 240 à 600 millions de dollars.

A**ppelle** les Etats Membres à contribuer à cette augmentation du capital de la Corporation, en vue de lui permettre de répondre aux besoins des Etats Membres et d'augmenter sa participation dans le développement du commerce et de l'investissement intra-OCI

vi) Institutionnalisation de l'INMPI

Se réjouit de la ratification de l'Accord du Siège de l'INMPI par la République de Turquie.

Prend note des rapports du 2ème Conseil d'Administration de l'INMPI et de la 2ème Assemblée Générale de l'INMPI qui ont eu lieu les 12 et 13 juillet 2011 à Istanbul.

Salue le début des activités de l'INMPI visant à aider les Etats membres à améliorer la qualité et les normes de leurs produits et services.

vii) Mécanisme d'Arbitrage

Prend note de l'étude menée par la SIACE sur la pertinence de l'établissement d'un Mécanisme Pour l'Arbitrage et **demande** au Secrétariat Général de l'OCI de circuler cette étude aux Etats Membres en trois langues afin de recueillir leurs avis et de soumettre les résultats à la 28ème Réunion du Comité de Suivi du COMCEC.

Secteurs Prioritaires (Point 5 de l'Ordre du Jour)

i) Coopération dans le domaine de l'Agriculture

Se félicite des décisions et des recommandations appropriées de la 6ème Conférence Ministérielle, parrainée par le Ministère de l'Alimentation, de

l'Agriculture et de l'Elevage de la République de Turquie, du 3 au 5 octobre 2011, à Istanbul, tels que l'établissement des programmes de renforcement des capacités dans le cadre de la Coopération Sud-Sud de l'OCI, l'engagement à la coopération technique avec les Etats Membres , si besoin est, dans divers sous-secteurs agricoles, la promotion des opportunités d'investissement commun entre les Etats Membres via les études d'inventaires, l'exploration des potentiels, l'échange du savoir-faire, l'amélioration de la transparence des informations, et la facilitation de l'accès des produits des petits exploitants agricoles aux marchés.

Exhorte les institutions de l'OCI concernés à soutenir et promouvoir les activités de coopération entre les Etats Membres par le biais de programmes d'assistance technique dans le domaine de l'agriculture.

Salue la proposition de la République du Kazakhstan d'établir le Bureau de l'OCI pour la Sécurité Alimentaire au Kazakhstan et **recommande** que ce point soit soumis pour examen à la 35ème Session de la ICECS.

Salue également l'offre du Sénégal d'accueillir la 7ème Conférence Ministérielle sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole en 2012 et **demande** à tous les Etats Membres de participer activement à cette Conférence.

Prend note des Rapports du Forum sur le Développement des Industries Agro-alimentaires dans les Etats Membres de l'OCI ainsi que de l'Atelier sur la Sécurité Alimentaire et l'Agro-industrie dans les pays de l'OCI, tenus simultanément à Kampala, en Ouganda, les 10 et 12 octobre 2011, et **exhorte** les États Membres à prendre en considération les recommandations des réunions susmentionnées.

ii) Coopération dans le domaine du Tourisme

Salue la recommandation de l'Atelier sur « la Coopération du Secteur Privé pour Renforcer le Tourisme Intra-OCI », tenu le 10 décembre 2010 à Izmir, République de Turquie. Ladite recommandation invite à établir une

Plateforme COMCEC pour le Tourisme qui est supposée réunir des représentants du secteur privé des Etats Membres.

Appuie l'initiative quant à la formation d'une Plateforme COMCEC pour le Tourisme et appelle les Pays Membres à encourager leurs représentants du secteur privé à contribuer activement à cette initiative.

Accueille favorablement l'offre de la République de Turquie d'organiser le 2ème Atelier sur « la Coopération du Secteur Privé pour Développer le Tourisme Intra-OCI », les 9 et 10 décembre 2011 à Izmir en vue de finaliser la modalité de la Plateforme du COMCEC pour le Tourisme et **exhorte** les Etats Membres à encourager leur représentants du secteur privé dans le secteur du tourisme à participer activement à cet événement.

Appelle les Etats membres à améliorer le climat pour l'investissement en faisant notamment la promotion de partenariats public/privé afin de contribuer à leur développement économique.

Exhorte les Etats membres à réfléchir à des moyens destinés à former leur personnel et à renforcer les capacités des institutions de l'industrie touristique et invite les Etats membres à initier des programmes d'échanges dans ce domaine afin de tirer profit de leurs expériences et meilleures pratiques.

iii) Coopération dans le domaine du Transport

Se félicite des recommandations de l'Atelier sur « l'Impact des Réseaux de Transport sur le Commerce et le Tourisme » qui s'est tenu les 7 et 8 juin 2011 à Izmir, République de Turquie.

Accueille favorablement le Cadre de la Coopération dans le Domaine du Transport entre les Etats Membres de l'OCI (Document Izmir) recommandé par la RGE qui s'est tenue le 9 juin 2011 à Izmir, République de Turquie.

Demande au Bureau de Coordination du COMCEC d'étudier les questions relatives aux modalités de travail du Groupe de Travail sur le

Transport proposées dans le Document Cadre et de soumettre un rapport à cet égard à la 28ème Session du COMCEC.

Demande également aux Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait d'envoyer leurs Rapports Nationaux Sectoriels sur les Transports au Bureau de Coordination du COMCEC avant le 31 décembre 2011, afin qu'ils soient publiés sur le site web du COMCEC (www.comcec.org).

Demande à l'UIT d'organiser un séminaire sur la construction de navires au Bangladesh en 2012 avec la participation des représentants des secteurs public et privé des Etats membres de l'OCI et de faire un rapport des résultats du séminaire pour la 28ème Session du COMCEC.

Exhorte les Etats membres à adhérer aux accords internationaux dans le domaine des transports dans le but d'examiner les effets positifs sur le climat du commerce et des affaires entre les Etats membres.

Coopération financière (Point 6 de l'Ordre du Jour)

i) Coopération entre les Bourses des pays de l'OCI

Prend note des recommandations de la 5ème réunion du Forum des Bourses des Etats Membres de l'OCI, organisée par la Bourse d'Istanbul les 17 et 18 septembre 2011 à Istanbul, République de Turquie;

Soutient le lancement de l'Indice Islamique prévu au début de l'année 2012 avec les Etats Membres signataires et **demande** aux Membres du Forum de signer la convention sur l'indice pertinente avant le 1er décembre 2011 afin d'être inclus dans les indices;

Demande à la BID de contribuer aux travaux sur la création possible de produits structurés selon les indices de l'OCI;

Se félicite de l'offre de la République de Turquie d'accueillir la 6ème Réunion du Forum des Bourses de l'OCI en 2012 à Istanbul, et **invite** les Etats Membres à participer activement à cette Réunion;

ii) Coopération entre les Banques Centrales

Se félicite des activités de coopération et d'échange d'informations entre les Banques Centrales et Autorités Monétaires des Etats membres sur le fonctionnement, la réglementation et la surveillance des systèmes de paiement.

Prend note des programmes de formation et de renforcement des capacités organisés par la Banque Centrale de Turquie et SESRIC, dans le cadre de la coopération entre les Banques Centrales et les Autorités Monétaires des Etats membres.

Demande aux Banques Centrales des Etats Membres de répondre aux questionnaires envoyés par le SESRIC et la Banque Centrale de Turquie au sujet de leurs besoins et capacités en vue de planifier de futurs programmes de renforcement des capacités et de formation.

Se félicite de l'organisation de la 11ème Réunion des Banques Centrales et Autorités Monétaires de l'OCI par la Malaisie en collaboration avec le SESRIC qui se tiendra les 13 et 16 novembre 2011 à Kuala Lumpur, et **prie** les Etats Membres à participer activement à la Réunion.

iii) Coopération entre les Organes de Régulation des Marchés des Capitaux

Se félicite de la création du « Forum des Régulateurs des Marchés des Capitaux du COMCEC »;

Prend note des recommendations de la 1ère Réunion des Autorités de Régulation des Marchés des Capitaux des Etats Membres, tenue le 16 septembre 2011 à Istanbul, République deTurquie.

Se félicite de l'offre du Conseil des Marchés des Capitaux de la Turquie d'accueillir le 2ème Réunion du Forum en octobre 2012 à Istanbul, et **invite** tous les Etats Membres à participer activement à cette Réunion.

Réduction de la Pauvreté (Point 7 de l'Ordre du Jour)

i) FSID et PSDA

Exhorte instamment les pays qui ont pris des engagements auprès du FSID à les honorer, afin de lui permettre de financer davantage de projets en faveur des Etats Membres.

Appelle la Banque Islamique de Développement (BID) à chercher à mobiliser des ressources supplémentaires auprès de différentes institutions de financement en vue d'augmenter les fonds du Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA).

Demande à la BID de soumettre régulièrement aux Sessions du COMCEC des rapports sur l'état de mise en œuvre du FSID et SPDA.

Etant préocuppée par l'impact croissant des catastrophes naturelles et des diverses crises encourus par les différents Etats Membres de l'OCI, ainsi que par la nécessité urgente de développer une stratégie de réponse, **demande** à la BID et au SESRIC en collaboration avec le Secrétariat Général de l'OCI de coopérer pour l'élaboration d'une stratégie d'engagement efficace avec les personnes les plus vulnérables dans les Etats Membres frappés par des crises et sujets à des catastrophes naturelles en collaboration avec les Institutions de Coopération pour le Développement de l'OCI.

ii) Programme du Coton de l'OCI

Prend note des rapports de la 5ème réunion du Comité de Pilotage et de la 4ème réunion du Comité de Projet de l'OCI sur le Programme du Coton tenues le 22 septembre 2011 en Ouagadougou, à Burkina Faso.

Invite le groupe de la BID et les autres institutions concernées à organiser un Forum d'Investissement pour la mobilisation des ressources pour le Plan d'Action pour le Coton de l'OCI et invite les Etats membres de l'OCI, des organisations internationales et des bailleurs de fonds à participer activement à ce forum.

Prend note également de l'organisation réussie des "Premiers Forum et Exposition de l'OCI sur le Cotton et le Textile" par le gouvernement du Burkina Faso, le CIDC, le groupe de la BID, tenus du 21 au 25 Septembre 2011 à Ouagadougou.

Salue la nouvelle approbation de la BID concernant le financement de six projets proposés par le Cameroun, l'Egypte, le Mozambique et la Turquie

et demande à la BID d'accélérer ses considérations sur les projets pertinents proposés par l'Azerbaïdjan, la Syrie, et La Turquie.

Appelle le Groupe de la BID à préparer un rapport complet sur les 16 projets restants, lesquels n'ont pas été encore financés et à le soumettre au Secrétariat Général de l'OCI ainsi qu'au Bureau de Coordination du COMCEC.

Demande à chaque Centre d'Excellence et à l'Institut Nazilli de Recherches sur le Coton de soumettre des rapports périodiques au Secrétariat Général de l'OCI un mois avant les Réunions du Comité de Projet et de Direction.

Exhorte les pays propriétaires des propositions de projets relatives au coton, ne l'ayant pas encore fait, de présenter à titre officiel leurs demandes financières au groupe de la BID via leurs autorités compétentes.

Appelle également les Etats Membres concernés et les institutions de l'OCI à fournir au Secrétariat Général les informations nécessaires pour leur diffusion sur le portail web (www.oic-cotton.org).

iv) Programme EFP-OCI

Prend note des recommandations de la troisième Réunion du MAC et du programme EFP tenue du 17 au 19 juillet 2011 dans la République Islamique d'Iran et se félicite de la décision d'établir un groupe de travail thématique sur la formation virtuelle, celle des formateurs ainsi que l'échange des meilleures pratiques entre les Etats Membres de l'OCI.

Prend note du rapport de SESRIC sur la mise en œuvre des sous-programmes de l'EFP-OCI et **demande** au SESRIC et à la BID de déployer leurs efforts pour l'exécution de ces projets élaborés sous le nom de sous-programmes de l'EFP-OCI et de soumettre leurs résultats à la 28ème Session du COMCEC.

Appelle les Etats Membres à participer et à soutenir le Programme-maître ISMEK pour le Formateur, le réseau de la Sécurité et de la Santé Occupationnelles de l'OCI et le Programme d'Internat pour les Etudiants Internationaux(PIEI).

Renforcement des Relations avec le Secteur Privé (Point 8 de l'Ordre du Jour)

Prend note du rapport de la 14ème Réunion du Secteur Privé sur la promotion du commerce et l'investissement de joint-venture entre les Pays Islamiques, organisée par le CICI du 24 au 26 avril 2011 à Sharjah, aux EAU.

Appelle les Etats membres à faciliter les procédures de délivrance de visa pour les entrepreneurs en vue de promouvoir la coopération commerciale entre les Etats Membres de l'OCI.

Fait appel à la CICI, au CIDC et aux autres Institutions de l'OCI pour assurer une plus large participation du Secteur Privé dans les activités de la coopération économique et commerciale.

Date de la 28ème Session du COMCEC (Point 9 de l'Ordre du Jour)

Décide que la 28eme Réunion du Comité de Suivi sera tenue les 9 et 10 mai 2012 et la 28ème Session du COMCEC du 8 au 11 octobre 2012 à Istanbul.

Questions Diverses (Point 10 de l'Ordre du Jour)

Décide que « renforcement de la compétitivité des PME dans les Etats membres » sera le thème des Echanges de Vues lors de la 28ème Session du COMCEC et **demande** au SESRIC, en collaboration avec la BID et les institutions de l'OCI concernées, d'organiser un atelier sur ce thème et d'en soumettre le rapport à la prochaine Session du COMCEC.

……..

……

- III -

RAPPORT
DE LA VINGT SEPTIEME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, 17-20 octobre 2011)

OIC/COMCEC/27-11/REP

Original : Anglais

RAPPORT
DE LA VINGT-SEPTIEME SESSION
DU COMITÉ PERMANENT POUR LA COOPÉRATION
ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI

(İstanbul, 17-20 octobre 2011)

1. La Vingt-Septième Session du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC) a été tenue à İstanbul du 17 au 20 octobre 2011.

2. Ont participé à la Session des représentants des Etats Membres suivants de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI):

1- République Islamique d'Afghanistan
2- République Algérienne Démocratique et Populaire
3- Royaume de Bahreïn
4- République Populaire du Bangladesh
5- Brunei Darussalam
6- Burkina Faso
7- République du Cameroun
8- République du Tchad
9- République de Côte-d'Ivoire
10- République de Djibouti
11- République Arabe d'Egypte
12- République du Gabon
13- République de Gambie
14- République de Guinée
15- République d'Indonésie
16- République d'Irak
17- République Islamique d'Iran
18- Royaume Hachémite de Jordanie
19- République de Kazakhstan
20- Etat du Koweït
21- République du Liban
22- Libye
23- République du Kirghiz

24- Malaisie
25- République des Maldives
26- République du Mali
27- République Islamique de Mauritanie
28- Royaume du Maroc
29- République du Niger
30- République Fédérale du Nigeria
31- Sultanat d'Oman
32- République Islamique du Pakistan
33- Etat de Palestine
34- Etat du Qatar
35- Royaume d'Arabie Saoudite
36- République du Sénégal
37- République de Sierra Léone
38- République de Somalie
39- République Arabe du Soudan
40- République Arabe Syrienne
41- République de Tadjikistan
42- République du Togo
43- République de Tunisie
44- République de Turquie
45- Turkménistan
46- République de l'Ouganda
47- Etat des Emirats Arabes Unis
48- République du Yémen

3. La Bosnie-Herzégovine, la Fédération de Russie, le Royaume de Thaïlande et la République Turque de Chypre du Nord, ont également pris part à la Session en qualité d'observateurs.

4. Ont également pris part à la Session, le Secrétariat Général de l'OCI, les institutions affiliées et spécialisées de l'OCI et les organes subsidiaires suivants:

1- Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)
2- Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC)
3- Centre de Recherches sur l'Histoire, l'Art et la Culture Islamiques (CRHACI)

4- L'Université Islamique de Technologie (UIT)
5- Le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID)
6- La Chambre Islamique de Commerce et d'Industrie (CICI)
7- L'Organisation de l'Association Islamique des Armateurs (OAIA)
8- La Fédération des Consultants des pays Islamiques (FCPI)
9- L'Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (INMPI)
10- Le Centre de Recherches pour l'Histoire, l'Art et la Culture Islamiques (CRHACI)
11- L'Association des Institutions de Financement du Développement National (ADFIMI)

5. Un Représentant du Comité Permanent pour la Coopération Scientifique et Technologique (COMSTECH) a également assisté à la Session.

6. Des Représentants des Agences des Nations Unies et des Organisations Internationales suivantes ont également assisté à la Session :

1- Le Conseil de Coopération du Golfe (GCG)
2- L'Organisation de Coopération Economique (ECO)
3- L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)
4- Les Huit en Développement (D-8)
5- L'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
6- Le Centre du Commerce International (CCI)
7- L'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)
8- La Banque de Commerce et de Développement de l'Organisation de Coopération Economique (ECOBANK)

(Une copie de la Liste de Participants à la Vingt-septième Session du COMCEC figure comme Annexe 1).

7. La Réunion des Hauts Fonctionnaires du COMCEC qui a précédé la Séance Ministérielle a été tenue les 17 et 18 octobre 2011, présidée par S.E Kemal MADENOĞLU, Sous-secrétaire d'Etat de l'Organisation de Développement de la République de Turquie. Les Hauts Fonctionnaires ont débattu des points inclus à l'Ordre du Jour et préparé le Projet de Résolutions pour examen par la Session Ministérielle.

Séance inaugurale

8. La cérémonie inaugurale de la Vingt-Septième Session du COMCEC a eu lieu le 19 octobre 2011 sous la présidence de S.E. Abdullah GÜL, Président de la République de Turquie et Président du COMCEC.

9. Dans son message d'accueil à l'attention des délégués, S.E. Abdullah GÜL a souligné l'importance du COMCEC en tant que plateforme solide pour la coopération économique et commerciale. En insistant sur le développement récent dans certains Etats membres, le Président GÜL a appelé les Etats Membres à mener et gérer le processus de changement afin de réaliser les réformes politiques, sociales et économiques nécessaires.

10. S.E. GÜL a poursuivi sa déclaration en signalant les opportunités et les menaces de la mondialisation ainsi que la nécessité de renforcer la solidarité et la coopération face à ces développements. Il a ensuite parlé du besoin d'accroître le commerce et les flux d'investissements entre les Etats Membres en raison des perspectives de l'économie mondiale actuelle.

11. A cet égard, S.E. Abdullah GÜL a souligné l'importance des projets et programmes du COMCEC tels que le Système de Préférences Commerciales de l'OCI (SPC-OCI), l'Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (INMPI), le Forum des Bourses, les réunions des Banques Centrales, le Forum des Autorités de Régulation des Marchés des Capitaux, et a appelé les Etats Membres à signer et ratifier les accords concernant ces projets et à participer activement aux réunions concernées dans le but de permettre à ces projets d'offrir les résultats escomptés en termes de développement.

12. S.E. Abdullah GÜL a également évoqué les récents développements concernant les secteurs prioritaires du COMCEC, en l'occurrence l'agriculture, le tourisme et le transport. S.E. le Président a exprimé sa satisfaction quant aux récents progrès réalisés dans ces domaines et a invité les Etats Membres à accentuer encore leurs efforts afin d'approfondir leur coopération.

13. Avant de conclure, S.E. Abdullah GÜL a exprimé sa profonde inquiétude concernant la situation en Somalie et a appelé les Etats Membres à faire preuve de solidarité envers le peuple somalien en leur offrant plus de soutien.

(Une copie du texte du discours d'ouverture de S.E. Abdullah GÜL est joint en Annexe 2.)

14. Suite à l'allocution d'ouverture de Son Excellence le Président de la République de Turquie, le Secrétaire Général de l'OCI, S.E. le Professeur Dr. Ekmeleddin İHSANOĞLU, a prononcé son allocution lors de la séance inaugurale. Il a adressé ses remerciements au gouvernement de la République de Turquie pour la chaleureuse hospitalité et son soutien permanent au développement de la coopération économique et commerciale entre les Etats Membres de l'OCI.

15. Dans son discours, Le Professeur Dr. Ekmeledin İHSANOĞLU a souligné le progrès réalisé en matières d'augmentation du volume du commerce entre les Etats Membres de l'OCI et leur part de la production mondiale comme résultat des efforts conjugués à l'échelle de l'OCI. Il a exhorté les délégués de mettre en vigueur les nombreuses résolutions relatives à l'expansion et la facilitation du commerce.

Le Secrétaire Général a souligné le besoin d'actions collectives et a invité les délégués présents à la réunion de renforcer la propriété des activités de l'OCI par leurs pays respectifs dans le sens de garantir la mise en oeuvre effective.

(Une copie du discours de S.E. le Prof. Dr. EKMELEDIN İHSANOĞLU est attachée en Annexe 3)

16. Les chefs de délégations de l'Etat du Koweït, le Mali, l'Afghanistan ont prononcé respectivement des allocutions au nom des Groupes arabes, africains et asiatiques des Etats Membres. Ils ont exprimé leurs remerciements à la République de Turquie pour son hospitalité ainsi qu'à S.E. Abdullah GÜL pour sa direction judicieuse du renforcement de la coopération économique et commerciale entre les Etats Membres de l'OCI.

17. Les chefs des délégations ont souligné la nécessité d'améliorer la coopération entre les Etats Membres et ont mis l'accent sur le rôle substantiel du COMCEC quant à l'amélioration de la coopération économique et commerciale entre les Etats Membres de l'OCI.

18. S.E. Dr. Ahmed Mohamed ALI, Président de la Banque Islamique pour le Développement (BID), a prononcé une allocution à la séance inaugurale. Il a exprimé ses louanges quant aux projets et programmes initiés par le COMCEC dans le but de renforcer la coopération entre les Etats Membres de l'OCI.

(Le texte du Discours du Président de la BID figure en Annexe 4)

19. S.E. Sheikh Saleh Bin Abdullah KAMEL, Président de la CICI, a également prononcé un discours à la Séance Inaugurale. S.E. KAMEL a souligné le rôle du secteur privé dans la promotion de la coopération économique et commerciale entre les Pays Membres.

(Le texte du Discours du Président de la CICI figure en Annexe 5)

20. Rifat HİSARCIKLIOĞLU, Président de l'Union des Chambres et des Bourses des Produits de Turquie (TOBB), a de même prononcé un discours à la Séance Inaugurale. Monsieur HİSARCIKLIOĞLU a souligné l'importance d'accroître la solidarité entre les Pays Membres en vue de l'expansion du commerce intra-OCI.

21. A la fin de la Séance Inaugurale, une cérémonie de remise de prix a été organisée. « Le Prix de la Solidarité Islamique pour le renforcement du commerce entre les Pays Membres de l'OCI » de la BID a été décerné à Abdellatif HAMAM, Directeur du Centre Tunisien pour la Promotion du Commerce, au nom de son Institution, par S.E. Dr. Ahmed Mohammed ALI, Président de la Banque Islamique du Développement (BID).

22. A la suite de la Séance Inaugurale, S.E. Abdullah GÜL a accueilli les Chefs de Délégations.

Séance Ministérielle de Travail

23. La Séance Ministérielle de Travail de la 27ème Session du COMCEC a été tenue le 19 octobre 2011, présidée par S.E. Dr. Cevdet YILMAZ, Ministre du Développement de la République de Turquie.

24. La Séance a adopté le Projet d'Ordre du Jour de la 27ème Session du COMCEC.

25. Au début de la Séance, en sa qualité du Président de la Réunion des Hauts Fonctionnaires (RHF) S.E. Kemal MADENOĞLU, le Sous-secrétaire du Ministère du Développement de la République de Turquie informe sommairement les Ministres sur les résultats de la Réunion des Hauts Fonctionnaires.

26. La présentation de S.E. Kemal MADENOĞLU a été suivie par la 27ème Session d'échange de vues du COMCEC laquelle a été tenue sous le thème de « Impact des Réseaux du Transport sur le Commerce et le Tourisme ».

27. Monsieur Velid ABDULVAHHAB, Directeur de la Section du Transport dépendante de la Banque Islamique du Développement « BID » a fait une présentation en tant qu'intervenant principal sur les Défis Actuels, les Tendances et les Perspectives du Transport dans les Etats Membres de l'OCI.

28. Monsieur Ruhi Engin ÖZMEN, le Président de l'Association Internationale du Transport a également fait une présentation en tant qu'orateur principal sur « Le Rôle du Logistique dans le Commerce International ».

29. Les Ministres et les Chefs de Délégations ont exprimé leurs points de vue sur la présentation faite par les intervenants principaux, ont échangé l'expérience de leurs pays dans le domaine du transport et ont commenté les problèmes de la région de l'OCI dans ce secteur. De plus, les ministres ont souligné l'importance de la promotion de la coopération technique dans le domaine de la logistique ainsi que la nécessité de développer une feuille de route pour le transport comprenant des informations sur les couloirs et les modes de transport dans les Etats Membres de l'OCI.

Séance de Clôture

30. La Séance de clôture de la 27ème session du COMCEC a été tenue le 20 octobre 2011 sous la présidence de S.E. Dr. Cedvet YILMAZ, ministre du Développement de la République de Turquie.

31. Le Conseiller Général du Pakistan à İstanbul et Rapporteur de la Session, Dr. Yousaf JUNAID, a présenté le projet des résolutions à la session ministérielle. Au cours de sa présentation, Dr. JUNAID a résumé les débats de la session et a souligné les points importants des accords inclus dans les résolutions.

32. La Séance a adopté la Résolution OIC/COMCEC/27-11/RES.

33. Une cérémonie spéciale de signature à eu lieu à la Séance de Clôture, au cours de laquelle le Koweït a signé l'Accord du Protocole sur le Plan de Tarif Préférentiel pour le

SCP-OCI (PRETAS) ainsi que les Règles d'Origine SCP-OCI tandis que le Mali a signé le Statut pour le Conseil Islamique de l'Aviation Civile.

34. S.E. M. Hameed OPELOYERU, Secrétaire Général Assistant pour les Affaires Economiques a lu le message de S.E. Prof. Dr. Ekmeleddin İHSANOĞLU, le Secrétaire Général de l'OCI. Dans son discours, S.E. İHSANOĞLU a félicité la Session sur l'impressionnante réussite de la réunion.

35. S.E. Dr. Njogo L. BAH, Ministre des Travaux, Construction et Infrastructure de la République de Gambie, a fait une déclaration au nom de tous les Etats Membres participants, dans laquelle S.E. BAH a remercié S.E. Abdullah GÜL, Président de la République de Turquie et Président du COMCEC, le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, SESRIC, le Groupe BID, et toutes les parties concernées pour leurs contributions au succès de cette Session.

36. S.E Dr. Cevdet YILMAZ, Ministre du Développement de la République de Turquie, a prononcé l'allocution de clôture de la Session. S.E. Dr. YILMAZ a souligné l'importance vitale des secteurs prioritaires, à savoir le transport, le tourisme et l'agriculture, pour le développement économique et social des pays membres. A cet égard, S.E. Dr.YILMAZ a déclaré que le document cadre pour la coopération dans le transport mettrait en lumière les futures activités dans ce secteur. S.E. En relation au tourisme, Dr. YILMAZ a mis l'accent sur l'importance de la plateforme du tourisme du COMCEC dans le but d'aider les Etats Membres à tirer le meilleur profit des ressources et du dynamisme du secteur privé dans ce domaine. S.E. Dr. YILMAZ a également exprimé sa joie pour le progrès remarquable accompli dans le domaine de la coopération financière et invité tous les pays membres à rejoindre les initiatives de celle-ci.

37. S.E. Dr. YILMAZ a terminé son allocution en remerciant toutes les délégations, les institutions de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, les organisateurs et les interprètes et ce pour leur précieuse contribution à la 27ème Session du COMCEC.

(Une copie de l'allocution de clôture de S.E. Dr. Cevdet YILMAZ figure en Annexe 6.)

38. Tous les documents et communications présentés au cours de la 27ème Session du COMCEC seront disponibles sur le site web du COMCEC (WWW.comcec.org)

A N N E X E S

ANNEXE

1

Original: Anglais

LISTE DES PARTICIPANTS
A LA VINGT-SEPTIEME SESSION DU COMCEC
(İstanbul, 17 – 20 octobre 2011)

A. MEMBER STATES OF THE OIC

ISLAMIC REPUBLIC OF AFGHANISTAN

- H.E. ABDUL HADI ARGANDEHWAL
  Minister of Economy

- Mr. MOHAMMAD ISMAIL RAHIMI
  Director General of Policy and National Development Strategy M&E, Ministry of Economy

- Mr. GHULAM ALI FARZAM
  UNDP Desk Officer, Ministry of Foreign Affairs

PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIA

- H.E. MUSTAFA BENBADA
  Minister of Trade

- H.E. MOULOUD HAMAİ
  Ambassador of Algeria, Ankara

- Mr. ABDELHAKIM ZEBIRI
  Manager, Ministry of Trade

- Mr. MEHDI TAALBI
  Head of Protocol

- Mr. NACIM GAOUAOUI
  Vice Director, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. ABDELOUAHEB SAIDANI
  Vice Director, Ministry of Foreign Affairs

- Mrs. LATIFA BENCHAOUI
  Vice Director, Ministry of Tourism and Art

- Mr. MOUSTAPHA LARBI
  Inspector

- H.E. RACHID MEDDAH
  Consul General of Algeria, İstanbul

- Mr. ABBES BELFATMI
  Assistant of Ambassador

KINGDOM OF BAHRAIN

- H.E. MOHAMMED BIN IBRAHIM AL MUTAWA
  Minister of State for Implementation

- H.E. Dr. EBRAHIM YUSUF AL-ABDULLA
  Ambassador of the Kingdom of Bahrain to the Republic of Turkey

- Ms. NADA AHMED YASEEN AHMED
  Assistant Undersecretary for Tourism

- Mr. AHMED ISA BUBSHAIT
  Assistant Undersecretary for Foreign Trade

- Mr. AREF HASAN AL-MANSOORI
  Director of Human and Finance/Act. Director of Land Transport Specification Monitoring Directorate

- Mr. FAWAZ KHALIL BUBSHAIT
  Director of Minister Office for State for Implementation

- Mr. ABDULAZIZ MOHAMED ABDULKAREEM
  Horticulturist

- Mr. HASAN RASHDAN
  Diplomatic Attache

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

- H.E. ZULFIQUR RAHMAN
  Ambassador of Bangladesh to Turkey in Ankara

BRUNEI DARUSSALAM

- H.E. DATO PADUKA HAJI ABDUL MOKTI BIN HAJI MD DAUD
  Ambassador of Brunei Darüsselam in Amman, Jordan

BURKINO FASO

- Mr. ABDOUL KARIM SALAMBERE
  Minister Consellor, Embassy of Burkina Faso to Riyadh

- Mr. REGIS KEVIN BAKYONO
  Consellor of Foreign Affairs

REPUBLIC OF CAMEROON

- H.E. LUC MAGLOIRE MBARGA ATANGANA
  Minister of Commerce

- H.E. IYA TIDJANI
  Ambassador of the Republic of Cameroon in Riyadh

- Ms. MBAJON NDJEPANG MARTHE CHANTAL
  Technical Advisor Presidency of the Republic of Cameroon

- Mr. BOUBA AOUSSINE
  Deputy Director for the Commercial Exchanges, Ministry of Commerce

- Ms. JEANNINE ATANGA NKODO
  Deputy Director of Cooperation of the Ministry of Agriculture and Rural Development

- Mr. KAZI PALAI
  Chief of Planning at the Ministry of Tourism

- Mr. AHMAD MALAM
  Deputy Researcher, Ministry of Economy, Planning and Terriforial Planning

- Mr. ATENGAN MICHE
  Representative of the Ministry of Transport

REPUBLIC OF CHAD

- Mr. AHMAT ABAKAR ADJID
  Deputy General Secretary

- Mr. DJIMADOUMBAYE MADIBAYE
  Director of Commerce

REPUBLIC OF COTE D'IVOIRE

- H.E. VAZOUMANA TOURE
  Ambassador of Cote D'ivoire to Riyadh

- Mr. GUY KODJO
  Chief of Staff

REPUBLIC OF DJIBOUTI

- H.E. DYA EDDINE SAID BAMAKHRAMA
  Ambassador of the Republic of Djibouti in Riyadh

- Mr. MOUSTAPHA HASSAN ADENE
  Vice Director, Ministry of Transport

- Mr. ABDURRAHMAN SALEH
  Consellor

- Mr. SAMIYA HOUMED ABDOULKADER
  Coordinator, Ministry of Foreign Affairs and International Relations

ARAB REPUBLIC OF EGYPT

- H.E. Dr. MAHMOUD MOSTAFA EISA
  Minister of Industry and Foreign Trade

- Mr. SAYED MOHAMMED EL-BOUS
  Minister's Advisor

- Mr. ABDELRAHMAN FAWZY
  First Undersecretary, Ministry of Industry and Foreign Trade

- Mrs. WAFAA EL HADIDY
  Consul General of the Arab Republic of Egypt in İstanbul

- Mr. MOUSTAFA MEKAWY
  Minister Plenipotentiary, Head of Egyptian Trade Office in İstanbul

- Mr. SOLIMAN KHALIL
  First Secretary, Vice Commercial Counselor

- Ms. SHIREEN EL-SHEHAWY
  Second Secretary, Economic Department of Ministry of Foreign Affairs

- Mr. YASER GABER SHAKER
  Ministry of Industry

REPUBLIC OF GABON

- H.E. EMMANUEL ISSOZE-NGONDET
  Minister of Finance

- Mr. NINA ABOUNA
  Director General

- Mr. PATRICE MBA ONDO
  Responsible of International Relations Education

- Mr. MARCELIN BELOUMI
  Assistant of Minister

- Mr. GEORGEA VIERIN IBOUDAH
  Director of Internal Trade

REPUBLIC OF GAMBIA

- H.E. Dr. NJOGOU L. BAH
  Minister of Works, Construction and Infrastructure

- Mr. HABIB T.B. JARRA
  Permanent Secretary of Ministry of Foreign Affairs, International Cooperation Gambians Abroad

- Ms. NAFFIE BARRY
  Permanent Secretary of Ministry of Trade, Industry, Regional Integration and Employment

- H.E. GIBRIL SEMAN JOOF
  Ambassador of the Republic of The Gambia to Turkey

- Ms. SIABATOU CAMARA
  Principal Assistant Secretary, Office of the President

- Mr. EBRIMA L. S. DARBOE
  Principal Loans Officer, Ministry of Finance

REPUBLIC OF GUIENA

- Mr. MAMA KARIFA CAMARA
  Deputy Director of Planification and Transports

- Ms. AISSATOU SOW
  Deputy Director, Responce of OIC, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. ORHAN ARGÜN
  Honorary Consul

REPUBLIC OF INDONESIA

- H.E. NAHARI AGUSTINI
  Ambassador of the Republic of Indonesia to the Republic of Turkey

- Mr. EDWARD SIBARANI
  Director of APEC Cooperation and Other International Organizations,
  Ministry of Trade

- Mrs. SRI RAHMADIANI
  Deputy Director of Bilateral and Multilateral Cooperation,
  Investment Coordinating Board

- Mrs. YUANA ROCHMA
  Division of Economic Cooperation and UN Financing, Coordinating,
  Ministry of Economy

- Mr. NOVA HERLANGGA MASRIE
  Section Head of UN Cooperation, Invetsment Coordinating Board

- Mrs. YENNI HERNAWATI
  Section Head of Non-UN Body, Ministry of Trade

- Mrs. DYAH UMIYARTI PURNAMANINGRUM
  Division of Bilateral Cooperation, Ministry of Transport

- Mr. KAMRAN R. LOSSEN
  Division of Legal Assistance and Foreign Cooperation, Ministry of Transport

- Mr. SEMUEL SALO KRISNA MUNDA
  Division of Sea Transport Regulation, Ministry of Transport

- Mr. UBAIDI TOLHAH
  Directorate of Socio-Culture and International Organization of Developing Countries,
  Ministry of Foreign Affairs

- Mr. SUYOTO HERJAN
  First Secretary, Embassy of the Republic of Indonesia, Ankara-Turkey

REPUBLIC OF IRAQ

- H.E. HAYRULLAH HASAN BABEKIR
  Minister of Trade

- H.E. EZADIN ABDULA
  Minister of Agriculture

- Mr. HASHIM MOHAMMED HATHEM
  General Director of Economic Foreign Relations Department, Ministry of Trade

- Mr. WASIQ TAHA MOHAMMED
  Director of International Relations Department, Ministry of Trade

- Mr. MUNAFFEZ ABDULJABBAR AL-BAKER
  Undersecretary, Ministry of Industry

- Mr. MONQZ ABDUL JABAR
  Undersecretary

- Mr. FARAJ MOHAMED ABDULLAH
  Head of Section of Regional Organizations

- Mr. NADHIM H. ABBAS
  Iraqi Commercial in Ankara

- Mr. ADNAN XIROLLA ABBAS
  Manager, Ministry of Trade

- Mr. WALLED KHALED HASSAN
  Assistant Commercial Atteche in Ankara

- Mr. MOHAMMED HASAN ABBOUD
  General Director of Financial Affairs, Ministry of Industry

- Mr. RAAD HUSEIN KHADER
  General Chiarman of Al-Zawra Company

- Mr. MOHAMOD ABD AL JABAR
  Director General

- Mr. ADNAN KHIR ALLAH SALİH
  Director

- Mr. AHLAM GAILANY
  Minister Plenipotentiary

- Mr. HARWIN KAMAL
  Second Secretary

ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

- H.E. Dr. BEHROUZ ALISHIRI
  Vice Minister and President of Organization for Investment, Economic and Technical Assistance of Iran, Ministry of Economic Affairs and Finance

- H.E. SHAHRIAR AFANDIZADEH
  Vice Minister, Ministry of Roads and Urban Development

- Mr. EZATOLLAH YOUSEFIANN MOLLA
  Member of Islamic Consultative Assebly

- Mr. SAEID KAHNI OUSHANI
  Acting Director General for Loans, International Organizations and Institutions, Organization for Investment, Ministry of Economic Affairs and Finance

- Ms. ZOHREH BAHREHBAR
  Division Chief, Grants and Credit Facilities, Office for Loans, International Organizations and Institutions, Organization for Investment, Ministry of Finance

- Ms. MAHSA ZIAEDDINI
  Expert, Office for Loans, International Organizations and Institutions, Organization for Invetsment, Ministry of Economic Affairs and Finance

- Mr. MOHAMMAD HOSSEIN SHOJAEE ALI ABADI
  Advisor to the Centre for Islamic Research & Studies, Chamber of Cmmerce of Iran

- H.E. MAHMOOD HAIDARI
  Ambassador of Iran in İstanbul

- Mr. MAJID KHOINIHA
  Assistant of Ambassador of Iran in İstanbul

- H.E. BAHMAN HOSSEINPOOR
  Ambassador of Iran to Turkey

- Mr. SEYED NASER MOUSAVI LARGANI
  Member of Islamic Consultative Assebly

- Mr. MOHAMMAD GHAINI NAJAFI
  Expert of Protocol

- Mr. ABDOLLAH AKHLAGHI
  Economist

- Mr. ALI ASGHAR ROSTAMI ABOUSAEIDI
  Advisor and Director General for Legal and International Affairs, Organization for Vocational Training (TVTO)

- Mr. REZA BAJOULVAND
  Training Deputy, Trainers' Education Center, Organization for Vocational Training

REPUBLIC OF LEBANON

- H.E. NICOLAS NAHAS
  Minister of Economy and Trade

- Mr. FOUAD FLEIFEL
  Director General, Ministry of Economy and Trade

- Mr. MALEK ASSI
  Head of Trade Department, Ministry of Economy and Trade

- H.E. HANI CHEMAAITELLY
  Consul General of Lebanon in İstanbul

LIBYA

- Mr. MOHAMED ZENATI
  Charge D'Affaires in Ankara

- Mr. HESHAM GHANIDI
  Third Secretary in Ankara

- Mr. MOHAMED AIAI
  Vice Consul in İstanbul

- Mr. ABDULMONAM TAKITA
  Vice Consul in İstanbul

HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN

- H.E. ZUHAIR ENSOUR
  Ambassador of the Hashemite Kingdom of Jordan to Turkey

- Mr. NIDAL AL-ABADI
  Economist, Ministry of Industry and Trade

- Mrs. RANDA EL-RABADI
  Director External Relations, Ministry of Transport

REPUBLIC OF KAZAKHSTAN

- Mr. AIDAR KAZYBAYEV
  Chairman

- Mr. SVETLANA GONOVA
  Head of Unit

- Mr. SERIK BEKMAGANBETOV
  Councelor of Department

- Mr. YERLAN BAIDAULET

- Mr. ASKAR SHOKYBAYEV
  General Consul of Consulate in İstanbul

- Mr. BAGLAN DANDYBAYEV
  Consul of Consulate in İstanbul

- Mr. KUAT KANAFEEV
  Consul

STATE OF KUWAIT

- H.E. MUSTAFA JASSEM AL – SHAMALI
  Minister of Finance of State of Kuwait

- H.E. ABDULLAH A. A. AL-DUWAIKH
  Ambassador of the State of Kuwait

- H.E. SHEIKH FAHAD SALIM ALSABAH
  General Consul to Istanbul

- Mr. SAMI AL - SAQAABI
  Assistant Undersecretary of Economic Affairs

- Mr. ISHAQ ABDULKAREEM
  Director of the Department of International Economic Cooperation

- Mr. MISHAL AL - ARADI
  Observer of International Organizations

- Mr. SAAD AL - RASHIDI
  Chief of the Organization of Islamic Conference

- Mr. YOUSEF AL - FAYAD
  Observer, Department of the Minister's Office

- Mr. KHALED ALMUTAIRAT
  Vice Consul

- Mr. ADEL AL-ZUABI
  First Secretary of the Embassy of the State of Kuwait

- Mr. SALEM AL - BATHER
  Economic Analyst

- Mr. KHALED AL-ZEER
  Third Secretary at the Ministry of Foreign Affairs of the State of Kuwait

- Mr. ABDURRAHMAN AL-DAIHANI
  Vice Consul

- Mr. KHALID ALAZMI
  Vice Consul of the General Consulate of the State of Kuwait

KYRGYZ REPUBLIC

- Mr. MIRLAN ARSTANBAEV
  Consul General of Kyrgyz Republic in İstanbul

- Mr. SAGYNBEK IBRAEV
  Second Secretary of the Ministry Foreign Affairs

MALAYSIA

- DATO ABDUL GHAFAR MUSA
  Senior Director, Ministry of International Trade and Industry (MITI)

- Mr. AHMAD HISHAM IDRIS
  Principal Assistant Director (MITI)

- Ms. MAZITA MARZUKI
  Principal Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs

- Dr. ABDUL MALIK MUSHARAF
  Vice President, Industry Development Division, HDC

- Ms. HAKIMAH BINTI MOHD YUSOFF
  Principal Assistant Director, (JAKIM) Department of Islamic Development

- Mr. MOHAMAD NOOR AZHAB MOHD SHAZILI
  Trade Commissioner, MATRADE

- Ms. NIK NAZIRA NIK YAHYA
  Senior Assistant Director, Department of Standards

- Mr. ABDILBAR AB RASHID
  Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs

REPUBLIC OF MALDIVES

- H.E. IRUTHISHAM ADAM
  Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary Permanent Represntative

- Mr. ABDULLA THAWFEEG
  Counsellor Trade Permanent Mission of the Maldives to UNOG and WTO

REPUBLIC OF MALI

- Mr. JEAMILLE BITTAR
  Chairman of Economic, Social and Cultural Council

- H.E. MOHAMED MAHMOUD BEN LABAT
  Ambassador and Permanent Representative to OIC

- Mr. CHEIKNA BARRY
  Director at the Economic, Social and Cultural Council

- Mr. OUSMANE ALBOU KADER TOURE
  Deputy Director, Ministry of Traansport

- Mr. DJIBRIL ONGOIBA
  Deputy General Director, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. MOUSSA ALIOU KONE
  Consellor at the Embassy of Mali in Riyadh

- Mr. FAROUK CENGIC
  Honorary Consul, Istanbul

- Mr. HUSSEYIN BASARAN
  Honorary Consul, Ankara

ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA

- H.E. SİDİ OULD TAH
  Minister of Economy and Development

- H.E. MOHAMED AHMED OULD ELEMINE
  Ambassador of Mauritania to Turkey

- Mr. WEDDADY OULD SİDİ HAİBE
  Director, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. MOHAMED OULD TEGHRA
  Advisor, Ministry of Economy and Development

KINGDOM OF MOROCCO

- H.E. KARIM GHELLAB
  Minister of Transport and Equipment

- Mr. EL AID MAHASOUSSI
  General Secretary of the Ministry of Foreign Trade

- Mr. ZAHREDDINE BELBACHIR
  Head of Trade Relations Outside Europe, Ministry of Foreign Trade

- H.E. LOTFI AGUAD
  Ambassy of Morocco to Turkey

- Mr. DQUIEC JAWAD
  Head of Division of Cooperation - MTE

- Mr. MOHAMMED ZERROUKI
  Minister, Embassy of the Kingdom of Morocco in Ankara

- Mr. MOHAMMED BENABDELJALIL
  Consul General of the Kingdom of Morocco in İstanbul

REPUBLIC OF NIGER

- H.E. SALEY SAIDOU
  Minister of Trade and Developing Private Sector

- Mr. BOUBACAR IBRAHIM
  General Secretary, Ministry of Tourism and Art

- Ms. MAMADOU AICHATOU
  General Director of Trade

- Mr. ISSAKA AMADOU
  Chef Section OIC

- Ms. ZÜBEYDE ÖZGÜR DEMİRAL
  Consul's Assistant

FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA

- H.E. Prof. Mrs. VIOLA ADAKU ONWULIRI
  Minister of State, Ministry of Foreign Affairs (MFA)

- Mrs. CHIGOZIE OBI-NNADOZIE
  Director, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. B. T. TEKUNE
  Minister, Embassy of Nigeria, in Ankara

- Mr. MOHAMMED LAWAN GANA
  Deputy Director, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. SULEIMAN SANI
  Minister Counsellor, Embassy of Nigeria, in Riyadh

- Mr. ANDY NKEMNEME
  Special Assistant to Minister of State

- Mr. IROM A. AWASSAM
  Second Secretary, Ministry of Foreign Affairs

- Mrs. PRISCA ONUOHA
  Personal Assistant to Minister of State

- Mr. ABUBAKAR SULAYMAN
  Director, Ministry of Transport

- Mrs. BRENDA MAX-NDUAGUBE
  Ministry of Transport

SULTANATE OF OMAN

- H.E. Dr. SHEIKH ABDULMALIK BIN ABDULLAH AL-HINAI
  Adviser at the Ministry of Finance Charged with Ministry of National Economy

- Mr. NASSER BIN SAIF AL-WAHAIBI
  Deputy Director of Councils and Committees Department at Ministry of Finance

- Mr. YAKUB BIN SHEIKH AL-DABIONI
  Head of Department, Ministry of Trade and Industry

- Mr. WALEED BIN ESSA AL-ZADJALY
  Counselor, Department of International Organizations, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. SALIM BIN MOHAMMED AL-HAJRI
  Economic Researcher at the Department of Economic Organization,
  Ministry of National Economy

- Ms. NARGIS BINT ABDALLAH AL-MARSHUDI
  Engineer, Dapertment of Land Transportation at the Mimistry of Transportation and Communication

ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN

- Mr. SHAHID RAHIM SHEIKH
  Additional Secretary, Ministry of Commerce

- H.E. MUHAMMAD HAROON SHAUKAT
  Ambassador of Pakistan to Turkey

- Mr. MOIN UL HAQ
  DHM Pakistan Embassy Ankara

- Dr. YOUSAF JUNAID
  Consul General, Consulate General of Pakistan in İstanbul

- Mr. SYED ZAHID RAZA
  Consul, Consulate General of Pakistan in İstanbul

- Mr. AMIR BARLAS
  Protocol Officer-Consulate General of Pakistan in İstanbul

- Mr. SAAD AHMAD WARRIACH
  Second Secretary, Embassy of Pakistan in Ankara

STATE OF PALESTINE

- H.E. Dr. HASAN ABU LIBDEH
  Minister of Economy

- H.E. NABIL MAAROUF
  Ambassador of Palestine to Turkey

- Mr. ABDELHAFIZ NOFAL
  Deputy Ministry of National Economy

- Mr. RAFAT RAYYAN
  Director International Organisation Department

STATE OF QATAR

- H.E. ABDUL RAZZAK AL ABDUL GHANI
  Ambassador of Qatar to Turkey

- Mr. SAOUD JASSIM AL-JUFAIRI
  Advisor of Economy, Ministry of Business and Trade

- Mr. AHMAD HAMAD AL-MARZOUKI
  Head, Regional and International Organization, Ministry of Business and Trade

- Mr. AHMED SALEH AL-MOHANADI
  Advisor of International Relations and Trade, Ministry of Business and Trade

- Mr. MOHAMED ALI AL MAADID
  Consulate General in İstanbul , State of Qatar

- Mr. KHALED H. AL SULAITI
  Vice Consular

- Dr. KHALED AL-TAI
  Economist of Consolate

- HUSEIN PATEL
  Public Relations, Embassy

- Mr. ORHAN GUL
  Public Relations, Consulate

KINGDOM OF SAUDI ARABIA

- H.E. ABDULLAH IBN AHMED ZAINAL ALIREZA
  Minister of Trade and Industry

- Mr. ABDULLAH BIN ABDURRAHMAN AL HAMOIDI
  Undersecretary

- Mr.ABDULLAH BIN ABDULWAHAB AL-NAFISAH
  Director General Foreign Trade

- H.E. MUHAMMED ABDULLAH A.BARRI
  Ambassador

- Mr. NASIR MOHAMMED ALMOTLAQ
  Economic Researcher

- Mr. MONZIR BIN NASER AL RASHED
  General Director of Transport

- Mr. HUSSIN EED ALRASHEED
  Economist

- Mr. TALAL BIN AHMAD AL ALMER
  Executive Secretary of Trade and Industry Ministry

- Mr. FAYSAL BIN YOUSEF AL YOUSEF
  Undersecretary

REPUBLIC OF SENEGAL

- H.E. NIANG AMADOU
  Minister of Trade

- H.E. MOUHAMMADOU DOUDOU LO
  Ambassador of Senegal to Riyadh

- Mr. NDONGO NIANG BA
  Undersecretary in Ministry of Foreign Affairs

REPUBLIC OF SIERRA LEONE

- H.E. VANDI CHIDI MINAH
  Minister of Transport and Aircraft

REPUBLIC OF SOMALI

- H.E. President SHARIF SHEIKH AHMED
  President of the Republic of Somali

- H.E. HUSSEIN ARAB ISSE
  Deputy Prime Minister and Minister of Defence

- H.E. ABDULLAHI GODAH BARRE
  Minister of Planning & International Cooperation

- H.E. ABDULLAHI HAJI HASSAN MOHAMED
  Minister of Agriculture & Livestock

- H.E. AHMED HASSAN GABOBE
  Minister of Justice & Religious Affairs

- H.E. JAYLANI NUR IKAR
  Minister of Public Works and Reconstruction

- H.E. ABDULRAHMAN HOSH JIBRIL
  Minister of Constitution, Federal and Reonciliation

- Mr. HASAN MOALIM KHALIF
  Private Secretary of the President

- Gen. ABDULKADIR SHEIKH ALI DINI
  Chief of Staff for Somali Armed Forces

- Mr. MURSAL MOHAMUD SANEY
  Director of Protocol & Public Relations

- Mr. ABDULKARIM KHALIF ABDI
  Protocol Officer

- Mr. SULDAN AHMED FARAH
  Director of Communications of the Presidency

- Mr. ABDULKADIR HUSSEIN WEHLIYE
  Cameraman

- H.E. NUR SEHİKH HAMUD MURSAL
  Charge d'Affaires of Somali to Turkey

- Mr. ABDULKADIR MOHAMED NUR
  Second Secretary of the Somali Embassy in Turkey

REPUBLIC OF SUDAN

- H.E. FAISAL HAMAD ABDULLAH
  Minister of Transport

- Dr. NAGMELDIN MOHAMED DAWOUD
  Undersecretary of the Ministry of Foreign Trade

- Mr. ABDELDAIM ALI ELBASHIR
  Minister Plenipotentiary at the Ministry of Foreign Affairs

- H.E. OMER HAIDER ABU ZAID
  Ambassador of the Republic of the Sudan to Turkey

- Mr. HASSAN AWAD
  Director of Office of the Minister

- Mr. ASIM MOHAMED ALI MUKHTAR
  Consul General of Sudan in İstanbul

- Mr. ABUBAKER MOHAMED ELFATIH MUSTAFA
  Head of Economic Section in the Consulate General of Sudan in İstanbul

- Mr. TAHA MOHAMED AHMED
  COMCEC Desk Officer at the Ministry of Foreign Trade

- Mr. OMER ELFAROUG ELSANOSY ABDELKAREEM
  Counsellor at the General Consulate-İstanbul

- Mr. ALI ABDELAZIZ ALI
  Public Relations Officer, General Consulate-İstanbul

SYRIAN ARAB REPUBLIC

- Dr. MOHAMMED HAJ BAKRI
  General Consul in İstanbul

- Mr. HASSAN KATANA
  Director of Planning and International Cooperation,
  Ministry of Agriculture and Agrarian Reform

- Mrs. MAYADA SKEKER
  Director Planning and Statistic Department, Ministry of Transport

- Mr. FIRAS SAEM ELDAHR
  Consulate

- Mr. BAŞAR MERDEMBEK
  Consulate

REPUBLIC OF TADJIKISTAN

- Mr. YATIM MUSAFIROV
  General Consul in İstanbul

- Mr. SALOHIDDIN KIROMOV
  Consul in İstanbul

REPUBLIC OF TOGO

- Mr. BAROMA MAGOLEMIENA BAMANA
  Technical Adviser, Ministry of Trade and Promotion of the Private Sector

- Mr. KOMLA NYEDJI GALLEY
  Director of Foreign Trade, Ministry of Trade and Promotion of the Private Sector

- Mr. KIBALOU ABETE
  Manager, Ministry of Finance and Economy

REPUBLIC OF TUNISIA

- H.E. MEHREZ BEN RHOUMA
  Ambassador of the Republic of Tunisia to Turkey

- Mrs. SAIDA HACHICHA
  General Director of Economic and Trade Cooperation, Ministry Trade and Tourism

- Mr. MOHAMED JAMEL ELIFA
  Director in Charge of Cooperation with Regional and International Organizations, Ministry of Trade and Tourism

REPUBLIC OF TURKEY

- H.E. Dr. CEVDET YILMAZ
  Minister of Development

- H.E. ZAFER ÇAĞLAYAN
  Minister of Economy

- H.E. BİNALİ YILDIRIM
  Minister of Transport

- Mr. KEMAL MADENOĞLU
  Undersecretary, Ministry of Development

- Mr. AHMET YAMAN
  Deputy Undersecretary, Ministry of Development

- Mr. İLYAS ÇELİKOĞLU
  Deputy Undersecretary, Ministry of Development

- Mr. SUAT HAYRİ AKA
  Deputy Undersecretary, Ministry of Transport

- Mr. FARUK ŞAHİN
  Deputy Undersecretary, Ministry of Cultur and Tourism

- Mr. ERDAL CELAL SUMAYTAOĞLU
  Acting Deputy Undersecretary, Ministry of Food, Agriculture and Livestock

- H.E. Amb. MİTHAT RENDE
  General Director, Ministry of Foreign Affairs

- H.E. Amb. LEVENT ŞAHİNKAYA
  General Director, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. ZEYNETTİN KASIMOĞLU
  Director General, Ministry of Development

- Mr. İSMAİL KALENDER
  Acting General Director, Ministry of Customs and Trade

- Ms. EMİNE GÜHER ÇELTEK
  Deputy General Director, Ministry of Food, Agriculture and Livestock

- Mr. FEVZİ ÖZKAN
  Chairman, the Turkish Competition Authority

- Mr. HULUSİ ŞENTÜRK
  Chairman of Turkish Standards Institutions (TSE)

- Mr. HÜSEYİN ERKAN
  Chairman&CEO, İstanbul Stock Exchange (İMKB)

- Mr. MURAT TAMER
  Deputy General Director, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. MUSTAFA BALTACI
  Vice Chairman, İstanbul Stock Exchange (İMKB)

- Mr. KUDRET OYTAN
  Head of Department, Ministyr of Foreign Affairs

- Mr. İSMAİL SEFA YÜCEER
  Head of Department, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. ERDEM DİREKLER
  Head of Department, Ministry of Trasport

- Dr. ELIF BETÜL AKIN
  Head of Department, Turkish Patent Institute

- Mr. SANCAR SEFER SÜER
  Head of Department,
  Turkish Union Chambers and Commodity Exchanges(TOOB)

- Mr. MUSTAFA GÜMÜŞ
  Deputy Head of Department, Capital Markets Boards (SPK)

- Mr. MUSTAFA SEPETÇİ
  Acting Head of Department, Ministry of Customs and Trade

- Mr. TEOMAN ATAİNCİ
  Press and Public Relations Counselor, Ministry of Development

- Mr. TALAT KAYA
  Head of Section, Ministry of Economy

- Mr. ERALP POLAT
  Manager, İstanbul Stock Exchange (İMKB)

- Ms. LERZAN KAYIHAN ÜNAL
  Acting Director of International Relations
  The Turkish Competition Authority

- Mr. SELÇUK YILMAZ
  Manager, Turkish Union Chambers and Commodity Exchanges (TOBB)

- Dr. YUSUF ŞENGÜR
  Member of the University of Anatolia

- Mr. TOLGA KARAKAYALI
  Protocol Officer, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. ALPER SARAÇ
  Protocol Officer, Ministry of Foreign Affairs

- Ms. HÜLYA ÖRS
  Expert, Ministry of Development

- Dr. ŞEREF TABAK
  Expert, Ministry of Transport

- Mr. UMUT DEMIRCI
  Expert, Ministry of Transport

- Mr. BAHADIR KARA
  Expert, Ministry of Culture and Tourism

- Mr. ERDOĞAN EMRAH HATUNOĞLU
  Expert, Ministry of Development

- Mr. MEHMET SERHAT AKGÜL
  Specialist, Turkey Central Bank

- Mr. OSMAN GÜNDOĞDU
  Expert, Undersecretariat of Treasury

- Mr. MUSTAFA TAŞDEMİR
  Expert, Capital Markets Boards (SPK)

- Mr. YÜKSEL KAYA
  Chief Expert, The Turkish Competition Authority

- Mr. UFUK KADİR ERGİN
  Assistant Expert, Turkish Union Chambers and Commodity Exchanges (TOBB)

TURKMENISTAN

- Mr. MYRATGELDI BERDIYEV
  Head of Department, Ministry of Economy and Development

- Mr. CHARYMYRAT GELDIYEV
  Central Administrative Board of Economy and Development for Ashkabad City Director

REPUBLIC OF UGANDA

- Mr. JACHAN OMACH
  Minister of State General Duties, Ministry of Finance Planning and Economic Development

- H.E. Amb. AHMED SSENYOMO
  Deputy Head of Mission of Uganda Embassy Riyadh

- Ms. JENNIFER MUWULIZA
  Ag. Commissioner/Aid Liaison Department, Ministry of Finance, Planning and Economic Development

- Ms. MARIAM KIGGUNDU
  Economist, Ministry of Finance, Planning and Economic Development

STATE OF THE UNITED ARAB EMIRATES

- H.E. SULTAN SAEED AL-MANSOURI
  Minister of Economy

- H.E. MOHAMMED SALEH SHALWAH
  Assistant Undersecretary of teh Economic Politics Department

- Mr. ALI FAYIL MUBARAK
  Director of the Establishments Department

- Mr. YAGOUB YUSUF AL-MUBARAK
  Minister Plenipotentiary Affairs of the Economic Department

- Dr. KHALED AHMAD AL-MULLA
  Minister Plenipotentiary of the International Organizations Department

- Ms. FATIMA KHAMIS AL-HAMMADI
  Economic Researcher

- Mr. SAIF SALEM AL-HAMRANI
  Manager at the Ministers Office

REPUBLIC OF YEMEN

- Dr. MUTAHAR A. AL-ABBASI
  Vice Minister, Ministry of Planning and International Cooperation

- Mr. ABDULWALI ABDULLAH ALI-AQEL
  Advisor to Minister, Ministry of Planning and International Cooperation

- H.E. NORIA ABDULLA AL-HAMAMI
  Ambassador, Ministry of Foreign Affairs

- H.E. Dr. ABDULGAWI AL-ERYANI
  Ambassador of Yemen to Turkey

- Mr. MOHAMED AL MASHARY
  Honorary Consul, in Istanbul

B. OBSERVERS

BOSNIA HERZEGOVINA

- Mr. NUSRET SANCAR
  Ambassador at Large, B&H Ministry of Foreign Affairs

TURKISH REPUBLIC OF NORTHERN CYPRUS

- H.E. HAMZA ERSAN SANER
  Minister of Public Works and Transport

- Mr. ŞAHAP AŞIKOĞLU
  Undersecretary of the Ministry of Tourism, Environment and Culture

- Mr. FAHRİ YÖNLÜER
  Director of OIC Affairs, Ministry of Foreign Affairs

KINGDOM OF THAILAND

- Mr. PANUMAS MALASEE
  Consul (Commercial), Royal Thai Consulate-General in İstanbul

- Mr. NATHAPHONG AMBUPRABHA
  Vice Consul (Commercial) Royal Thai Consulate-General in İstanbul

RUSSIAN FEDERATION

- Mr. VICTOR OLERSKIY
  Deputy Minister of Transport

- H.E. KONSTANTIN SHUVALOV
  Ambassador at Large, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. ALEXEY RYKOV
  Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs

- Mr. IGOR DROZDOV
  Deputy Head of Division

- Mr. SERGEY BULATOV
  Counsellor

- Mr. VIACMESLAV SHLIKOV
  General Consulate

PANELISTS

- Dr. SOHBET KARBUZ
  Director of Hydrocarbons at OME

- Dr. SAMI MAHROUM
  Academician and Executive Director at INSEAD Business School

- Dr. TARIK YOUSEF
  Chief Executive Officer of Silatech

- Mr. TAHA ÖZHAN
  General Coordinator of Foundation for
  Political Economic and Social Research (SETA)

- Mr. ÇAĞATAY TELLİ
  Senior Economist Republic of Turkey Ministry of Development

- Dr. WALID ABDEL WAHAB
  Director, Infrastructure Department, IDB

- Mr. RUHİ ENGİN ÖZMEN
  Chairman UND

D. <u>THE OIC GENERAL SECRETARIAT</u>

- H.E. Prof. Dr. EKMELEDDİN İHSANOGLU
  Secretary General

- H.E. Amb. HAMEED A. OPELOYERU
  Assistant Secretary General

- Mr. CHEIKH OUMAR T. SOW
  Director General

- H.E. Amb. NABIKA DIALLO
  Adviser

- Mr. HASAN OKER GÜRLER
  Adviser

- Mr. GHOLAMHOSSEIN DARZI
  Director

- Mr. MEHMET FATİH ÖKE
  Director

- Mr. HASAN BASRİ ARSLAN
  Professional

- Mr. JAKHONGIR KHASANOV
  Professional

E. OIC SUBSIDIARY ORGANS

STATISTICAL, ECONOMIC AND SOCIAL RESEARCH AND TRAINING CENTER FOR ISLAMIC COUNTRIES (SESRIC)

- Dr. SAVAŞ ALPAY
  Director General

- Mr. NABIL DABOUR
  Director of Research Department

- Dr. KENAN BAĞCI
  Researcher

ISLAMIC CENTER FOR THE DEVELOPMENT OF TRADE (ICDT)

- Mr. EL HASSANE HZAINE
  Acting Director General

- Mr. MAMOUDOU BOCAR SALL
  Expert, Head of Studies Section

ISLAMIC RESEARCH CENTER FOR HISTORY ART AND CULTURE (IRCICA)

- Mr. HALİT EREN
  Director General, IRCICA

- Prof. Dr. AMIR PASIC
  Project of Director

- Mr. NAZIH MAAOUF
  Head International Relations and Craft Developmen Programme

- Ms. ZEYNEP DURUKAL ABUHUSAYN
  Head Corporate Research

- Mr. MUHAMMED TAMIMI
  Head Cultural Heritage Department

- Mr. AHMET ALDOĞAN
  Manager of Administration

ISLAMIC UNIVERSITY OF TECHNOLOGY (IUT)

- Prof. Dr. MOHAMMED IMTIAZ HOSSAIN
  Vice Chancelor

ISLAMIC EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION (ISESCO)

- Dr. ABBAS SADRI
  Director

F. SPECIALIZED ORGANS OF THE OIC

ISLAMIC DEVELOPMENT BANK (IDB)

- H.E. Dr. AHMAD MOHAMED ALI
  President, IDB Group

- Dr. WALEED AL-WOHAIB
  CEO, ITFC

- Dr. ABDULRAHMAN TAHA
  CEO, ICIEC

- Mr. HANI SALEM SONBOL
  Deputy CEO, ITFC

- Dr. WALID ABDEL WAHAB
  Director, Infrastructure Department, IDB

- Mr. MOHAMED IQBAL AZAD
  Adviser to CEO, ITFC

- Mr. MUSTAFA WADI
  IDB

- Mr. JAMAL AL-SAYED OMER
  Director, CEO Office, ITFC

- Mr. ADIL BABIKER
  Director Legal Affairs, ICIEC

- Mr. SALEH JELASSI
  Assistant to the President

- Mr. ABDULLATEEF AL-LAWATI
  IDB

- Mr. ABDUL BASIT RASHEED JAM
  IDB Groub

- Mr. BAHADIR YADIKAR
  IDB

- Mr. LOTFI ZAIRI
  ICIEC

- Mr. MARWAN TOUHAMI ABID
  Event Manager, ITFC

- Mr. MOHAMMED YOUBAH
  IRTI

- Mr. ABDELLATIF HAMAM
  IDB Groub Prize Winner

- Mr. ABDULLATEEF MOHSIN BAQAR
  Senior Cooperation Specialist

- Mr. MANSOUR BEN FETEN
  Director

G. AFFILIATED ORGANS OF THE OIC

ISLAMIC CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY (ICCI)

- H.E. SHAIKH SALEH ABDULLAH KAMEL
  President of ICCI

- Ms. ATTIYA NAWAZISH AYAZ
  Assistant Secretary General

ASSOCIATION OF NATIONAL DEVELOPMENT FINANCING INSTITUTIONS (ADFIMI)

- Mr. NURİ BİRTEK
  Secretary General

ORGANIZATION OF THE ISLAMIC SHIPOWNERS ASSOCIATION (OISA)

- Dr. ABDULLATIF A. SULTAN
  Secretary General, Organization of the Islamic Shipowners

- Mr. MOHAMMAD ZAFAR BHATTI
  Director Finance

FEDERATION OF CONSULTANTS FROM ISLAMIC COUNTRIES (FICC)

- Mr. ABDERRAHIM ALAMI LAHJOUJI
  President

- Mr. ABDELHAMID BENAMAR

STANDARDS AND METROLOGY INSTITUTE OF ISLAMIC COUNTRIES (SMIIC)

- Mr. HALUK DAĞ
  Interim Secretary General of SMIIC

- Mr. HULUSİ ŞENTÜRK
  Chairman of SMIIC

H. STANDING COMMITTEES

STANDING COMMITTEE FOR SCIENTIFIC AND TECHNOLOGICAL COOPERATION (COMSTECH)

- Mr. Dr. MOHAMMED ALI MAHESAR
  Assistant Coordinator General of COMSTECH

G. OTHER INTERNATIONAL INSTITUTIONS

GULF COOPERATION COUNCIL (GCC)

- Mr. ABDULMAJEED BIN SALEH AL-MANDEEL
  Head of Section of Trade and Industry, Economy Department of GCC

ECONOMIC COOPERATION ORGANIZATION (ECO)

- H.E. Mr. M. YAHYA MAROOFI
  General Secretary

UNIDO CENTRE FOR REGIONAL COOPERATION IN TURKEY

- Mr. SÜLEYMAN YILMAZ
  Director/Representative

THE WEST AFRICAN ECONOMIC AND MONETARY UNION (WAEMU)

- Mr. JOACHIM PAGNESDIBRILLA OUEDRAOGO
  Director of Cabinet

- Mr. KOFFI ADDOH GNAKADJA
  Director Commerce

DEVELOPING EIGHT (D-8)

- Dr. WIDI A. PRATIKTO
  Secretary-General

- Mr. ÖMER ASIM AKSOY
  Economist

- Mr. ZULHENDRI ABDULLAH
  Assistant to Economist

UN FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION (FAO)

- Mr. MUSTAPHA SINACEUR
  Subregional Coordinator for Central Asia and Representative in Turkey

INTERNATIONAL TRADE CENTRE (ITC)

- Mr. ABDESLAM AZUZ
  Senior Trade Promotion Officer

ECONOMIC COOPERATION ORGANIZATION TRADE AND DEVELOPMENT BANK (ECOBANK)

- Mr. Dr. YAŞAR AKGÜN
  Acting President

- Mr. MASOUD REKABDAR
  Vice President of ECOBANK

- Mr. ÖMER FARUK BAYKAL
  Deputy Director, Head of the Office of the Chief Economist

- Mr. TUNCAY MELEKTOSUN
  Deputy Director

- Mr. FAZLI SAK
  Manager

I. COMCEC COORDINATION OFFICE

General Directorate of Foreign Economic Relations,
State Planning Organization of the Republic of Turkey

- Mr. METİN EKER
  Director General, Head of COMCEC Coordination Office

- Mr. EBUBEKİR MEMİŞ
  Head of Department

- Mr. SELÇUK KOÇ
  Head of Department

- Mr. MUSTAFA TEKİN
  Head of Department

- Mr. MURAT DELİÇAY
  Expert, Drafting

- Mr. GÖKTEN DAMAR
  Expert, Drafting

- Mr. ALİ İŞLER
  Expert, Drafting and Bilateral Talks

- Mr. ORHAN ÖZTAŞKIN
  Press and Protocol Relations

- Mr. NAZIM GÜMÜŞ
  Protocol Relations

- Ms. AYLİN ŞENOL GÜN
  Assistant Expert, Drafting

- Mr. KAĞAN AKDOĞAN
  Assistant Expert, Drafting

- Ms. SEHER KURUGÜL
  Coordinator of Documentation Center

- Ms. EMİNE DEMİREL
  Assistant Coordinator of Documentation Center

- Ms. MÜKERREM ÖZKILIÇ
  Coordinator of Registration Office

- Ms. BİGE HAMURDAN
  Coordinator of Registration Office

- Mr. KEMAL ARSLAN
  Coordinator of Meeting Rooms

- Mr. ERCAN İBİK
  Assistant Coordinator of Meeting Rooms

- Ms. Z. LEYLA AŞK
  Bilateral Talks

- Ms. BİLGE GÜLLÜ
  Executive Secretary

- Ms. EBRU ÇETİNKURŞUN
  Social Program

- Mr. MEHMET FİDAN
  Assistant Expert

- Mr. M. CELALETTİN AKTAŞ
  Assistant Expert

- Mr. AYKUT YILMAZ
  Assistant Expert

- Mr. DENİZ GÖLE
  Assistant Expert

- Mr. SEYFİ UYANIK
  Press Relation

J. GENERAL MANAGEMENT SERVICES OF MINISTRY OF DEVELOPMENT

- Mr. ADNAN KÖKLÜKAYA
  Head of Department

- Mr. MEVLUT YASAR
  Coordinator of Transport and Personnel Relations

- Mr. BURHAN KORKMAZ
  Coordinator of Technican

- Mr. TAYFUR YÜKSEL
  Security Relations

- Mr. CAFER ERDOĞAN
  Stock Coordinator

- Mr. ÖMER BIYIK
  Technician

- Mr. SEYİT AMBARKÜTÜK
  Technician

- Mr. MEHMET TUNCER
  Accomodation

- Mr. MEHMET ÖCAL
  Accomodation

ANNEXE

2

Original: Turc

DISCOURS INAUGURAL DE S.E. ABDULLAH GÜL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE ET PRESIDENT DU COMCEC A LA SEANCE INAUGURALE DE LA 27EME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, 19 octobre 2011)

Honorables Ministres,
Honorable Secrétaire Général,
Excellences,
Délégués distingués,
Mesdames et Messieurs,

J'aimerais exprimer le plaisir que me donne notre réunion avec les délégués des Etats membres frères du COMCEC, ici à Istanbul, à l'occasion de la 27ème réunion du COMCEC, et vous souhaiter la bienvenue en Turquie.

Depuis sa fondation il y a 27 ans, le COMCEC réunit chaque année ses membres et est devenu une plateforme solide d'une coopération durable entre les Etats membres. Je pense sincèrement que le COMCEC, dont je suis fier d'être le président, mènera à bien ses entreprises dans la période à venir avec les valables contributions et l'engagement de nos Etats.

Délégués estimés,
Invités distingués,

La paix, la sécurité, la stabilité et le bİen-être sont d'une importance majeure au sein des Etats membres du COMCEC. Dans mon discours devant les Ministres des Affaires Etrangères de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) en 2003 en tant que Ministre des Affaires Etrangères, j'ai souligné la nécessité d'agir ensemble et appelé les Pays Membres à effectuer les réformes nécessaires à cette fin.

Les mouvements sociaux qui ont lieu dans notre région aujourd'hui sont le signe que le temps du changement est arrivé et que nous nous trouvons dans une période de transformation irrévocable. Il est aujourd'hui l'heure d'engager ces changements – et non de se dresser contre eux – et de lancer des réformes politiques, sociales et économiques en ouvrant le dialogue, de manière consensuelle, afin de répondre aux exigences de notre siècle et aux aspirations et demandes de nos peuples.

Je crois sincèrement qu'une gestion efficace de cette période de changement, dans la solidarité et la coopération, offrira à nos nations l'occasion de regarder vers un avenir plus démocratique, stable et prospère.

Distingués Délégués

Comme le concept de la mondialisation touche de plus en plus tous les domaines, nous sommes témoins de développements vertigineux en ce qui concerne le mouvement des biens, des personnes, des informations et des capitaux. Ces développements érodent la signification des frontières existantes, augmente la dépendance mutuelle de nos nations et fait de la coopération et la solidarité une compulsion plutôt qu'une exigence.

Dans ces circonstances, en tant qu'Etats Membres de COMCEC, nous avons besoin d'investir nos frontières, comme moyen de rapprochement et non d'éloignement ainsi que de favoriser la marche de notre coopération au lieu de l'entraver.

Je constate que nous pouvons transformer les menaces mondiales et régionales en opportunité pour renforcer la culture de solidarité et de coopération entre nos pays et développer une langue commune ainsi qu'un sens de compréhension réciproque.

L'histoire démontre que les pays gouvernés sur la base des droits de l'homme, la primauté du droit, la transparence et la responsabilisation deviennent plus plus forts et plus rapides sur la voie du développement. A cette fin, je me réjouis de cette transformation historique qui se manifeste dans les pays Islamiques depuis l'année dernière.

Distingués Délégués

Comme nous le savons, la crise mondiale qui a été déclenchée à la fin du mois d'Août 2007 n'a pas encore pris fin, et l'économie mondiale traverse une période tumultueuse.

Malheureusement, les problèmes proviennent des niveaux de dettes excessives et des déficits budgétaires importants des économies de marché développées qui ont affecté le monde entier. L 'échec de ces pays à prendre des décisions politiques en vue

de faire face, efficacement, aux problèmes de finances publiques dans ce domaine et d'instabilité monétaire a d'autant plus aggravé la situation.

Comme résultat, l'endettement des Etats a atteint un niveau non-viable à cause de la conversion des dettes privées en dettes publiques. Les gouvernements ont dû assumer les dettes des secteurs privés.Les Etats qui n'ont pas réussi dans leur tentative de venir en aide au secteur privé ont maintenant besoin d'être eux-mêmes secourus.

Bien que les pays membres du COMCEC ne rencontrent pas de tels problèmes, ils sont, indéniablement, toujours affectés par les turbulences dans les marchés de capitaux et de finance ainsi que par les ralentissements économiques mondiaux.

Nous ne sommes pas responsables de cette crise, mais toutefois nous devons trouver une issue. Le meilleur moyen de surmonter ces problèmes économiques mondiaux est d'accroître le commerce et les investissements conjoints entre les Etats Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique et d'accélérer le mouvement des personnes, des capitaux et des informations entre nos pays.

Dans cet esprit, je voudrais mentionner brièvement les initiatives de coopération de l'ordre du jour du COMCEC.

Je suis de près et soutiens l'étude menée pour diriger la coopération du COMCEC dans la période à venir. Je suis confiant que ladite étude a besoin d'un mécanisme effectif de mise en oeuvre et met en place des conditions capables de répondre aux besoins changeants de nos pays et des exigences de notre temps.

Comme vous le savez tous, nous poursuivons des initiatives significatives pour lancer le Système de Préférences Commerciales (SPC-OCI) afin d'assurer un mouvement transfrontalier facile des biens entre nos pays membres.

J'ai le plaisir de mentionner que le nombre de pays signataires s'est élevé à 10 pays suite à la ratification par le Bangladesh de l'Accord sur les Règles d'Origine. C'est un signe de l'achèvement de l'infrastructure juridique relative au Système de Préférences Commerciales. Maintenant c´est le moment de la mise en œuvre.

La mise en œuvre comprend la soumission au Secrétariat du Comité de Négociation Commerciale de la liste de concessions par les pays qui ont déjà

approuvé le Schéma du Tarif Préférentiel (PRETAS) et ce dans les plus brefs délais. Je suis d'avis de conclure au plus vite ce sujet en déployant tous des efforts qui nous permettront de mettre en vigueur sur le champ et aisément le Système de Préférences Commerciales.

Je suis convaincu que l'Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques (INMPI) contribuera massivement au commerce intra-OCI. Comme vous le savez tous, les normes ont un rôle clé en matière de l'élimination des barrières techniques du commerce. L'harmonisation des normes actuelles entre nos pays ainsi que le développement d'autres normes nouvelles constitueront une importante contribution au commerce.

A cet égard, je salue l'institutionnalisation de l'Institut de Normalisation et de Métrologie des Pays Islamiques entreprise par la 2ème Assemblée Générale tenue en juillet dernier. J'invite tous les pays signataires n'ayant pas encore signé ou ratifié l'Accord à prendre part à ce processus.

Honorables Ministres
Distingués Invités

Vous vous rappelez certainement que, lors du Sommet Economique du COMCEC, tenu en 2009, nous avons défini les secteurs d'agriculture, de tourisme et de transport comme les trois secteurs de priorité ayant pour objectif de renforcer notre coopération.

Je vois que les développements de notre coopération au cours de cette période ont été très prometteurs. Cependant, je partage l'opinion qui dit que nous avons besoin de déployer des efforts en vue d'approfondir notre coopération dans ces secteurs.

L'agriculture est d'une importance majeure pour les efforts de nos pays envers la croissance économique, le développement rural et l'allègement de la pauvreté.

Nous accusons un retard en matière d'amélioration de la productivité, de modernisation du processus de production et de promotion de l'accès des produits agricoles aux marchés. En tenant compte de ces lacunes, le COMCEC a intensifié ses efforts pour la coopération agricole ces dernières années. Comme vous le savez, Nos Ministres ont tenu des délibérations sur l'Agriculture et le Développement Rural, ce qui était aussi le thème de la précédente Session d'Echange de Vues.

Nous avons reçu Nos Ministres dans notre pays ces dernières semaines lors de la 6ème la Conférence sur l'Agriculture. J'attribue une grande importance aux résultats de cette conférence et souhaite sincèrement voir la mise en œuvre de ces décisions. J'attends de nos Etats Membres qu'ils aient une volonté inébranlable à cette fin et qu'ils embrassent les efforts de coopération dans le domaine de l'agriculture.

Distingués délégués

Il est réjouissant de constater les mesures prises pour le renforcement de notre coopération dans le tourisme, un secteur en croissance rapide dans le monde. L'abandon récent des exigences de visas par certains Etats Membres du COMCEC est une étape importante en direction de la libre circulation de nos peuples.

Dans le monde d'aujourd'hui où le marché du tourisme international devient de plus en plus concurrentiel, un dialogue et une coopération avec le secteur privé permettront d'améliorer la qualité de service et la compétitivité du tourisme et assurera à nos pays la part qu'ils méritent dans le marché mondial du tourisme.

J'attribue une grande importance à l'atelier tenu à Izmir en décembre 2010 en vue de renforcer la communication et la coopération entre les secteurs privés de nos pays dans le domaine du tourisme. J'appuie sans réserve les efforts pour organiser un Forum du Tourisme du COMCEC avec pour objectif d'assurer une continuité entre les activités de ce registre. Je vous appelle, distingués délégués, à encourager les représentants du secteur privé de votre pays à prendre part à ces activités.

Distingués Délégués,

La coopération entre nos pays dans un autre de nos secteurs de priorité, le transport, facilitera la circulation des biens et des personnes. Certaines initiatives majeures ont été réalisées dans le domaine du transport cette année au sein du COMCEC.

Vous le savez peut-être tous, nos Honorables Ministres échangeront leurs vues sur l'« Impact des Réseaux de Transport sur le Commerce et le Tourisme » dans cette réunion du COMCEC. De plus, une réunion de Groupes d'Experts en Transport et un atelier sur le transportn ont été tenus en juin à Izmir .Les résultats de ces réunions, à mon avis, contribueront de manière significative aux efforts à réaliser dans la période à venir.

Honorables Ministres
Délégués distingués,

Saisir les opportunités d'investissement intra-OCI est un autre facteur qui permettrait de favoriser notre coopération économique.

Comme je l'ai déjà dit auparavant en de nombreuses occasions, je pense que nous devons améliorer les plateformes d'investissement dans nos pays et de répondre à nos demandes de financement en utilisant nos propres ressources financières.

J'encourage donc les initiatives de coopération financière qui contribueront à la libre circulation des capitaux au sein de l'OCI et appelle tous nos Etats membres à prendre part activement à ces initiatives et de bénéficier de la synergie qui résultera de notre coopération.

Je suis heureux que, dans le cadre de l'agenda de coopération financière du COMCEC, le « Forum des Autorités des Régulateurs des Marchés de Capitaux du COMCEC » ait pris effet le 16 septembre 2011. J'ai une entière confiance en nos Etats membres concernant leur contribution active à ce forum.

De plus, j'apprécie que les efforts destinés à réaliser un indice islamique au sein du Forum des Bourses de l'Organisation de la Coopération Islamique arrivent à leur étape finale. Je pense que la mise en œuvre effective des décisions que nous avons prises est source de fierté et de motivation pour nous tous sur le chemin d'une coopération plus profonde.

Dans mes discours, je persiste à souligner l'importance de consolider le rôle du secteur privé dans le cadre des activités du COMCEC. J'aimerais une fois de plus dire à quel point je considère le secteur privé comme l'un des piliers majeurs d'un renforcement de notre coopération économique et commerciale.

En qualité d'autorités étatiques, nous devons accorder une attention primordiale aux besoins des représentants du secteur privé, assurer à celui-ci un environnement favorable aux activités, et mettre en vigueur indéfectiblement les régulations indispensables. Je voudrais souligner que les initiatives du secteur privé lancées par les organes du COMCEC offrent aux entreprises de nos pays des opportunités pour partager leurs problèmes, établir des connexions et approches dans leurs travaux.

A cet égard, j'accorde la plus grande importance à la consolidation et la continuité des initiatives actuelles dans le secteur privé et j'appelle les représentants du secteur privé dans nos pays à prendre part à ces activités.

Délégués distingués,

Des millions de personnes dans le monde islamique souffrent de la malnutrition et la sous-alimentation. Les récentes sécheresses de l'Afrique les ont rendues encore plus fatales et des millions de personnes sont tombées dans entre les griffes de la faim.

Dans cet esprit humanitaire, de nombreuses campagnes ont déjà commencé en Turquie. Je suis heureux de vous dire que nos concitoyens ont accordé une attention intensive à ces campagnes et un montant total de 350 millions de dollar a été- jusqu´à présent- recueilli lors de ces campagnes

Comme vous le savez, une Réunion Ministérielle Urgente du Comité exécutif de l'Organisation de la Coopération Islamique a été tenue à Istanbul au mois d'août dernier en vue d'évaluer la situation en Somalie où s'aggrave la situation humanitaire, prendre des mesures pour alléger les souffrances de la population somalienne. Dans cette réunion, les Etats Membres de l'OCI, les institutions financières, les organisations de secours et les philanthropes sont appelés à étendre un appui généreux à la situation humanitaire critique en Somalie.

Je voudrais réitérer cette invitation à tous les Etats Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique pour soutenir leur soutien généreux à nos frères lesquels combattent pour survivre en Afrique de l'Est et particulièrement en Somalie. Nous devons reconnaître que la philanthropie n'a pas de limites comme l'avait déjà révélé le prophète de l'Ummah : « Qui se couche l'estomac plein tandis que son voisin meurt de faim, ne fait pas partie de notre Ummah ».Je pense que ces souffrances vont diminuer grâce aux contributions de toutes les communautés internationales et en particulier celles du monde Islamique, nous allons panser les plaies ensemble.

Nous sommes tous conscients que les Pays les Moins Développés ne peuvent pas seuls assumer le poids de ces problèmes. Nous, en tant que la République de Turquie, nous continuons à soutenir ces pays sur diverses plateformes internationales et ce dans le but de promouvoir une prise de conscience de leurs problèmes.

A cet égard, je voudrais revenir à nouveau sur la 4ème Conférence des NU pour les Pays les Moins Développés, laquelle a été tenue à Istanbul du 9 au13 mai 2011 avec la participation de dix mille de personnes. Les feuilles de route sur le développement des PMD ont été dévoilées pour la période 2011-2020 dans cette Conférence tenue tous les dix ans. Par ailleurs, les mécanismes de suivi particuliers ont été établis pour le suivi des questions incluses dans le Plan d'Action.

Dans ce cadre, j'appelle tous nos Membres à parachever nos engagements vis-à-vis des PMD. Ce n'est pas une exigence de la solidarité islamique mais de l'humanité toute entière.

Distingués Délégués

Je souhaite que les initiatives de la 27ème Session du Comité du COMCEC modifient notre région pour qu'elle soit plus solidaire et plus coopérante et préparent le terrain pour des résultats susceptibles de servir nos intérêts mutuels. C'est pourquoi, je pense que vous allez intensifier les efforts pour apporter une contribution plus active à l'Ordre du Jour du COMCEC, lors de cette réunion ainsi qu'après votre retour à vos pays.

Je souhaite que le séjour que vous allez passer à Istanbul où continents et cultures se rencontrent soit bénéfique à nous tous.

Comme je termine mes remarques avec ces considérations, je voudrais bien réitérer mes remerciements à tous les Pays Membres, l'Organisation de la coopération islamique, ainsi qu'à tous les organes subsidiaires affiliés et au personnel pour leurs inappréciables contributions dans ce contexte.

Je voudrais que la solidarité et la fraternité qui nous lient prédominent voire s'accroissent d'une manière continue. Je vous souhaite plein succès durant les réunions.

ANNEXE

3

Original : Anglais

DISCOURS DE SON EXCELLENCE
LE PROFESSEUR EKMELEDDİN İHSANOĞLU
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE
L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE A LA SEANCE INAUGURALE

(İstanbul, 17-20 octobre 2011)

Au Nom d'Allah, le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux

Excellence Monsieur Abdullah Gül, Président du COMCEC
Excellences, Messieurs les Chefs de délégation
Honorables Délégués
Mesdames et Messieurs

Assalam Alaykum Warahmatullahi Wabarakatuhu

Permettez-moi tout d'abord, d'exprimer mes sentiments d'appréciation les plus sincères à Votre Excellence, en votre qualité de Président du Comité permanent pour la Coopération économique et commerciale de l'OCI (COMCEC), pour le maximum de soutien que l'honorable gouvernement de la République de La Turquie n'a cessé d'apporter à l'OCI. Cela est tout à fait évident, à en juger par les nombreuses activités qui ont continué à avoir lieu en Turquie sous votre parrainage estimé et votre haut patronage, tant au plan économique que dans les domaines social, humanitaire, culturel et politique.

Je suis également ravi de m'adresser aux chefs de délégation des Etats membres de l'OCI à l'occasion de la 27ème session du COMCEC, au moment où nous faisons le bilan des réalisations accomplis jusqu'à ce jour, depuis l'historique Sommet économique du COMCEC tenu en 2009, ainsi que la 26ème session du COMCEC qui a eu lieu l'année dernière.

Vous vous rappellerez que, dans mon discours devant cette auguste assemblée de l'année dernière, j'ai eu l'occasion d'annoncer que l'agenda de notre coopération économique a été renforcé par les différentes stratégies novatrices adoptées pour stimuler les relations économiques et commerciales intra-OCI. Ceci

est particulièrement valable dans le domaine du commerce, de l'agriculture, du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté.

Par conséquent, nous avons accordé l'attention requise à l'engagement constructif de nos États membres à approfondir l'appropriation et à s'assurer que nos programmes et projets conjoints soient mis en œuvre sans délai. Dans la même veine, nous avons élargi notre réseau de coordination avec les différentes organisations et institutions régionales et internationales, afin d'accroître la coordination et la synergie, de manière à accélérer la mise en œuvre de nos plans conjoints.

En conséquence, le système préférentiel de commerce de l'OCI (SPC-OCI) qui est composé de l'accord-cadre, d'un protocole et de l'accord sur la règle d'origine, est devenu juridiquement opérationnel. Cependant, des efforts sont actuellement déployés pour s'assurer que les États membres, qui ont jusqu'ici ratifié ces instruments, puissent commencer à profiter des facilités tarifaires et non tarifaires pour développer le commerce entre eux.

Il est donc grand temps que la présente réunion adopte une résolution forte pour appeler à la reprise des sessions de négociations commerciales de l'OCI. Ce sera donner un effet à nos nombreuses résolutions sur l'expansion du commerce et la facilitation des échanges commerciaux. Il ya aussi la nécessité impérieuse que la présente réunion invite les États membres qui n'ont pas signé ou ratifié ces instruments commerciaux, à le faire dans l'intérêt de notre volonté collective de créer davantage de richesses et d'améliorer le bien-être des peuples de nos États membres.

Monsieur le Président
Excellences

Il est réjouissant de signaler que les chiffres du commerce intra-OCI ont continué à augmenter depuis 2005, malgré le récent ralentissement économique mondial. Cela est dû à l'effet combiné de l'accroissement de nos activités de financement et de promotion du commerce. La part du commerce intra-OCI est passée de 14,5% en 2004 à 17,03% en 2010. Cela signifie, en termes monétaires, que la valeur du commerce intra-OCI est passée de 205 milliards de dollars des États-Unis en 2004 à 539 milliards en 2010. De même, la part des États membres de l'OCI dans le commerce mondial a augmenté de 8,0% en 2004 à 10,5% en

2010. Il ne fait aucun doute que si cette tendance se poursuit, l'objectif d'atteindre 20% du commerce intra-OCI, qui a été fixé par le Programme d'Action décennal, serait réalisé d'ici l'année 2015.

En plus d'augmenter les échanges commerciaux entre les États membres de l'OCI, le double objectif de réaliser la croissance économique et la réduction de la pauvreté pourrait être réalisé grâce à la mise en œuvre des stratégies en cours de l'OCI sur l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire. Il est regrettable que, malgré le nombre estimé à 230 millions de personnes dans les États membres de l'OCI qui souffrent de la faim et de malnutrition, 90% des enfants souffrant de retard de croissance dans le monde, vivent dans 36 de nos États membres. Il est tout aussi regrettable de constater que nos États membres doivent financer un déficit alimentaire total de 40 milliards de dollars des États-Unis par an. Cela avait en effet aggravé les problèmes de la balance des paiements occasionnés par la nécessité de payer pour les importations de pétrole et d'énergie qui ne cessent d'augmenter.

Le simple fait que cette statistique alarmante peut être solutionnée grâce à la mobilisation des énormes opportunités internes de l'OCI, appelle à une action concertée de notre part dans ce domaine. Le dynamisme de l'économie de l'OCI se manifeste par l'augmentation du produit intérieur brut des Etats membres de l'OCI, d'un modeste montant de 2 trillions de dollars de dollars des États-Unis en 2004 à 8 trillions de dollars en 2010. Les États membres de l'OCI représentent aujourd'hui 11% du PIB mondial, contre 5,36% en 2004.

Dans la même veine, 23 États membres de l'OCI figurent parmi les 20 premiers pays au niveau mondial qui sont producteurs des différents produits agricoles variant des céréales aux cultures tropicales. Les impressionnantes étendues de terres arables dans les États membres de l'OCI qui se situent à 21% du chiffre mondial ainsi que les ressources renouvelables en eaux représentant 14% du chiffre monde, sont des preuves que la coopération intra-OCI dans le secteur agricole est un vecteur crédible de la croissance économique et du développement social dans nos pays.

Dans ce contexte, je suis heureux d'informer la présente réunion de la tenue avec succès, ici même à Istanbul, du 3 au 6 octobre 2011, de la 6ème Conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire et le développement agricole. Les recommandations de cette Conférence visent à accroître nos projets et programmes

conjoints dans le domaine du renforcement des capacités et de la productivité agricoles. Il vise également à approfondir le partenariat régional pour la mise en œuvre de nos priorités nationales respectives sur l'agriculture et le développement rural.

La recommandation d'élaborer un cadre exécutif complet de l'OCI sur l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire a été transmise au Groupe de travail du COMCEC pour d'autres apports techniques. Il est important que le cadre puisse servir de plateforme pour approfondir l'appropriation entre les Etats membres de l'OCI et ses nombreuses institutions afin que nous puissions surmonter les contraintes actuelles du manque d'inclusivité dans notre cadre de coopération.

Ce cadre devrait également identifier les domaines propices aux partenariats publics privés dans le développement de produits stratégiques et la promotion des produits agricoles à valeur ajoutée de la ferme-au-marché. Je suis heureux que cette approche ait informé des résultats de l'Atelier sur l'agro-alimentaire et l'agro-business, et le Forum de l'OCI sur le développement des Industries agro-alimentaires tenu concomitamment la semaine dernière à Kampala, en Ouganda. La recommandation pour une étude sur la création d'une Association agro-industrielle de l'OCI serait de nature à promouvoir la valeur ajoutée nécessaire pour une production agricole améliorée dans les États membres de l'OCI. Tout en félicitant la Chambre Islamique de Commerce et d'Industrie (CICI) pour la tenue réussie de l'atelier, je suis sûr que les résultats de la réunion du groupe d'experts feraient progresser le rôle du secteur privé dans nos stratégies de coopération, tout en contribuant largement à l'amélioration de l'exécution des projets de l'OCI.

Monsieur le Président
Excellences

La question de l'approfondissement de l'appropriation des programmes de l'OCI est devenue très cruciale au moment où nous cherchons à accélérer la mise en œuvre de notre agenda de coopération. Ce problème de manque d'appropriation se manifeste dans l'incapacité de nos fonctionnaires du Secrétariat général et des autres institutions de l'OCI à recevoir des réponses rapides à leurs demandes, questionnaires et autres circulaires.

Par exemple, le fait que seuls trois membres aient répondu aux deux questionnaires sur la facilitation du tourisme et de la recherche et la formation touristiques, n'a pas encouragé nos points focaux respectifs à effectuer leurs tâches dans ces domaines. De même, seuls 15 États membres ont soumis des questionnaires portant sur les stratégies et politiques dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire. Cette dernière situation a retardé l'exécution rapide du mandat donné par la Conférence sectorielle sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Je souhaite donc saisir cette opportunité pour solliciter l'intervention personnelle des honorables ministres afin qu'ils encouragent leurs fonctionnaires à soumettre ces documents qui sont nécessaires pour une bonne coordination des actions intra-OCI dans les domaines concernés.

C'est en effet le même esprit d'approfondissement de l'appropriation qui a motivé la réévaluation en cours de la performance du plan d'action cotonnier de l'OCI. Depuis sa création en 2007, seuls quelques-uns des 27 projets approuvés pour un montant de 373 millions de dollars des Etats-Unis ont reçu le financement nécessaire à sa mise en œuvre. Je souhaite ici exhorter nos chefs de délégation à soutenir les efforts en cours du Secrétariat général et de la Banque islamique de Développement pour obtenir des sources de financement supplémentaires en soumettant des projets détaillés et bancables à travers les voies nationales appropriées.

À cette fin, le Secrétariat général a intensifié sa coopération avec les différentes organisations et institutions régionales et internationales en vue de mobiliser des ressources supplémentaires pour ses projets. Par exemple, l'OCI a reçu le soutien de l'Union africaine et du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) sur notre proposition de créer une alliance entre son corridor de transport Dakar-Djibouti et le Projet ferroviaire de l'OCI Dakar-Port Soudan.

Dans le même ordre d'idée, les actions tendant à la mobilisation de la composante de 8 milliards de dollars des Etats-Unis du Programme spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA) se sont poursuivies. Des mesures sont également en cours pour améliorer l'efficacité du programme en identifiant et en mettant en œuvre des projets transversaux et régionaux dans ses cinq domaines de priorité, à savoir: l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement,

les infrastructures énergétiques et de transport, l'éducation et l'emploi des jeunes, la santé et la lutte contre les maladies transmissibles.

De même, le plan d'action proposé par l'OCI pour la coopération avec l'Asie centrale vise à mettre en œuvre l'initiative d'approche régionale de l'OCI en matière de coopération économique entre les Etats-membres de l'OCI. À cet égard, notre collaboration plus étroite avec l'Organisation de Coopération économique (ECO) permettrait d'accélérer la mise en œuvre de nos projets de coopération économique. J'espère sincèrement que cette approche régionale puisse permettre dans une large mesure de promouvoir le renouveau socio-économique dans ces pays, tout en servant de moyen durable de maintien de l'harmonie sociopolitique et de prévention des conflits.

C'est pour cette raison que je me réjouis de l'issue de la première réunion du Comité exécutif sur le Plan d'Action pour l'Asie centrale, qui se tient en marge de la présente session du COMCEC. J'ose espérer sincèrement que les partenariats nécessaires seraient élaborés pour permettre la mise en œuvre des nombreux nobles objectifs du Plan.

Monsieur le Président
Excellences

Tout en implorant votre indulgence pour saluer les efforts et les gestes bienveillants consentis par plusieurs de nos dirigeants, permettez-moi d'exhorter cette auguste assemblée à encourager leurs fonds nationaux de développement à aider au financement des projets de l'OCI. Nos expériences par rapport au Programme de renforcement des capacités initié par la Malaisie dans les trois pays de la première phase pilote, ainsi que l'assistance annoncée au titre du Fonds koweïtien pour un niveau de vie décent, indiquent que ceux-ci fournissent des sources réelles de financement pour nos projets intra-OCI de réduction de la pauvreté.

Je me félicite également de l'implication croissante des établissements du secteur privé dans nos mécanismes d'élaboration et de mise en œuvre de projets. À cet égard, je tiens à féliciter le président du groupe de la BID pour l'approbation récente à travers laquelle le capital-actions autorisé de la Société islamique internationale d'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation

(SIACE) a passé de 240 à 600 millions de dollars des Etats-Unis. Le rôle de la Société islamique pour le Développement du Secteur privé (CID) est également efficace dans notre désir d'intégrer le secteur privé dans notre cadre de coopération.

Par ailleurs, le soutien actuel apporté par Union des Chambres et Bourses de valeurs de Turquie (TOBB) au sujet de la proposition de créer une Fédération des Associations des Transports routiers dans les États membres de l'OCI, est louable. Tout aussi louables sont les foires commerciales biennales spécialisées parrainées par l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires indépendants Turcs (MUSIAD). L'expansion de ces activités, ainsi que celles de la CICI, apporteront l'élan souhaité aux activités multisectorielles au sein de l'OCI.

Ces sources de financement potentielles pourraient en effet compléter les réalisations importantes que nous avons jusqu'ici enregistrées dans nos systèmes de financement du commerce et du développement. C'est ainsi qu'en 2010, les approbations faites par la Société islamique Internationale de Financement du Commerce (SIIFC), un membre du Groupe de la BID, en faveur du financement du commerce a atteint 2,62 milliards de dollars des Etats-Unis, ce qui porte le chiffre total des approbations de financement du commerce par la BID à la somme de 36,96 milliards de dollars des Etats-Unis.

Je dois également saisir cette occasion pour reconnaître l'énorme contribution des différentes institutions de l'OCI et des organisations internationales pour leur soutien sans faille qui a facilité nos démarches tendant à intensifier la mise en œuvre des objectifs du Programme d'Action décennal de l'OCI. Nous sommes convaincus que les partenariats que nous cherchons à consolider dans les domaines concernés serviraient les intérêts de nos États membres communs, autant que nous cherchons également à continuer à soutenir les efforts internationaux en vue d'un monde plus stable et plus prospère.

Enfin, permettez-moi de souhaiter à cette 27ème session du COMCEC, des délibérations très fructueuses.

ANNEXE

4

Original : Arabe

DISCOURS
DE S.E. DOCTEUR AHMET MOHAMED ALI
PRESIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE
DE DEVELOPPEMENT

A LA SEANCE D'OUVERTURE

(İstanbul, 19 octobre 2011)

Excellence, Monsieur Abdullah Gül, Président de la République de Turquie, Président Comité permanent pour la coopération économique et commerciale

Excellence, Dr. Cevdet Yilmaz, Ministre d'État de la République de Turquie Messieurs les Ministres,

Excellence, Monsieur Ekmeleddin Ihsanoglu, Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique,

Messieurs les membres du Corps diplomatique et représentants d'organisations internationales et régionales,

Honorables membres de délégation,
Chers frères et sœurs,

Assalamou alaïkoum wa rahmatoullahi wa barakatouh.

C'est un grand honneur pour moi de m'adresser à cette honorable assemblée au nom de votre institution, le Groupe de la Banque islamique de développement. Je voudrais commencer par exprimer ma profonde gratitude à Son Excellence le Président Abdullah Gül, au peuple et au Gouvernement de la République de Turquie pour la généreuse hospitalité qui nous est réservée dans cette ville d'Istanbul qui est si belle et si riche de patrimoine islamique.

Je tiens également à exprimer mes remerciements les plus vifs à la République de Turquie pour le rôle de leader qu'elle joue, cette année-ci en particulier, en soutenant les États membres touchés par des crises et passant par des situations humanitaires difficiles en raison de catastrophes ou de conflits. Je n'en veux pour preuve, Monsieur le Président, que vos louables efforts en Somalie, en Afghanistan, en Palestine et en Libye. À cet égard, nous nous félicitons en particulier du geste humain reflété par les visites du Premier ministre de Turquie en Somalie et en Libye, et des

nobles actions de secours entreprises par la Turquie dans ces deux pays qui nous sont si chers. Nos remerciements s'adressent aussi à tous les Pays membres qui ont contribué au soutien de nos frères dans les pays et les communautés souffrant de la fragilité de leur situation sociale et économique, et qui ont cherché à leur redonner espoir en leur prêtant assistance pour atténuer l'impact de telles catastrophes.

Monsieur le Président,
Excellences,
Chers frères et sœurs,

La présente session se tient à un moment où le monde est traversé par des vagues successives de situations se traduisant, au niveau de l'économie mondiale, par l'instabilité et l'absence de visibilité. Nous commencions à peine à nous préparer à renforcer la reprise économique, alors que le monde se remettait peu à peu de la crise financière mondiale qui a éclaté en 2008 et 2009, quand des signes d'un nouveau bouleversement économique mondial ont commencé à se profiler à l'horizon. Cette fois-ci, la tourmente est provoquée par la crise de la dette souveraine dans les pays de la zone euro et par les pressions financières subies par de nombreux pays industrialisés. C'est ainsi que la progression de la reprise économique mondiale a été fragilisée au point que les prévisions les plus récentes indiquent que la croissance économique mondiale, qui a légèrement augmenté cette année, pourrait bien accuser un recul en 2012.

Dans ce contexte, permettez-moi de commencer par quelques mots sur les perspectives de croissance économique dans nos Pays membres en 2011. Le Fonds monétaire international prévoit que les États membres, en tant qu'ensemble, enregistreront une croissance de 4,7% en 2011, ce qui représente un recul par rapport aux 5,3% de l'année 2010. L'ensemble constitué par les pays d'Afrique Subsaharienne devrait connaître une croissance de 5,3% en 2011, en recul par rapport aux 6,4% de 2010. Concernant la région Afrique du Nord, il est prévu que la croissance ralentisse en passant de 4,7% en 2010 à 4,2% en 2011. De même, il est prévu que la croissance dans les Pays membres d'Asie baisse de 6% en 2010 à 5,4% en 2011.

Il ne fait aucun doute que cette crise mondiale a jeté une ombre sur les conditions économiques et financières de nos Pays membres confrontés à des défis de développement majeurs, qui s’ajoutent à des difficultés causées par les catastrophes naturelles et les conflits.

Monsieur le Président,
Excellences,
Chers frères et sœurs,

Je tiens cependant à vous rassurer en vous précisant que, en dépit des répercussions de ces crises successives sur le secteur financier en général, votre institution, la Banque islamique de développement, a réussi, avec l'aide d'Allah, à conserver le plus haut niveau de notation puisque l'agence Standard & Poors' a annoncé la semaine dernière qu'elle lui attribuait, pour la dixième année consécutive, la note AAA. Et c'est ce qu'a fait aussi le mois dernier l'agence Moody's pour la sixième année consécutive. De même, l'agence Fitch devrait aussi confirmer l'attribution de sa note la plus élevée à la Banque pour la cinquième année consécutive. Ces agences de rating ont exclu tout impact négatif de la crise mondiale ou des événements qui ont lieu dans certains Pays membres sur la solidité de la Banque. Je suis heureux de noter que la BID a pu conserver cette notation élevée sans pour autant sacrifier son niveau de financement des Pays membres ou faillir à ses obligations envers eux. Bien au contraire, la BID a augmenté de 30% le volume de ses financements au cours de ces trois dernières années. Une telle performance n'aurait pu être réalisée sans l'aide d'Allah, puis le soutien ferme et continu des Pays membres.

Monsieur le Président,
Excellences,

L'ordre du jour de la présente session consacre une séance à l'échange de vues sur l'impact des réseaux de transport sur le commerce et le tourisme. Comme vous le savez, la crise financière mondiale a eu de graves répercussions sur le commerce international, ce qui s'est répercuté négativement sur le niveau des échanges commerciaux entre les pays de l'Organisation de coopération islamique. La crise financière mondiale a affecté les économies de plusieurs pays à travers le monde, et son impact a affecté les niveaux de production, les revenus et l'emploi.

En ce qui concerne le commerce intracommunautaire des pays de l'Organisation de coopération islamique, il a été constaté que les échanges entre les différentes régions de l'Organisation ont enregistré un déclin de 24%, chutant de 156 milliards de $EU en 2008 à 117 milliards de $EU en 2009.

A ce propos, je voudrais rappeler la résolution du Sommet extraordinaire tenu à Makka al-Moukarrama en 1425H (2005) par laquelle les dirigeants étaient invités à encourager le commerce entre les Pays membres et à œuvrer pour en élever le niveau, qui était alors de 14,44% du volume total des échanges commerciaux, à 20% en 2015.

Effectivement, les Pays membres ont déployé de grands efforts, avec le soutien de la Banque islamique de développement et de toutes les institutions de l'Organisation de coopération islamique, pour atteindre cet objectif. Il est vrai que le niveau des échanges commerciaux a dépassé 17% à la fin de l'année dernière (2010), mais il est à craindre que les effets des crises financières et économiques en cascade, n'empêchent la réalisation de l'objectif fixé par les dirigeants de la oumma.

Il nous faut donc redoubler d'efforts pour surmonter les obstacles et atteindre l'objectif convoité. C'est dans ce but que, en juin dernier, le ministère des Transports de la République de Turquie a accueilli un colloque à Izmir, en collaboration avec le COMSEC, le Centre d'Ankara (SESRIC), le Centre de Casablanca (CIDC) et la Banque islamique de développement. Ce colloque a identifié les principaux défis et obstacles rencontrés par le commerce et fait une esquisse de solution. Ce qui retient l'attention dans les conclusions de ce colloque, c'est l'importance des obstacles dits 'souples' qui sont devenues, en fait, les plus gros obstacles au commerce. Les obstacles 'souples' sont liés à une série de lois et procédures financières, douanières et frontalières établies par l'État et à leur effet en termes de raccourcissement de la distance entre les centres de production et de consommation, et de réduction du coût du transport. Ces éléments ne sont pas moins importants que la construction et l'amélioration des réseaux de transport. Les études en la matière ont montré que l'investissement consenti pour aplanir les obstacles 'souples' produit un gain économique qui représente plusieurs fois le rendement économique de l'investissement dans les infrastructures. Il en découle qu'il importe de tout faire pour éliminer à la fois les obstacles 'souples' et l'investissement dans les infrastructures.

Le Groupe de la BID a également organisé le mois dernier à Djedda, en Arabie Saoudite, un autre atelier portant sur la difficulté à atteindre l'objectif de 20% de commerce intracommunautaire en 2015.La réunion est arrivée à la conclusion que le renforcement de l'action commune et de la coopération était indispensable pour augmenter les échanges intracommunautaires, et ce à travers l'augmentation du financement du commerce, le crédit à l'exportation et le renforcement des capacités des pays en matière de facilitation et de promotion du commerce et de développement de produits stratégiques. Dans ce contexte, il convient de souligner la décision du Conseil des Gouverneurs de la Société islamique d’assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), filiale de la Banque islamique de développement, d'augmenter son capital pour mieux répondre à la demande croissante des Pays membres. Je voudrais profiter de cette occasion pour inviter les Pays membres à contribuer substantiellement à cette augmentation.

Les participants à l'atelier ont également insisté sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du Système de préférences commerciales entre les Pays membres de l'OCI (SPC/OCI), qui prévoit des réductions tarifaires entre les Pays membres de l'OCI dans le but d'élargir et développer progressivement le commerce en accordant la primauté aux échanges intracommunautaires, à l'exportation comme à l'importation. J'aimerais inviter vos Excellences et, à travers vous, tous les États qui ne l'ont pas encore fait, à signer cet accord, et les États qui ne l'ont pas encore ratifié de bien

vouloir procéder à cette ratification le plus rapidement possible. C'est que les lourdes pertes subies par nos populations du fait du faible niveau de coopération commerciale dépassent toutes les prévisions. Les pays de l'Union du Maghreb arabe, par exemple, perdent, selon certaines études, 2% de leur croissance annuelle en raison de la stagnation du niveau de leur coopération économique. Ils perdent ainsi chaque année des centaines de milliers d'emplois et environ 5% du produit intérieur brut. Un des paradoxes qui méritent d'être examinés et étudiés est que les échanges intracommunautaires de ce groupe, qui forme quasiment une même famille, n'atteignent même pas 2%.

Monsieur le Président,
Excellences,

Le Groupe de la Banque islamique de développement est tout à fait conscient de la nécessité de promouvoir toutes les formes de coopération régionale entre les Pays membres. C'est pourquoi il cherche, dans toute la mesure du possible, à programmer et financer les projets régionaux relevant des différents types de réseaux de transport (routes, voies ferrées, ports et aéroports, etc.). Vous êtes conscients, Excellences, de toute l'importance que revêtent des réseaux de transport pour le développement du commerce. En effet, le coût du transport est un facteur essentiel dans l'évaluation de la compétitivité commerciale. D'ailleurs, certains chercheurs estiment qu'une baisse de 10% du coût du transport augmente de 25% le volume de l'activité commerciale. Si nous prenons en compte ce critère, les pays en développement, et en particulier ceux parmi eux qui sont enclavés et privés de ports, subissent des coûts élevés qui entravent le développement de leur commerce. Il est par conséquent nécessaire de veiller à réduire ces coûts en construisant ou améliorant l'infrastructure nécessaire au fonctionnement des réseaux reliant les Pays membres, ce qui favoriserait toutes les activités de développement de ces pays.

Dans ce contexte, j'appelle à la création de partenariats entre les groupes régionaux constitués par nos Pays membres et à l'élaboration de programmes et l'identification de projets complémentaires prioritaires dont il importe ensuite d'encourager la mise en œuvre. Partant de cet intérêt, je suis heureux de confirmer la disposition du Groupe de la BID à convoquer une réunion consultative des groupes régionaux, comme le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), le Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'Organisation de coopération économique (OCE), l'Union du Maghreb arabe, la Ligue des États arabes, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et autres, pour prospecter toutes les voies susceptibles de relever le niveau de coopération et d'échanges entre les pays de ces groupes. Il ne fait aucun doute qu'un tel travail conjoint aurait un impact positif sur la promotion du commerce et l'amélioration du niveau des échanges commerciaux, outre qu'il stimulerait la croissance, réduirait la pauvreté, créerait des emplois pour les jeunes et contribuerait à un développement humain durable et équilibré. Le Groupe de

la Banque serait honoré d'accueillir une telle réunion consultative en son siège, à Djedda, dès que possible.

Monsieur le Président,
Excellences,

Pour terminer, je souhaite à cette réunion tout le succès possible dans ses délibérations. J'espère sincèrement qu'elle parviendra à formuler des recommandations permettant de surmonter les obstacles qui empêchent la réalisation de l'objectif fixé par les dirigeants au Sommet extraordinaire de Mecca al-Moukarrama en 1425H (2005), de promouvoir le commerce entre les pays membres et d'en faire parvenir le niveau à 20% du volume total des échanges commerciaux en 2015, in cha Allah.

J'implore le Tout-Puissant de nous aider et de nous guider dans la voie qui mène au bien et à la prospérité de la oumma.

ANNEXE

5

الأصل : بالعربية

الكلمة الافتتاحية

لمعالي الشيخ صالح بن عبدالله كامل،

رئيس الغرفة الإسلامية للتجارة والصناعة

في الجلسة الافتتاحية للكومسيك

(اسطنبول، ١٩ أكتوبر/ تشرين الأول ٢٠١١)

بسم الله الرحمن الرحيم

بسم الله القائل :

"وقل اعملوا فسيرى الله عملكم ورسوله والمؤمنون".

والصلاة والسلام على الصادق الامين القائل في اول حديث في الاسلام "انما الاعمال بالنيات".

أيها الاخوة والاخوات .. السلام عليكم ورحمة الله وبركاته..

اتحدث اليكم اليوم.. وأنا أقطر أسى وأنزف ألما.. بعدما مرت من أعمارنا عشر سنوات ولو كانت العجاف عشرا لقلت عجافا.. سنوات عشر.. عقد من الزمان، كان يمكن أن يشكل منطلقا لمئات السنين على طريق الرخاء والنماء لعالمنا الاسلامي ليعيد ما تفرق، وليوحد ما تمزق، وليصل ما انقطع، وليقيم ما وقع..

ولكن.. ولشديد الاسف، هبت علينا في عامنا العاشر ولن أقول العاثر.. رياح الربيع، أو الصيف بالأحرى، التي كانت حارة لدرجة إشعال الحرائق وتمزيق الصفوف وتناحر الأمم.. وفساد السرائر وخبوت الضمائر .. وهذا يحدث بشكل تلقائي ومتوقع، حين تخبو القيم وتختنق الأخلاق..

وتتذكرون جيدا ان المبدأ الأول في خطة الغرفة الإسلامية كان "إحياء القيم والأخلاق" التي لو تم إحياؤها عند الحكام والوزراء والشعوب لما وصلت الأمور الى مانحن عليه الآن.. من مجازر وقهر، وتكبر وتجبر.. ولكن، وللأسف الشديد أيضا، لم تحظ الخطة بكاملها، أو حتى لم يحظ بندها الأول بدعم من أي من الدول الأعضاء، نعم أكرر واقول لم تحظ بدعم من أي من الدول.. وكل ماتم دعمها به كان من المعسول من الكلام.. والإفراط في الوعود والأحلام.. حتى أصبح الأمر برمته مجرد أوهام في أوهام.

أما التأشيرة الموحدة لرجال الأعمال.. فُوئدتْ.. أما المنطقة الحرة.. فغرقت..

أما الحلال فقد حورب من ثلاث دول..

وأما الزكاة يا مسلمين فلم تتبناها إلا دولة واحدة!

ولهذا بدأت خطابي هذا إليكم بقول الله تعالى "وقل إعملوا"، وصليت في البدء بعده على من أكد إنما الأعمال بالنيات.

حقيقة لقد كنت أنا شخصيا وراء فكرة أن يكون للخطة سنوات عشر.. وكنت أعتقد وقتها أنها مهلة كافية لتنفيذ كل بنودها، أو على الأقل الجزء الأكبر منها.. ولكن خاب أعتقادي.. فهاهي عشر سنوات كاملة ولم نحقق حتى البند الأول.. والذي وضعته متعمدا متعلقا بالقيم والأخلاق التي كانت كفيلة بأن تسهم في إنجاح كل الخطة، بل في إنقاذ كل الأمة.. لأن ديننا هو دين "قيم".. ولأن الأمم الأخلاق ما بقيت.. فإن هموا ذهبت أخلاقهم ذهبوا.

بالأخلاق انتشر الدين أضعاف انتشاره بالسيف، وبالقيم دخل الناس في دين الله أفواجا.. إن الذين أسلموا على يد التجار أو بسببهم يفوق من أسلموا على يد العسكر.
أيها الإخوة والأخوات..

أعدد هذه الأشياء وأنا أتحسر عليها لأن هذا هو خطابي الأخير أمام مجلسكم الموقر.. راجيا أن تراجعوا ضمائركم.. هل إنجازات "الكومسيك" في العقود الثلاثة الأخيرة تستحق ما يصرف من مال لتغطية نفقات الاجتماعات؟.. وهل تساوي ذلك الوقت الذي يترك فيه الوزراء مهامهم ومواقعهم.
أقول لكم أخيرا وأنا في غاية الإحباط من العمل الجماعي الإسلامي..
اللهم قد بلغت اللهم فأشهد.
والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته.

ANNEXE

6

Original: Anglais

DISCOURS DE CLOTURE DE S.E. DR. CEVDET YILMAZ
MINISTRE DU DEVELOPPEMENT
DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE

(Istanbul, 20 octobre 2011)

Honorables Ministres,
Distingués délégués,

Nous avons terminé avec succès la 27ème session du COMCEC après un programme de travail intensif. Lors de la session de cette année, nous avons abordé nombre de questions importantes en vue de consolider notre coopération économique et commerciale.

Distingués délégués,

Cette année, nous nous sommes réunis alors que la région traverse des transformations politiques majeures. Lors du débat de ce matin, nous avons eu une discussion animée sur les dimensions économiques du printemps arabe. Nous, Gouvernement de la Turquie, espérons sincèrement que les aspirations légitimes des peuples de la région seront satisfaites, que la paix et la prospérité remplaceront les effusions de sang et l'instabilité.

J'aimerais maintenant évoquer quelques points qui ont étés soulignés pendant nos délibérations à cette réunion.

En ce qui concerne le commerce intra-OCI, en tant qu'étape importante de développement, nous avons enfin conclu la base juridique pour le SPC-OCI, avec la ratification des Règles d'Origine de la part du Bangladesh, le dixième pays à les ratifier. Je me félicite également de la signature par le Koweït des deux accords SPC-OCI à savoir le PRETAS et les Règles d'Origine ainsi que de la signature par le Mali du Statut du Conseil Islamique de l'Aviation Civile. Pour la mise en œuvre complète du SPC-OCI, il nous reste encore à faire, bien que ce soit moins fastidieux que la procédure de ratification. Dans ce contexte, j'invite tous les pays qui n'ont pas encore ratifié, de transmettre leurs listes de concessions, avec toute autre documentation nécessaire, au Secrétariat du Comité de Négociation du Commerce dans les meilleurs délais.

Le progrès substantiel qui a été réalisé en ce qui concerne l'INMPI, qui est désormais prêt à la pleine opérationnalisation, est aussi très satisfaisant. Je suis d'avis que le travail qui nous reste dans le cadre de l'INMPI nous aidera à harmoniser nos normes, améliorer la qualité de nos produits, et promouvoir le commerce intra-OCI.

Participants distingués,

Nous avons eu des discussions de fond concernant nos trois secteurs prioritaires, à savoir l'agriculture, le tourisme et le transport. Je crois sincèrement que la vitalité de ces trois secteurs pour le développement économique et social des Etats membres va de soi et ne nécessite pas plus de sensibilisation. Concernant le transport, notre session d'échanges de vues a été extrêmement intéressante et fructueuse. Le document cadre pour la coopération dans le domaine du transport jettera la lumière sur nos activités et projets futurs. Le groupe de travail sur le transport qui a été proposé apporterait également une base solide pour le renforcement de notre coopération et l'alignement de nos politiques dans le domaine.

Notre coopération dans le tourisme est également en train de se développer. Nous nous sommes mis d'accord sur l'idée d'établir au sein du COMCEC une plateforme pour le tourisme qui permettra de réunir régulièrement des représentants du secteur privé afin de discuter et d'aborder les problèmes communs. Je crois sincèrement que cette plateforme aidera les Etats membres à tirer meilleur profit des ressources et du dynamisme du secteur privé pour le développement de leur secteur touristique.

Quant à l'agriculture, nous nous sommes réunis deux fois depuis la session de l'an dernier ce qui constitue une preuve solide de notre engagement à renforcer notre coopération dans ce domaine. Nous attendons du groupe de travail sur la sécurité alimentaire qu'il fournisse un cadre de coopération dans le secteur agricole avec pour objectif de rendre notre région plus forte face aux crises alimentaires futures en améliorant sa sécurité alimentaire.

Participants Distingués,

La coopération financière est également un autre domaine prometteur dont le progrès est assez tangible. La Coopération effective réalisée entre les Bourses des Etats Membres est sur le point de porter ses fruits avec le lancement de l'Indice Islamique au début de l'année 2012. Je voudrais bien inviter les Etats Membres à

adhérer à cette initiative importante. Cette année, nous avons également approuvé l'établissement d'un nouveau forum entre les Autorités de Régulation des Marchés des Capitaux, lequel complétera et consolidera le Forum des Bourses. Par ailleurs, la réunion des Banques Centrales offre une plateforme utile afin d'échanger leurs meilleures pratiques et d'élaborer des programmes de formation et de renforcement des capacités dans les domaines d'intérêt commun. Je crois que ces activités stimuleront la circulation des capitaux intra- OCİ et j'invite tous les pays membres à évaluer le progrès atteint dans ce domaine.

Dans le domaine de la réduction de la pauvreté, combler l'écart entre les déboursements réels et les montants ciblés du FSID et du PSDA demeure toujours un défi majeur. Par conséquent, nous devons tous accorder une priorité au respect de nos engagements en ce qui concerne le Fonds et le Programme. Outre la nécessité de combler cet écart, nous devons de même réfléchir à des solutions innovatrices permettant de mieux exploiter ces initiatives.

En évoquant la pauvreté, je crois que nous ne serons pas en mesure de laisser passer la situation catastrophique de la Somalie. La Somalie souffre d'une sécheresse et d'une famine des plus sévères depuis 60 ans avec pour résultat le décès de dizaines de milliers de personnes et a mis en danger la vie de millions de Somaliens. Cette crise constitue pour nous un test sérieux afin que nous mettions en pratique les valeurs de notre civilisation que nous considérons habituellement comme acquises. Une fois de plus, la crise révèle que nous avons pour obligation essentielle la poursuite de la coopération et de la solidarité islamiques dans le but de secourir les victimes des catastrophes naturelles. Partant, il nous incombe en tant que communauté islamique d'aider le peuple et le gouvernement somaliens à alléger leur souffrance et à reconquérir leur unité, intégrité et harmonie.

Participants Distingués,

Je suis convaincu que nous sommes tous bien conscients du fait que le secteur privé a un rôle croissant dans le cadre des initiatives des pays en développement. Nous devons donc profiter de plus en plus du dynamisme du secteur privé dans nos rapports multilatéraux économiques et commerciaux. C'est ainsi que s'avère l'importance de profiter au maximum des foires du commerce et des réunions du secteur privé qui constituent des plateformes vitales pour l'expansion du commerce intra-OCI.

Nous devons également déployer plus d'efforts en vue de promouvoir la compétitivité et la capacité des Petites et Moyennes Entreprises dans nos pays. Les

PME font une contribution significative au niveau du Produit Intérieur Brut et de l'emploi dans nos pays et possèdent le potentiel de devenir un puissant moteur de croissance. Des problèmes tels que : instabilité macroéconomique, faible infrastructure, climat défavorable pour les entreprises, manque d'accès aux ressources financières, tous représentent de véritables contraintes au développement des PME dans les Etats Membres. A cette fin, le choix de « Promotion de la compétitivité des PME dans les Etats Membres » comme thème de l'échange de vues pour l'année prochaine est très approprié. L'année prochaine, nous serons capables de nous préoccuper de ces questions dans le but de relancer notre coopération dans ce domaine si important.

Honorables Ministres,
Participants Distingués,

Avant de conclure mon allocution, j'aimerais remercier le Secrétariat Général de l'OCI, le SESRIC, le groupe de la BID, le CIDC, la CICI, l'AIA, l'INMPI pour leur participation et contribution valable à cette réunion. Mes remerciements vont également à nos collègues au bureau de coordination du COMCEC, aux interprètes, aux réviseurs et traducteurs pour leurs inlassables efforts qui ont aidé à la réussite de cette réunion.

Je vous souhaite un bon retour.

Merci.

ANNEXE

7

Original : Anglais

RAPPORT
DE LA 19ème REUNION DU COMITE DE SESSION

(Istanbul, 16 octobre 2011)

1. La 19ème réunion du Comité de Session du COMCEC a eu lieu le 16 octobre 2011, avant la 27ème session du COMCEC.

2. M. M. Metin EKER, le Directeur Général du Bureau de Coordination du COMCEC, a présidé la réunion.

3. En plus du Secrétariat Général de l'OCI et le Bureau de Coordination du COMCEC, les institutions suivantes de l'OCI ont assisté à la réunion :

- Centre de Recherche et de Formation Statistique, Economique et Social pour les Pays Islamiques (SESRIC)
- Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC)
- Groupe de la Banque de Développement Islamique (BID)
- Chambre Islamique du Commerce et de l'Industrie (CICI)

Des institutions turques, en tant que propriétaires des projets de coopération proposés du COMCEC, ont aussi assisté à la réunion.

Les participants à la réunion se sont mis d'accord sur un ordre du jour qui considère les points suivants:

1. Révision des projets de coopération proposés du COMCEC
2. Considération des nouvelles propositions de projets.
3. Toutes autres questions importantes

4. Le BCC a informé le Comité de l'origine des projets et a réitéré les critères établis lors de la 18ème réunion du comité de session pour l'évaluation efficace des projets.

5. A la suite des directives, les propriétaires des projets ont informé les participants à la réunion des derniers développements concernant chaque projet.
6. Après les délibérations, les participants à la réunion ont décidé ce qui suit :

Le Comité **s'est félicité** de l'organisation de l'atelier sur « les Politiques de la Propriété Industrielle » prévu en janvier 2012. Le Comité **a demandé** à l'Institut Turc des Brevets (TPI) de combiner les ateliers « Politiques de la Propriété Industrielle » et « Innovation et Promotion » en l'événement final du projet et d'informer le Comité des résultats.

Le Comité **a fait le point** sur l'état d'avancement des projets suivants :

- L'Etude portant sur l'Infrastructure et l'Industrie du Transport Aérien dans les Etats Membres de l'OCI ;
- Le Projet de Voie Ferroviaire entre Dakar et Port ;
- La création de la Fédération des Associations Islamiques de Transport Aérien (FIATA) ;
- La création d'un portail web dynamique des marchés électroniques B2B du COMCEC ;
- Le Développement du Tourisme Durable dans un réseau de parcs transfrontaliers et des zones protégées en Afrique de l'Ouest.

Le Comité **a exhorté** toutes les parties prenantes concernées à mettre en œuvre ces projets au plus vite et à soumettre les documents nécessaires au Comité de Session dans les meilleurs délais.

Le Comité **a recommandé** au Comité de direction du projet intitulé « Le Développement du Tourisme Durable dans un réseau de parcs transfrontaliers et des zones protégées en Afrique de l'Ouest » de continuer de gérer le projet.
Le Comité **a recommandé** à tous les propriétaires et coordinateurs du projet de soumettre les documents techniques nécessaires au Comité de Session pour effectuer des délibérations techniques.

Le Comité **s'est félicité** de l'offre de l'Union Turque des Chambres et Echanges de Marchandises (TOBB) de revoir le Projet intitulé « Création de la Fédération des Associations Islamiques de Transport Routier » en vue de promouvoir la coopération

technique entre les Etats Membres dans le domaine du transport d'une perspective multimodale. Le Comité **a demandé** au TOBB de soumettre le nouveau Formulaire de Profil de Projet bien avant la prochaine Réunion du Comité de Session.

Le Comité **s'est félicité** de la proposition du projet de l'Autorité Turque de la Concurrence sur « la Coopération Technique dans le Domaine du Droit et de la Politique de la Concurrence » et **a décidé** d'ajouter ce projet à la liste.

Le Comité **s'est également félicité** de l'offre de l'Autorité Turque de la Concurrence d'accueillir en tant que coup d'envoi une conférence intitulée Conférence d'Istanbul, à Istanbul les 21 et 22 novembre 2011.

Le Comité **a pris note** des nouvelles propositions de Projets du SESRIC, à savoir la « Formation de Capteurs Solaires à l'échelle de l'OCI », la « Création d'un Marché du Carbone » et la « Formation d'une Plateforme de l'Energie Propre » et **a demandé** au SESRIC de préparer les Formulaires de Profil de Projet desdits projets en conformité avec le format standard et de les soumettre au moins deux mois avant la 20ème Réunion du Comité de Session.

La Réunion **a réitéré** les critères suivants fixés par sa 18ème Réunion :

- Seules les propositions de Projet soumises avec leur Formulaire de Profil de Projet respectif seront ajoutées à la liste de Projet du Comité de Session.

- Les Projets n'ayant effectué aucun avancement concernant des points majeurs dans un délai de 6 mois seront abandonnés.

- Tous les propriétaires et coordinateurs de Projet doivent soumettre leur programme et emploi du temps de travail.

Le Comité **a demandé** au Bureau de Coordination du COMCEC de travailler sur la production de critères additionnels en vue de mesurer le progrès et d'assurer une meilleure évaluation et de les soumettre à la prochaine Réunion du Comité de Session.

7. La réunion s'est terminée par une motion de remerciements.

LISTE DES PROPOSITIONS Du PROJET du Comité de Session

PROPOSITIONS DE PROJETS *(Formulaire de profil de projet à soumettre*)					
Numéro de série	**Intitulé de proposition**	**proposition faite par Etat/ Institution**	**Date de proposition**	**Pays Intéressés**	**Coordinateur**
1.	Coopération techniques entre les Bureaux des Brevets dans les Etats Membres de l'OCI	Turquie	1998 (Revu en 2005)	Kazakhstan, Syrie, Maroc, Bangladesh, Pakistan et Yémen	CIDC
2.	Etudes sur l'infrastructure et l'industrie du transport aérien dans les Pays Membres de l'OCI	Turquie	1998 revu en 2008		SESRIC
3.	Création d'in réseau transfrontalier de Parcs et de Réserves en Afrique de l'Ouest	Guinée	21 novembre 2005	Bénin, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Léone, Burkina Faso (observateur)	CIDC/ SESRIC
4.	Etablissement de la Fédération des Associations Islamiques du Transport routier	Secrétariat Général de l'OCI	11 mai 2009	Emirats Arabes Unis, Afghanistan, Jordanie	TOBB
5.	Etablissement Portail-web dynamique B2B Marché électronique	Bureau de Coordination du COMCEC	11 mai 2009		MUSIAD avec la CICI, le CIDC et le BCC
6.	Coopération Technique dans le domaine du Droit et de la Politique de la Concurrence	Turquie	9 mai 2010		CIDC

PROPOSITIONS DE PROJETS *(Formulaire de profil de projet à soumettre)*					
1.	Projet ferroviaire Dakar-Port Soudan	Soudan	19 octobre 2008	Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Djibouti, Gambie, Guinée, Libye, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Soudan, Ouganda et Guinée Bissau	Secrétariat Général de l'OCI
2.	Etablissement de la Fédération des Associations Islamiques du Transport Aérien	Secrétariat Général de l'OCI	11 mai 2009	Turquie, Sénégal, Egypte, Irak, Afghanistan	
Nouvelles PROPOSITIONS DE PROJETS *(Formulaire de profil de projet à soumettre*)					
1.	Formation de capteurs solaires à l'échelle de l'OCI	SESRIC	16 octobre 2011		
2.	Le Marché du Carbone	SESRIC	16 octobre 2011		
3.	La plateforme d'énergie propre de l'OCI	SESRIC	16 octobre 2011		

ANNEXE

8

Original : Anglais

CADRE DE COOPERATION POUR LE TRANSPORT AU SEIN DE L'ORGANISATION DE LA COOPERATION ISLAMIQUE (OCI)

(*Document d'Izmir 2011*)

1. Introduction :

Les pays membres actuels de l'OCI, couvrent un sixième de la superficie totale du globe. De surcroît, un cinquième de la population mondiale totale habite à l'intérieur de cette immense étendue géographique. Grâce à leurs différentes situations géographiques dans le monde, les pays de l'OCI se situent au confluent des grandes routes intercontinentales et des principaux axes de communications considérés comme vitaux et stratégiques pour le commerce et les échanges internationaux. C'est pourquoi, ces pays offrent une très large palette de produits à valeur ajoutée économiquement importants au négoce international.

Les activités économiques sont incontestablement perçues comme les principaux piliers du bien être et du développement des pays membres de l'OCI. Pour pouvoir s'adjuger la part qu'il mérite dans des échanges commerciaux internationaux qui ne cessent de croître, la communauté de l'OCI doit se doter d'infrastructures et de systèmes de transport interconnectés, sûrs, fiables et parfaitement fonctionnels, chose au demeurant indispensable.

Le Comité permanent de l'OCI pour la Coopération économique et commerciale (COMCEC) a toujours accordé la plus grande importance à la coopération dans le domaine du transport et ce depuis qu'il a vu le jour. C'est ainsi que le transport a été identifié en tant qu'un des dix domaines de coopération prioritaires dans « le plan d'action pour le renforcement de la coopération économique et commerciale » entre les pays membres de l'OCI, adopté à la 10ème session du COMCEC, à Istanbul, en octobre 1994.

Outre certaines mesures assurément très importantes prises dans le passé, c'est un fait qu'il existe une nécessité avérée pour relancer la coopération entre les pays membres dans le secteur du transport à travers une structure ou un cadre permanent et fonctionnant de manière régulière.

Dans cette perspective, le Sommet économique du COMCEC organisé à Istanbul en novembre 2009 à l'occasion du 25ème anniversaire du COMCEC, avait souligné l'importance de la coopération dans le domaine du transport pour promouvoir et booster les échanges intra-OCI et demander au COMCEC d'œuvrer à la relance de la coopération dans ce secteur. A la suite de quoi, la République de Turquie a proposé d'organiser une réunion du Groupe d'Experts sur ce thème en 2011. Le Groupe d'Experts pour la coopération dans le domaine du transport s'est effectivement réuni le 9 juin 2011 à Izmir, République de Turquie.

Par ailleurs, la 26ème session du COMCEC, réunie à Istanbul en octobre 2010, a retenu « l'impact des réseaux de transport sur le commerce et le tourisme » en tant que thème des échanges de vues à sa 27eme session, prévue pour octobre 2011, et a demandé au SESRIC d'organiser, en collaboration avec la BID, le Secrétariat général et les institutions compétentes de l'OCI et avec les autres organisations internationales concernées, un atelier sur ce thème avant sa 27eme session et de soumettre un rapport conséquent à ladite session.

C'est ainsi que deux jours avant la réunion du Groupe d'Experts, un atelier sur « l'impact des réseaux du transport sur le commerce et le tourisme » s'est déroulé le 7 et 8 juin 2011 à Izmir.

Au cours de cette réunion du Groupe d'Experts sur la coopération en matière de transport, les représentants des pays membres, tenant compte des recommandations faites par l'atelier sus indiqué, ont formulé à leur tour les recommandations suivantes afin de jeter les bases de la coopération future dans le domaine du transport et ont soumis en conséquence une série de recommandations, intitulées « *document d'Izmir 2011* », au COMCEC pour adoption durant sa 27ème session.

2. Création d'un Groupe de Travail sur le transport :

La création d'un « Groupe de Travail sur le transport » du COMCEC, qui devrait être la principale plateforme de référence permettant aux pays membres de l'OCI de débattre des questions liées au transport en général de même que des problèmes spécifiques du transport routier, ferroviaire, maritime et de l'aviation civile, est fortement recommandée.

3. Champ et objectif de la coopération dans le domaine du transport entre les pays membres de l'OCI :

a) Les principaux objectifs vers lesquels les efforts des pays membres de l'OCI en matière de coopération sur le transport devraient être canalisés sont les suivants :

- Création de réseaux de transport interconnectés, sûrs, sécurisés et de haute qualité entre les pays membres de l'OCI.
- Mise en œuvre d'activités fiables, rapides, graduellement libéralisées et fonctionnant correctement dans le domaine du transport, qui soient compatibles avec les normes et règles internationales parmi les pays membres de l'OCI.
- Connexion des sous régions de l'OCI les unes avec les autres et aussi avec le reste du globe.

b) Les principaux défis et problèmes dans le domaine du transport à l'échelle de l'OCI, qui détermineraient les domaines de la coopération sur en matière de transport entre les pays membres, peuvent être identifiés comme suit :

- Infrastructures de transport inadéquates dans/entre les pays membres de l'OCI.
- Sérieux problèmes de sécurité et de fiabilité sur certains axes et dans certaines régions de l'OCI.
- Application de taxes excessives, de redevances et autres charges sur le transport international et le transit et aussi de certaines charges officieuses au niveau de certains points de transit à l'intérieur des pays membres de l'OCI.
- Persistance de certains liens manquants et de certains goulets d'étranglement au niveau de certaines routes importantes à l'intérieur de la région de l'OCI.
- Manque de ressources financières adéquates et d'opportunités de financement.
- Incompatibilités techniques et infrastructurelles parmi les pays membres de l'OCI dans différents modes de transport.

- Barrières non physiques faisant obstacle au transit et à la circulation internationale des biens et des personnes entre les pays membres de l'OCI.
- Procédures trop lourdes et installations inadéquates au niveau de certains points de passage frontaliers.
- Coopération insuffisante dans le domaine du transport, dont le partage de l'expérience, les bonnes pratiques et les opportunités de formation dans les différents domaines du transport comme l'infrastructure, la législation, les véhicules, le personnel, le marketing etc.
- Capacité humaine et institutionnelle inadéquate des autorités compétentes.
- Manque de progrès dans la signature et la mise en œuvre des accords et des conventions internationales pertinentes.

4. Domaines de coopération :

a- Harmonisation des législations nationales en matière de transport.

- Identification des challenges ayant des effets pervers sur les activités de transport parmi les pays membres de l'OCI et consécutives à l'incompatibilité de leurs législations nationales.
- Sensibilisation des pays de l'OCI aux principaux accords et conventions internationaux sur le transport et augmentation du nombre de pays membres de l'OCI parties à ces accords et conventions.
- Développement des autres voies et moyens possibles pour répondre aux besoins à court terme liés au transport transfrontalier.

b- Facilitations du commerce et du transport dans les pays membres de l'OCI.

- Harmonisation structurelle des infrastructures physiques de transport et mise à niveau des installations de transit frontalier entre les pays membres de l'OCI.
- Levée des barrières non physiques faisant obstacle au transport international et au transit entre les pays membres de l'OCI.

- Levée des restrictions sur le transport international et le transit entre les pays membres de l'OCI et libération graduelle de ce mode de transport à l'échelle de l'OCI.
- Mise à niveau des capacités institutionnelles et humaines dans les institutions et les organisations concernées par le transport.

c- Mise en place de réseaux de transport interconnectés, sûrs, sécurisés et de haute qualité à l'intérieur et entre les pays membres de l'OCI et connexion des sous régions de l'OCI les unes avec les autres et aussi avec le reste du globe.

- Etude des axes de transport international et de transit reliant les pays membres de l'OCI ainsi que des besoins et des projets liés à l'infrastructure de transport au niveau de ces axes.

5. Modalités de mise en œuvre :

- Création de base de données statistique sur le transport
- Rapports d'évaluation des besoins et des politiques des pays membres ou à défaut l'impact des problématiques émergentes dans ce secteur / sous secteur.
- Appui institutionnel et programmes de renforcement des capacités.
- Programmes de partage des bonnes pratiques.
- Séminaires
- Visites de terrain
- Stages de formation et matériaux conséquent (guides, brochures, etc.)
- Consultations avec les parties prenantes (secteur privé, ONG, représentants de l'Etat)
- Initiatives techniques et commerciales conjointes
- Projets de partenariat public/privé

6. Adoption :

Le Cadre de Coopération en matière de Transport entre les Pays Membres de l'OCI susmentionné a été formulé durant la Réunion du Groupe d'Experts du COMCEC sur le Transport tenue à Izmir, Turquie, le 9 juin 2011 et a été favorablement accueilli par la 27ème Session du COMCEC.

ANNEXE

9

Original: Anglais

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER SUR « L'IMPACT DES RESEAUX DE TRANSPORT SUR LE COMMERCE ET LE TOURISME » (Izmir-République de Turquie, 7 et 8 juin 2011)

1. Conformément à la résolution de la 26e Session du Comité Permanent Pour La Coopération Economique Et Commerciale de l'OCI (COMCEC), La Ministère du Transport et des Communications de la République de la Turquie, la Banque Islamique de Développement (BID) et le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC) ont organisé conjointement un atelier , le 7-8 Juin 2011 à Izmir, République de la Turquie, comme un événement préparatoire à la Session Ministérielle d'Echange de vues sur le thème "Impact des Réseaux de Transport sur le Commerce et le Tourisme" durant la 27ème Session du COMCEC, qui se tiendra les 17-20 Octobre 2011.

2. Les représentants des États Membres suivants ont participé à l'Atelier:

1. La République d'Azerbaïdjan
2. Royaume de Bahreïn
3. République populaire du Bangladesh
4. Emirats Arabes Unis
5. République Démocratique Populaire d'Algérie
6. La République de Djibouti
7. La République du Tchad
8. La République d'Irak
9. La République du Cameroun
10. Etat du Qatar
11. La République du Kazakhstan
12. La République du Mali
13. La République Arabe d'Égypte
14. La République Fédérale du Nigéria
15. Le Sultanat d'Oman
16. La République d'Ouzbékistan
17. La République du Sénégal

18. La République Tunisienne
19. La République de Turquie
20. Turkménistan
21. Le Royaume Hachémite de Jordanie

3. En outre, les Représentants du Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), Banque Islamique de Développement (BID), la Chambre Islamique de Commerce et d'Industrie (CICI), la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) et e l'Organisation de l'Association Islamique des Armateurs (OAIA) ont assisté à la Réunion.

4. Des Représentants de la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies (UNECE) , (CEE-ONU), La Commission Economique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique ou CESAP, Organisation des Nations Unies Commission Economique et Sociale pour l'Asie Occidentale (CESAO), Organisation des Nations Unies Commission Economique pour l'Afrique (CEA), Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), Banque Asiatique de Développement (BAD), La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), Organisation de Coopération Economique (OCE), Ligue des États Arabes et l'Union Internationale des Transports Routiers (IRU) et Union Turque des Chambres et des Bourses (TOBB) ont également participé à l'atelier.

Séance d'ouverture:

5. Après la récitation du Sacré Coran, des déclarations d'ouverture ont été faites par M. Murat DELİÇAY du Bureau de Coordination du COMCEC, M. Gholamhossein Darzi, Directeur au Département des Affaires Economiques du Secrétariat Général de l'OCI, M. Erdem Direkler, Chef de Département des Relations Extérieures du Ministère de Transport et des Communications de la République de Turquie, Son Excellence, Dr. Walid A. Al-Wohaib, PDG de l'ITFC, et le Dr. Savaş Alpay, Directeur Général du SESRIC.

6. Dans leurs déclarations d'ouverture, les intervenants ont souligné l'importance de l'atelier pour identifier les principaux obstacles et défis communs rencontrés par les Pays Membres de l'OCI dans le domaine des transports et de l'impact des réseaux de transport sur la facilitation du commerce et du tourisme. Ils ont exprimé la nécessité d'élaborer un cadre de coopération dans ce domaine important.

7. L'atelier a adopté l'ordre du jour et le programme de travail.

Séances de Travail

8. L'atelier comprenait quatre séances où les institutions internationales et régionales ont fait des présentations sur divers aspects liés au transport, la facilitation du commerce et le tourisme. Les résultats de l'étude préliminaire, financée par la BID, intitulé "Corridors de Transport dans les Pays Membres de l'OCI" a été présenté, discuté et élaboré en tant qu'entrée principale pendant la Réunion. L'étude a examiné les flux commerciaux parmi les pays membres et avec le reste du monde et a identifié les obstacles physiques et non physiques au commerce avec la perspective de tirer des recommandations politiques visant à accroître le commerce intra-OCI par le biais de meilleurs liens de transport terrestre.

Session I: les Corridors du Commerce et du Transport dans les Pays Membres de l'OCI

9. Le Consultant du BID a fait une présentation sur "L'analyse du commerce: Les Barrières physiques, les barrières non physiques, et les coûts de transport" qui a fait ressortir, entre autres: l'importance des corridors de transport dans le développement économique et l'intégration commerciale; aperçu du commerce dans les pays membres de l'OCI; flux commerciaux dans les corridors de transport, les barrières physiques et non physiques, les frais de transport et les tarifs de fret, la tarification routière et la congestion.

Session II: Corridors de Transport Internationaux et les Meilleures Pratiques

10. Les représentants de la CEE, la CESAP, la CEA de l'IRU, la BAD, la BAD, et TOBB ont fait leurs présentations sur diverses questions liées au thème de la session,

comme les corridors de transport internationaux; avantage comparatif, temps de transit, et fiabilité des corridors internationaux, les meilleures pratiques; et possibilités de coopération. L'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des conventions et accords internationaux dans le domaine des transports, d'harmoniser les plans nationaux et les initiatives internationales, les difficultés et la longueur des procédures dans la réalisation de projets d'infrastructures régionales et internationales en raison de l'insuffisance des ressources financières.

Session III: Politiques de Facilitation du Commerce et du Transport

١١. Les représentants de la CEE, la CESAP, et la CESAO ont fait leurs présentations sur Politiques de Facilitation du Commerce et du Transport. Les présentations décrivent les concepts les plus larges et les composants de la facilitation du commerce et du transport, ainsi que les principales recommandations, mesures, outils développés par les organisations internationales.

12. Les présentations ont souligné les avantages et l'importance de la mise en œuvre des mesures de facilitation du commerce et du transport pour améliorer la compétitivité nationale et pour promouvoir l'intégration économique régionale ainsi que la réalisation de collaboration efficace au niveau national, régional et international pour le développement du commerce collaboratif et des programmes de facilitation du commerce et du transport.

Session IV: Hiérarchisation des Corridors de Transport et de Recommandations Politiques pour Renforcer la Coopération

13. Le représentant du CIDC a fait une présentation intitulée “Facilitation du Transports et du Commerce: Situation Actuelle et Perspectives” et a souligné l'importance des transports dans les Pays Membres de l'OCI, les entraves au développement des transports, des stratégies régionales de transport et des recommandations pour faciliter le secteur du transport dans les États Membres de l'OCI.

14. Le Consultant a fait une présentation sur la Priorisation des Corridors de Transport et les Recommandations Politiques pour Renforcer la Coopération. La présentation a donné la priorisation initiale des corridors de transport, un rationnel pour les corridors

prioritaires et les recommandations politiques pour renforcer la coopération dans le domaine du transport entre les pays de l'OCI.

15. Une présentation a aussi été faite par le représentant du SESRIC sur le Tourisme International dans les Pays Membres de l'OCI qui a donné une analyse sur la performance et le rôle économique des activités du tourisme international dans les pays membres. L'exposé a également souligné les défis auxquels les Pays Membres sont confrontés dans le secteur du développement durable du tourisme et les questions de coopération dans ce domaine. Il a également proposé quelques recommandations de politique tant au niveau de la coopération nationale et de l'OCI.

Le Résultat de l'Atelier

***a*- Contraintes et Défis Majeurs**

16. Sur la base des discussions générales et des délibérations lors des séances de travail, les participants ont identifié les obstacles majeurs et les défis communs suivants dans le domaine du transport, en particulier dans le cadre d'échanges commerciaux et touristiques:

- La mise en œuvre insuffisante des mesures de facilitation du commerce et du transport et le manque d'informations et le partage des connaissances entre les États Membres dans ce domaine,

- L'insuffisance des infrastructures et des services d'entretien,

- Un financement et investissement insuffisants, en particulier dans les pays membres enclavés,

- Procédures douanières et de passage des frontières complexes et prolongées,

- Insuffisance des capacités humaines et institutionnelles des autorités compétentes,

- Absence d'un cadre juridique et réglementaire solide et harmonisé, tant au niveau régional, national et de l'OCI.

- L'absence de progrès dans la signature et surtout la mise en œuvre de traités et conventions internationaux, y compris les Statuts de l'OCI et les Accords,

- L'absence d'utilisation des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) dans le domaine des transports, la facilitation des échanges et le tourisme.

b- Recommandations:

17. A la lumière des défis identifiés ci-dessus, les participants ont formulé les recommandations suivantes, tant au niveau national et de la coopération de l'OCI.

1) Niveau National

- Pour signer, ratifier et mettre en œuvre les accords pertinents et les conventions internationales de l'OCI dans le domaine du commerce et du transport;

- Pour intégrer les plans de développement des transports dans leurs stratégies nationales en tenant compte des initiatives régionales;

- Pour allouer plus de ressources financières aux projets, programmes et études dans le secteur des transports, en collaboration avec les institutions financières;

- Pour établir un Comité National de Facilitation de Commerce et du Transport (CNFCT) impliquant les institutions des secteurs privées et publiques, à agir comme points focaux pour l'ensemble des activités de facilitation du commerce et du transport;

- Pour augmenter la coordination entre les ministères des transports et du tourisme afin d'identifier les obstacles principaux liés au transport au tourisme dans les États membres;

- Pour développer des mécanismes de partage des connaissances sur les meilleures pratiques

- Pour utiliser les TIC pour la facilitation du commerce et du transport et du tourisme en coopération avec les organisations régionales et internationales pertinentes;

- Pour reconsidérer les procédures et les exigences du visa en vue de faciliter les flux commerciaux et touristiques entre les pays membres;

2) Coopération au Niveau de l'OCI

- Pour développer un cadre de coopération dans le domaine des transports, y compris les activités de la facilitation du commerce et du transport;

- Pour créer un Groupe de Travail (GT) sous les auspices du COMCEC pour assurer le suivi et la mise en œuvre de la coopération, conformément au cadre de coopération développé;

- Pour augmenter les capacités institutionnelles et humaines des États Membres dans des domaines liés aux transports à travers l'organisation de programmes de renforcement des capacités;

- Pour tenir des réunions de coordination de haut niveau particulièrement parmi les autorités de transport des États Membres, y compris l'organisation de la Conférence Ministérielle sur le Transport sur une base régulière;

- Pour créer une base de données statistique provenant des États Membres de l'OCI dans le domaine des transports;

- Pour renforcer le partenariat avec les organisations régionales et internationales dans le domaine du transport pour éviter les chevauchements et améliorer l'efficacité;

- Pour lancer un Programme TTF au niveau de l'OCI sous les auspices du COMCEC pour aider les Etats Membres à adhérer aux conventions pertinentes de TTF et pour élaborer et adopter leurs normes et réglementations nationales aux échanges internationaux et à la réglementation du transport et des normes.

- Pour demander au Groupe de Travail pour le suivi de la mise en œuvre des initiatives spécifiques de TTF en coopération avec les organes de l'OCI, les organisations régionales et internationales avec le soutien du Groupe de la BID.

- Pour préparer un plan directeur pour les couloirs de transport dans les États Membres de l'OCI, y compris l'identification des obstacles sur les corridors de transport existants dans les sous-régions de l'OCI.

- Pour améliorer la collaboration entre les intervenants, y compris les représentants du secteur privé dans le domaine du transport, afin de stimuler le commerce et le tourisme.

ANNEXE

10

Original: English

REPORT OF THE WORKSHOP ON PRIVATE SECTOR COOPERATION FOR ENHANCING INTRA-OIC TOURISM

(İzmir, 10 December 2010)

1. In pursuance of the relevant resolutions of the 25th Ministerial session of the COMCEC and COMCEC Economic Summit held in Istanbul in November 2009, the Ministry of Culture and Tourism of the Republic of Turkey in collaboration with the Association of Turkish Travel Agencies (TURSAB) organized a Workshop on "Private Sector Cooperation For Enhancing Intra-OIC Tourism" in Izmir on 10 December 2010 on the sidelines of the Travel Turkey Tourism Fair and Conference (9-12 December 2010).

2. The Workshop was attended by the public and private sector representatives from the following Members of the OIC:

- Palestinian Government
- The Arab Republic of Egypt
- The Republic of Uzbekistan
- The Republic of Sudan
- The Syrian Arab Republic
- The Tunisian Republic
- The Republic of Turkey
- The Hashemite Kingdom of Jordan

3. The following representatives of the OIC Subsidiary Organs, Specialized and Affiliated Institutions took part in the meeting:

- COMCEC Coordination Office (CCO);
- Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries (SESRIC);
- Islamic Centre for Development of Trade (ICDT);
- The Islamic Chamber of Commerce and Industry (ICCI);

Arab Tourism Organization also attended .

(The list of participants is attached in Annex-I).

4. Mr. Onur GÖZET, Head of External Relations and European Union Coordination Department, Ministry of Culture and Tourism of the Republic of Turkey, as the Chairman of the Workshop delivered his opening speech. He emphasized the key role of the private sector in the success of Turkish tourism sector and declared Turkey's readiness to share its experiences with the OIC member countries.

5. Mr. Gökten DAMAR, the representative of COMCEC Coordination Office, made a statement. In his statement, he gave background information about the OIC Tourism Cooperation. Stressing the importance of private sector in tourism, he concluded that COMCEC would continue to encourage and support promoting cooperation among private sector institutions and organizations operating in the tourism sector.

6. Mr. Oğuzhan Yurteri, Head of Tourism Planning Department, Ministry of Culture and Tourism of the Republic of Turkey, delivered a presentation entitled "An Overlook into Turkish Tourism". In his presentation, he expressed Turkish national experience in tourism sector particularly in the fields of tourism revenues, tourist arrivals and tourism investments.

7. Mr. Koray YETİK, Secretary General of The Turkish Tourism Investors Association, made a presentation evaluating the investment climate in Turkish Tourism Sector and stressed the importance of public-private partnership. He also mentioned the criteria that would attract tourism investors.

8. Mrs. Ela ATAKAN, Director of Cooperate Affairs of Association of Turkish Travel Agencies (TURSAB) delivered a presentation on the Turkish tourism sector.

9. PROPOSALS, RECOMMENDATIONS AND DECISIONS

Based on the presentations and discussions, the Workshop put forward the following proposals and recommendations for the consideration of Member Countries:

9.1. Underlined the important role of the activities bringing together the private sector representatives in the enhancement of tourism cooperation among the OIC member states and thus decided on the continuation of similar workshops on a regular basis in each year.

9.2. Appreciated the proposal made by the Republic of Turkey on the establishment of OIC Tourism Platform which would regularly bring private sector representatives together to discuss potential cooperation areas and thereby contribute to tourism cooperation among the OIC member states.

9.3. Requested the Ministry of Culture and Tourism of the Republic of Turkey and TURSAB in collaboration with OIC General Secretariat and COMCEC Coordination Office to work on the modality and details of the OIC Tourism Platform among private sector representatives.

9.4. Emphasized the importance of Public-Private Partnership (3Ps-PPP) in the expansion and upgrading of the existing tourist capacities and activities and for the construction of new facilities of appropriate quality and service standards, using up-to-date technologies.

9.5. Called upon the OIC Member States and their private sector entities to actively participate the 1st OIC Health Expo including Health Tourism, to be held on 24-27 February 2011 in Tunis, Republic of Tunisia; and in the Second Tourism Fair, to be held in Cairo, Arab Republic of Egypt, on 9-12 October 2011.

9.6. Emphasized the importance of vocational education and training in addressing the challenges facing the member countries in the domain of tourism and took note with appreciation of the SESRIC's efforts in training programmes on tourism development and high quality on job training for services staff in tourism sector, within the framework of the OIC-VET Programme.

9.7. Welcomed the visa-free travel deals among some OIC member states and called upon all member states to eliminate the existing barriers to movement of tourists in OIC countries, including simplification of visa, customs and foreign exchange procedures.

9.8. Decided to submit the Report of the Workshop on "Private Sector Cooperation for Enhancing Intra-OIC Tourism" to the 27th Meeting of the Follow-up Committee of the COMCEC which will be held in Turkey on 10–12 May 2011.

10. The participants also expressed their profound gratitude to the Ministry of Culture and Tourism of the Republic of Turkey and TURSAB for the perfect organization of this workshop as well as for the efforts they have made to ensure its success.

ANNEXE

11

Original: English

REPORT OF THE FIFTH MEETING OF THE OIC MEMBER STATES' STOCK EXCHANGES FORUM

(İstanbul, September 17-18, 2011)

1. The Fifth Meeting of the OIC Member States' Stock Exchanges Forum convened in Istanbul on September 17-18, 2011.

2. The Meeting was attended by the representatives of the following stock exchanges of the OIC Member States:

A. STOCK EXCHANGES OF THE OIC MEMBER STATES

1. Abu Dhabi Securities Exchange
2. Amman Stock Exchange, Jordan
3. Bursa Malaysia Berhad, Malaysia
4. Casablanca Stock Exchange, Morocco
5. Chittagong Stock Exchange, Bangladesh,
6. Damascus Securities Exchange, Syria
7. Dhaka Stock Exchange, Bangladesh
8. Dubai Financial Market, United Arab Emirates
9. Egyptian Exchange, Egypt
10. Iraq Stock Exchange, Iraq
11. Islamabad Stock Exchange, Pakistan
12. Istanbul Stock Exchange, Turkey
13. Karachi Stock Exchange, Pakistan
14. Kazakhstan Stock Exchange, Kazakhstan
15. Khartoum Stock Exchange, Sudan
16. Lahore Stock Exchange, Pakistan
17. Mozambique Stock Exchange, Mozambique
18. Muscat Securities Market, Oman
19. Nasdaq Dubai, United Arab Emirates
20. Qatar Exchange, Qatar
21. Tadawul Saudi Stock Market, Saudi Arabia
22. Tehran Stock Exchange, Iran
23. Tunis Stock Exchange, Tunisia

B. CENTRAL DEPOSITORIES, CLEARING AND REGISTRY INSTITUTIONS OF THE OIC MEMBER STATES

1. BRVM (Bourse Régionale des Valeurs Mobilières) Niger, Niger
2. Central Depository Company of Pakistan Limited, Pakistan
3. Central Registry Agency of Turkey, Turkey
4. Central Securities Depository of Iran, Iran
5. ISE Settlement and Custody Bank (Takasbank), Turkey
6. Muscat Clearing and Depository, Oman
7. National Clearing Company of Pakistan Ltd. (NCCPL), Pakistan
8. Securities Depository Center, Jordan

C. OTHER ORGANIZATIONS

1. Arab Federation of Exchanges
2. BMD Securities Inc. (Bizim Menkul Değerler), Turkey
3. Capital Markets Board of Turkey (CMB), Turkey
4. Central Bank of the Republic of Turkey, Turkey
5. COMCEC Coordination Office
6. Federation of Euro-Asian Stock Exchanges (FEAS)
7. Islamic Financial Services Board (IFSB)
8. International Islamic Financial Market (IIFM)
9. Islamic Development Bank
10. Ministry of Foreign Affairs, Turkey
11. South Asian Federation of Exchanges (SAFE)
12. Standard & Poor's
13. Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries (SESRIC)
14. Thomson Reuters, USA

Opening and Seminar Session

3. Following a brief introduction of the program, the meeting was opened by Mr. Hüseyin Erkan, Forum Chairman, and Chairman & CEO of the Istanbul Stock Exchange. Mr. Erkan welcomed all delegates and seminar guests to Istanbul on the occasion of the fifth meeting of the OIC Member States' Stock Exchanges Forum and Capital Markets Linkages & Technology Seminar. Mr. Erkan, in consideration of those attending the Seminar on Capital Market Linkages, initially gave a brief introduction on the Forum, touching upon the mandate given by the COMCEC to the Istanbul Stock Exchange in 2005 to initiate the Forum, the members, the functioning, and activities of the Forum. Mr.

Erkan went on to say that the worldwide growth of Islamic finance was led by non-Muslim countries and companies, with the introduction of hundreds of instruments that were not necessarily Shariah-based, but Shariah- compliant. Such instruments became popular among investors, both Muslim and non-Muslim, seeking Shariah-compliance or not. Mr. Erkan reminded the audience that such instruments were introduced by major index providers, and more recently, by data vendors, and none came from Muslim countries. Therefore, the Forum came up with the idea to introduce an index of stock exchanges of OIC member countries and worked on the major areas of cooperation including the introduction of a series of common indices, structured products, and so forth, coming from different jurisdictions, settlement periods, public disclosure standards, etc. Mr. Erkan said that the Forum studied on standardization on such areas and added that the seminar to follow would provide the experience of major exchanges that will largely contribute to the Forum.

4. Mr. Emin Özer, Board Member of the Capital Markets Board of Turkey (CMB), saluted the guests and noted the fast progress that COMCEC had made in enhancing cooperation among OIC states on particularly financial issues. Mr. Özer said, in consideration of the increased integrated nature of the financial markets, countries should be better prepared to deal with the consequences of global macroeconomic fluctuations through enhanced cooperation in the regulatory area. Mr. Özer congratulated the Forum for the progress they had made in creating a benchmark index and making Islamic finance more visible internationally. Mr. Özer informed the audience of the establishment of OIC States' Capital Market Regulators Forum on the previous day, with the representation of thirteen countries, and the formation of four task forces, which will closely cooperate with their counterparts in the stock exchanges Forum.

5. Mr. Erkan, as moderator of the seminar, "Capital Markets Linkages: Experiences, Challenges and Solutions", invited the panellists, namely, Mr. Thomas Krabbe, Director, Corporate Development and Finance, Chicago Mercantile Exchange; Mr. Roland Bellegarde, Group Executive Vice-President, NYSE Euronext, Mr. Lauri Rosendahl, President, NASDAQ OMX Helsinki; Mr. Stephan Pouyat, Director, Global Reach Product Management, Euroclear; and Mr. Philippe Carré, Global Head of Connectivity, Global Trading, SunGard.

Mr. Krabbe, Mr. Bellegarde, and Mr. Rosendahl delivered presentations displaying the integration experience of, respectively, Chicago Mercantile Exchange, NYSE Euronext, and NASDAQ OMX Helsinki; through completely different models.

(A copy of Mr. Thomas Krabbe's presentation is herewith attached as Annex 1)

(A copy of Mr. Roland Bellegarde's presentation is herewith attached as Annex 2)

(A copy of Mr. Lauri Rosendahl's presentation is herewith attached as Annex 3)

Mr. Erkan went on to say that post-trade services are an indispensable part of capital markets linkages and invited the representatives of Euroclear and SunGuard to deliver their presentations.

(A copy of Mr. Stephan Pouyat's presentation is herewith attached as Annex 4)

(A copy of Mr. Philippe Carré's presentation is herewith attached as Annex 5)

Mr. Erkan invited the audience to present their questions to the panellists and the Q&A session was held.

6. Mr. Rushdi Siddiqui, Global Head of Islamic Finance, Thomson Reuters, delivered a presentation entitled "Does Islamic finance have AIR (Authenticity, Innovation and Reach)?"

(A copy of the presentation by Mr. Rushdi Siddiqui is herewith attached as Annex 6)

7. Mr. Ibrahim Idjarmizuan from IFSB delivered a presentation entitled "Islamic Liquidity Management".

(A copy of the presentation by Mr. Idjarmizuan is herewith attached as Annex 7)

8. Mr. Gürsel Kona, Bonds and Bills Market Department, Istanbul Stock Exchange, delivered a presentation entitled "A New Way of Sukuk Trading in the OIC Markets"

(A copy of the presentation by Mr. Kona is herewith attached as Annex 8)

9. Mr. Ijlal Alvi, CEO, IIFM, delivered a presentation entitled "IIFM Repo Project Discussion Points for Istanbul Stock Exchange"

(A copy of the presentation by Mr. Alvi is herewith attached as Annex 9)

10. Mr. Avşar Sungurlu, Assistant Managing Director, BMD Securities Inc., delivered a presentation entitled "The First Islamic ETF: Turkey's Experience".

(A copy of the presentation by Mr. Sungurlu is herewith attached as Annex 10)

Mr. Erkan, as Forum Chairman, opened the official Forum meeting.

11. Mr. M. Emin Eker, General Director, COMCEC Coordination Office, saluted the delegates, and stated that the growing economic challenges faced by the Islamic Community called for enhanced dialogue and cooperation, and mentioned the role of COMCEC as a platform to seek solutions for the common challenges of Islamic states. Mr. Eker went on to say that in addition to the ongoing cooperation among the OIC member states' central banks and stock exchanges, the capital markets regulatory authorities initiated a similar cooperation on the previous day. Mr. Eker noted that the cooperation endeavors would serve to the financial stability and growth of Islamic states while contributing to the removal of the barriers on the capital mobility, increasing product diversity, and deepening of the markets. Mr. Eker also underlined COMCEC's appreciation of the Task Forces' efforts and expressed his hopes that the benchmark indices to be introduced in the near future would add to the visibility of the Forum member stock exchanges. Mr. Eker stated also that the remarkable progress of the Forum gives COMCEC a chance to promote it as a "successful cooperation model" and "a source of inspiration" for the other cooperation initiatives under COMCEC umbrella. Mr. Eker concluded by underlining COMCEC's determination to continue to support all the efforts aimed at strengthening the solidarity among Islamic Ummah.

12. Mr. Hüseyin Erkan, ISE Chairman & CEO, in his role as the Forum Chairman, delivered a presentation on the background of the Forum and the tasks accomplished since the 4th Forum meeting in October 2010.

(A copy of Mr. Hüseyin Erkan's presentation is herewith attached as Annex 11)

13. Ms. Şenay Pehlivanoğlu, Assistant Director, Foreign Securities Market, Istanbul Stock Exchange, presented the report of the Task Force for Customized Indices and Exchange Traded Islamic Financial Products.

(A copy of the presentation of the Task Force for Customized Indices and Exchange Traded Islamic Financial Products is herewith attached as Annex 12)

14. Mr. Charbel Azzi, Director, Head of Client Coverage (MEA), S&P Indices, delivered a presentation on S&P's activities with regard to OIC exchanges, S&P's proposal for two Shariah indices, and gave the audience information on the methodology, branding, costs and revenues, marketing and data dissemination for such indices.

(A copy of the presentation by Mr. Azzi is herewith attached as Annex 13)

15. Mr. Wan Rizaidy Head, Product Development Islamic Capital Markets, Bursa Malaysia, talked about the work of the Task Force for the Promotion, Awareness and Investor Education about Islamic Financial Markets. Mr. Rizaidy said that the Task Force had been working on creating an OIC Exchanges Directory, however, received responses from six members only. Mr. Rizaidy invited all the delegates to the conference on Islamic

liquidity management organized by Bursa Malaysia at Ritz Carlton Hotel in Istanbul on September 28-29, 2011, and left the floor to Dr. Polat to provide information about the developments on the Forum website.

16. Dr. Eralp Polat, Director, International Relations, Istanbul Stock Exchange, delivered a presentation on the developments on the OIC Member States' Stock Exchanges Website.

(A copy of the presentation by Dr. Polat is herewith attached as Annex 14)

17. Dr. Abolfazl Shahrabadi, Director, Public Relations and International Department, Tehran Stock Exchange, and Mr. Hamed Soltaninejad, Vice President of CSD of Iran, presented the report of the Task Force for Customized Indices and Exchange Traded Islamic Financial Products.

(A copy of the presentation by Dr. Shahrabadi is herewith attached as Annex 15)

18. Ms. Filiz Kaya, Managing Director, ISE Settlement and Custody Bank (Takasbank), on behalf of the Task Force for Post-Trade Services, said that the Task Force cooperated with and supported the Istanbul Stock Exchange for the preparations of the Capital Markets Linkage conference. Ms. Kaya gave a brief summary of the activities of the Task FGorce, including the preparation of questionnaires, sharing information among the member post-trade institutions, and initiation of opening correspondent accounts with post-trade institutions. Ms. Kaya said such efforts have provided useful for all the members. Nevertheless, in order to provide a more efficient platform and achieve more tangible results, the Task Force proposes to change the working methodology to project-based efforts; that is, to work on concrete projects to be determined by the members bi-laterally or multi-laterally.

19. PROPOSALS, RECOMMENDATIONS AND DECISIONS

The following proposals and recommendations were made and decisions were taken at the meeting:

1. a) The Task Force for Customized Indices and Exchange Traded Islamic Financial Products will continue to coordinate the work with the index provider; i.e., S&P. The members that have not signed the agreement yet are encouraged to do so by December 1st, 2011. S&P will launch the indices in the beginning of 2012 with the signatory members. Those who sign the agreement on a further date will be later included in the indices at subsequent review dates. S&P is requested to review the criteria in order to increase the number of member exchanges included in the indices, if feasible. The Task Force will also consult with S&P to create a family strategy for the OIC indices and to work on the promotion of such indices. The

Task Force will also consult the Forum members to approach investment banks in order to create structured products on the OIC indices.

b) Additionally, the Task Force will continue to work on the introduction of sukuk and other Islamic capital market instruments trading on organized markets in coordination with IIFM and IFSB.

2. The Forum appreciates the recently established COMCEC Capital Markets Regulators Forum, which will highly contribute to the work of the OIC Member States' Stock Exchanges Forum.
3. Task Force for Capital Market Linkages and the Task Force for Post-Trade Services will be converted into a project group of volunteering exchanges and post-trade institutions. Members of such project group will endeavour to realize bi-lateral and/or multi-lateral linkages, including trading, post-trade services, technological infrastructure, and so forth. The project group will cooperate with the Forum of regulatory bodies with regard to the legal framework.
4. The Forum Secretariat will continue to work on the development of the Forum web site and continue to act as the facilitator and coordinator with regard to the work of the Task Forces and project groups. Members are recommended to provide links from their own web sites to the Forum website. Members are also encouraged to share information regarding their work with their own members. The Secretariat will work with facilitators such as Thomson Reuters to establish an OIC stock exchange chat room.
5. The Forum will seek the assistance of COMCEC in securing IDB's support for the work on possible structured products to be created on the OIC indices.
6. Task Force for the Promotion, Awareness and Investor Education about Islamic Capital Markets will cease to continue as its work will be continued by the Forum Secretariat.
7. The volunteering exchanges for linkage are as follows: Egyptian Exchange, Dubai Financial Market, Qatar Exchange, Istanbul Stock Exchange, Tehran Stock Exchange, Lahore Stock Exchange
8. The conclusions of the meeting will be reported to the 27th session of COMCEC to be held in Istanbul on October 17-20, 2011.
9. The next annual meeting of the Forum will be held in Istanbul in October 2012.

TABLE OF CONTENTS

Draft Report of the Fifth Meeting of the OIC Member States' Stock Exchanges Forum

ANNEXES

I. Presentation by Mr. Thomas Krabbe

II. Presentation by Mr. Roland Bellegarde

III. Presentation by Mr. Lauri Rosendahl

IV. Presentation by Mr. Stephan Pouyat

V. Presentation by Mr. Philippe Carré

VI. Presentation by Mr. Rushdi Siddiqui on behalf of Thomson Reuters

VII. Presentation by Mr. Ibrahim Idjarmizuan on behalf of IFSB

VIII. Presentation by Mr. Gürsel Kona from the Istanbul Stock Exchange

IX. Presentation by Mr. Ijlal Alvi on behalf of IIFM

X. Presentation by Avşar Sungurlu, on behalf of BMD Securities Inc.

XI. Presentation by Mr. Hüseyin Erkan, as Forum Chairman

XII. Presentation by Şenay Pehlivanoğlu on behalf of the Task Force for Customized Indices and Exchange Traded Islamic Financial Products

XIII. Presentation by Mr. Charbel Azzi on behalf of S&P Indices

XIV. Presentation by Dr. Eralp Polat on behalf of the Forum Secretariat

XV. Presentation by Mr. Abolfazl Shahrabadi and Mr. Hamed Soltaninejad on behalf of the Task Force for Customized Indices and Exchange Traded Islamic Financial Products

ANNEXE

12

Original: English

REPORT OF THE COMCEC CAPITAL MARKETS REGULATORY AUTHORITIES CONFERENCE AND ROUNDTABLE

(İstanbul, 16 September 2011)

1. COMCEC Capital Markets Regulatory Authorities Conference and Roundtable convened in Istanbul on September 16th, 2011.

2. The Meeting was attended by the representatives of capital market regulatory authorities from the following COMCEC Member States:

- Commission d'Organisation et de surveillance des Opérations de Bourse, COSOB
- La Banque Centrale du Cameroun
- Indonesia Capital Market and Financial Institutions Supervisory Agency (BAPEPAM-LK)
- Securities & Exchange Organization of Iran (SEO)
- Iran/Central Securities Depository of Iran (CSDI)
- Jordan Securities Commission
- Financial Supervision Committee of the National Bank of Kazakhstan
- Khartoum Stock Exchange
- Bursa Malaysia
- Securities and Exchange Commission of Pakistan
- Capital Market Authority of Saudi Arabia
- Syria Commission on Financial Markets and Securities, Syrian Arab Republic
- Securities and Commodities Authority of United Arabian Emirates

3. Representatives from COMCEC Coordination Office (CCO), Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries (SESRIC), Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) and also Istanbul Stock Exchange (ISE) attended the Meeting.

(The list of participants is attached in Annex 1).

OPENING SESSION

4. The Meeting was opened by Mr. A. Vedat AKGIRAY, Chairman of Capital Markets Board of Turkey. Mr. AKGIRAY briefly informed the participants about the

COMCEC and the OIC Stock Exchange Forum progress since 2005. He emphasized that working together, supporting each other whether this is for market development, product diversification or compliance to international standards shall provide momentum to the improvement OIC financial markets.

While Mr. AKGIRAY underlining the need for cooperation, as high up on the agenda for regulatory and supervisory authorities worldwide, he mentioned that this conference has been arranged in response to the calls by the 25th and the 26th COMCEC Meetings in 2009 and 2010 for establishing a *"COMCEC Capital Markets Regulatory Authorities Forum"*.

Mr. AKGIRAY stated that Islamic finance is becoming much more important throughout the financial institutions of the world and rather than being a rapidly growing industry evolving to a mainstay of finance. He also added that cooperation mechanisms, IFSB or OIC working together or on their paths shall together raise the bar for the OIC member states' financial markets and economies.

Each member state has its own different financial market pattern such as, conventional, Islamic or co-existence. In accordance with this issue, Mr. Chairman depicted the diversification and the variety in OIC financial markets structure and instruments of member state countries. Therefore for the productivity of cooperation, a Forum structure which will embrace all these patterns should be favored

The Chairman concluded his speech with his full support for finding a common ground with the best spirit of cooperation and a level playing field for establishing a Forum with its Task Forces, Working Committees, regular meetings, technical assistance arrangements.

5. Hüseyin ERKAN, Chairman & CEO of the Istanbul Stock Exchange, has expressed his support to the establishment of a separate forum. Mr. ERKAN has informed the participants about the ongoing activities, projects of the OIC Stock Exchanges Forum. He has illustrated the way Islamic financial markets are functioning and emphasized the necessity of a common index and a more transparent market.

6. M. Metin EKER, General Director of COMCEC Coordination Office, saluted the delegates and underlined the importance of financial cooperation in the COMCEC agenda. He mentioned his belief on establishing the "COMCEC Member States Capital Markets Regulatory Authorities Forum" with the help of this conference and added that it will focus on regulatory and legal infrastructure in order to achieve more harmonized policies and regulations.

Finally, Mr. EKER concluded that given the uneven development of financial systems of the countries, this platform will render greater support to member countries

which need technical assistance and human resource capacity-building so as to promote the common development goals of the COMCEC members.

PRESENTATION SESSION

After the Opening Session, the Meeting proceeded with the Presentation Session.

7. Seçil SAYIN GÜNDÜZ, Chief Legal Expert and Mustafa TAŞDEMİR, Expert, Capital Markets Board of Turkey, delivered a presentation on current state of COMCEC member states' capital markets. The first presentation is based on four topics including brief information about the OIC member states, COMCEC, the objective of the conference, a general outlook of the Turkish economy and capital markets main indicators. Besides, international cooperation of CMB is discussed and finally OIC Member States' financial landscape is generally illustrated in accordance with the survey responses from each country.
(A copy of Ms. Secil SAYIN GUNDUZ, Mr. Mustafa TAŞDEMİR's presentation is herewith attached as Annex 2)

8. Wan Rizaidy Wan Mamat Saufi, Head of Islamic Capital Markets, Bursa Malaysia delegate has depicted the building blocks of the Malaysian financial system such as regulatory structure, legal framework, Malaysian Islamic financial offerings and securities market. In addition, funds, Malaysian sukuk, bonds market and derivatives markets have been discussed so as to grasp the play of current state.

(A copy of Mr. Wan Rizaidy Wan Mamat Saufi's presentation is herewith attached as Annex 3)

9. Muhammad Ali, Chairman, Securities and Exchange Commission of Pakistan delegate has outlined Pakistan capital markets regulatory structure, securities market and stock exchanges covering non-banking finance companies sector and insurance sector. Following the overview of Pakistan economy and its financial indicators, major reforms, work in progress projects and suggestions for cooperation have been emphasized.

(A copy of Mr. Muhammad Ali's presentation is herewith attached as Annex 4)

10. Mats ISAKSSON, Head of Corporate Affairs Division, has made a speech on the OECD, its vision and corporate governance related work and also OECD's initiatives for the MENA and Eurasia regions, joint projects which were supported by the CMB and the ISE. He has declared OECD's support for further cooperation with the OIC member states. He has underlined that joint efforts of OECD will provide a

visible and substantial contribution to private entrepreneurship, successful cooperation and long-term economic growth.

11. Selcan OLCA, Chief Expert, Capital Markets Board of Turkey delivered a presentation on global financial crisis and its impact on emerging markets. This session highlights the impact of global financial crisis to the emerging markets. Also identifies the most common financial regulatory responses to the crisis in the emerging markets and the key observations from the emerging markets perspective have also been stressed on the basis of IOSCO Emerging Markets Committee survey results.

(A copy of Ms. Selcan OLCA's presentation is herewith attached as Annex 5)

ROUNDTABLE MEETING

12. In this Session, the representatives of COMCEC Member State Capital Market Regulatory Authorities got the chance to share their views and ideas for possible cooperation topics and responding to the calls by the 25th and 26th COMCEC Meetings for establishing an *"OIC Member State Capital Market Regulatory Authorities Forum"*.

13. Mr. AKGIRAY, Chairman of the CMB, has brought forward two options available for cooperation mechanism whether establishing a separate COMCEC Capital Markets Regulatory Authorities Forum or joining the Current OIC Stock Exchange Forum. To this proposal, Iran delegate, Mr. Ali Saeedi stated that a separate forum alternative is more proper to harmonize the rules and responsibilities of the regulators. Following this remark, Pakistan delegate, Mr. Mohammad Ali supported to establish a separate forum emphasizing the difference between stock exchanges and market regulators pertaining to perspective, scope of duty and focus. And finally Malaysia delegate, Mr. Wan Rizaidy Wan Mamat Saufi, on behalf of Malaysia Securities Commission declared Malaysia's support for the establishment of a separate forum option.

14. Mr. AKGIRAY commented that a forum should have multilateral aspects. He noted that the CMB has concluded MoU with only six COMCEC member states so far, only 9 member COMCEC states are member of the IOSCO Multilateral MoU If there is no regulatory understanding, problems occur. This might happen once in five years but these ones is the turning point. Global funds travel at places where internationally standards are applicable because money wants to feel safe. Therefore, it is essential to support cooperation effort between the regulators.

15. For having the approval of all member states' to establish a Forum, COMCEC Coordination Office has clarified that in 2009 and 2010 COMCEC meetings, a clear call was made to establish a forum and added that a clear adoption by the

representatives of authorities is necessary. At this point, referring to the fact that a political decision was already made in 2009-2011 COMCEC meetings, Mr. AKGIRAY suggested to establish a forum and clarified that this Forum will not be an alternative, a substitute to any other existing forum or cooperation mechanism. It will complement and can be used as an instrument for several purposes. Malaysia, Pakistan and United Arab Emirates have supported this proposal, After having discussed the name of the forum, 'COMCEC Capital Market Regulators Forum' proposal is considered to be appropriate and the forum is established by the participants' consensus.

16. Mr. AKGIRAY remarked that regional closeness matters for deciding on regional committees. Iran delegate stated that functional groups should be prioritized to regional groups. COMCEC Coordination Office also underlined the importance of determining some cooperation areas and clarifying the functions of sub-committees.

CMB Chairman introduced Turkey's cooperation areas proposal as follows:

- **Market development**
  1. Facilitate cross-border listing,
  2. Improve market infrastructure
  3. Physical, communication, ICT
  4. Product diversification (Conventional finance)
  5. Product diversification (Islamic finance)
- **Capacity building**
  1. Compliance to international standards
     a. Financial reporting
     b. Audit
     c. Corporate governance
     d. Transparency and information disclosure

The abovementioned issues should be realized through exchanging best practices and technical assistance programs.

- **Islamic Finance**
- **Financial Literacy**

17. Pakistan and UAE delegates, Mr. Muhammad Ali and Mr. Obaid Al Zaabi respectively, remarked that the proposals for cooperation, task forces lay a proper ground for working together. It was commented that equity financing is compliant with Islamic finance principles. Iran delegate, Mr. Ali Saeedi noted that Islamic financial market equals to conventional financial market plus some limitations. Malaysia delegate, Mr. Wan Rizaidy Wan Mamat Saufi depicted the importance of better regulation of Islamic finance.

18. Mr. AKGIRAY noted that the forum could be the voice of OIC members on international financial circles. Therefore, in order to enhance effectiveness and efficiency tele/video conferences and e-mail groups could be used. The participants also supported the view that the newly established "Capital Market Regulators Forum" could work in cooperation with the "OIC Stock Exchanges Forum" in accordance with market development and financial education task forces

19. The participants of the Roundtable concluded that CMB Chairman, Mr. AKGIRAY should be the Chair of the COMCEC Capital Market Regulators Forum and accordingly the CMB as, the secretariat of the Forum.

20. Finally, it is decided that the minutes of this conference, roundtable and member states' responses about task forces will be sent to the COMCEC Coordination Office before 15 October 2011 for approval by the 27th COMCEC meeting in 17-20 October 2011.

PROPOSALS, RECOMMENDATIONS AND DECISIONS

The following decisions were taken at the meeting:

1. "COMCEC Capital Market Regulators Forum" is established among the COMCEC member countries' regulators. Mr. AKGIRAY is designated as the Chairman of the Forum and the CMB, as being the secretariat.

2. Regarding the structure of the Forum, it will have four Task Forces on the areas of:

- Market Development
- Capacity Building
- Islamic Finance
- Financial Literacy

3. Decisions of the Forum shall be submitted to the COMCEC Sessions.

4. The Forum will work in close cooperation with the "OIC Stock Exchanges Forum".

5. The next meeting of the COMCEC Capital Market Regulators Forum shall be held in Istanbul on a date to be further announced by the Secretariat.

6. COMCEC Capital Market Regulators Forum shall be held once a year.

ANNEXE

13

Original : Anglais

RAPPORT DE LA 4EME RÉUNION DU COMITÉ DE PROJET POUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE L'OCI SUR LE COTON

(22 Septembre 2011, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO)

1) La 4ème Réunion du Comité de projet a eu lieu le 22 septembre 2011 à Ouagadougou, Burkina Faso.

2) Le Dr. Osman Mahgoub ELFIEL du Groupe de la BID, a présidé la quatrième réunion du Comité de projet.

3) Le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, les pays membres du Comité de pilotage, les Centres d'excellence, les institutions concernées de l'OCI, à savoir le CIDC, le Groupe de la BID et les Etats Membres suivants (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Maroc, Sénégal, Syrie, Tunisie et la Turquie ont également participé à cette réunion

4) Ouvrant la réunion, le Président a fait une brève introduction sur l'importance des délibérations du Comité des projets. Il a également rappelé les travaux et les recommandations de la 1ère, 2ème et 3ème réunions du Comité de projet.

   Après l'adoption de l'ordre du jour, les points suivants ont été examinés.

   Point 1 de l'ordre du jour: Séance d'information sur l'état actuel des projets approuvés au cours des 1ère et 2ème et 3ème réunions du Comité de projet (par le Groupe de la BID);

5) À ce jour, la BID a reçu 27 propositions de projet sur le développement du secteur cotonnier dans 12 pays membres. Les propositions couvrent un large éventail d'activités visant le renforcement des capacités, la formation, la recherche, la production, le marketing, la lutte contre les insectes et les ravageurs de la culture du coton, etc. Le coût des projets proposés varie de 50.000 à 82 millions de dollars des Etats-Unis (l'annexe 1 montre le sommaire des propositions reçues du Secrétariat général).

6) Les 27 propositions de projets reçues sont en cours de révision afin d'évaluer leur qualité technique et leur viabilité économique. Conformément aux procédures de la BID, ces propositions seront examinées davantage par les pays concernés pour étudier les modalités de financement possibles afin de déterminer leurs priorités en vue de les inclure dans le programme de travail des pays. Après l'accord sur les modalités de financement et la réception des demandes officielles des gouvernements des pays concernés, ces propositions seront examinées par la BID en vue de leur financement sous les différents guichets.

A ce jour (8) propositions de financement ont été approuvées :

- 6 propositions de la BID en faveur du Cameroun (3 projets regroupés), Turquie, Egypte et le Mozambique ;
- 2 du CIDC (le Forum du Caire en 2009 et le 1er Salon du Coton et Textiles à Ouagadougou en 2011).
- En plus de ces propositions, trois (3) projets sont en cours de traitement par la BID en faveur de la Syrie, l'Afghanistan,(en cours de préparation par la Turquie) et l'Azerbaïdjan. (Voir les détails en annexe 1).

Recommandations relatives au point 1 de l'ordre du jour:

A cet égard, le Comité a rappelé les recommandations suivantes qui ont déjà été approuvées relatives au traitement des projets :

- Chaque projet doit être assorti d'une demande officielle émanant du service compétent du gouvernement;

- Chaque projet doit être inclus dans la liste des priorités des projets du pays à négocier avec les institutions financières;

- Dans le but de simplifier le format des propositions de projet, un nouveau format mis à jour a été distribué, les porteurs de projets doivent soumettre leur projet en conséquence (le profil de projet est joint en annexe);

- Donner la priorité aux projets régionaux;

7) Les participants ont demandé à la BID de préparer un rapport sur l'état des seize (16) projets qui n'ont pas encore été financés à ce jour et de le soumettre au Secrétariat Général de l'OCI et au Bureau de Coordination du COMCEC.

Point 2: Rapports des centres d'excellence (l'Egypte et la Syrie, le Pakistan et la Turquie; le Nigeria et le Sénégal)

8) Comme convenu lors de la 3ème Réunion du Comité de Projets et la 4ème Réunion du Comité de Pilotage tenues à Casablanca (Septembre 2010), les centres sélectionnés sont supposés présenter des rapports périodiques mettant en évidence leurs activités et réalisations ainsi que les contraintes auxquelles ils peuvent faire face dans l'accomplissement de leurs fonctions. À cet égard, la réunion a recommandé que chaque centre d'excellence présente un rapport périodique au Secrétariat Général de l'OCI et a l'Institut de Recherche sur le Coton de Nazilli dans un délai d'un mois avant la réunion du Comité des projets. A ce jour, aucun de ces Centres d'Excellence n'a soumis un rapport périodique.

9) Le Nigéria et le Pakistan n'ont pas assisté à la réunion malgré les offres de financement des coûts de leur participation (logement, repas et billet d'avion) de la part des organisateurs.

10) L'Egypte a fait une présentation sur le séminaire de formation qu'ils vont organiser en novembre 2011 et ont demandé aux pays intéressés de contacter l'Institut de Recherches sur le Coton pour plus d'informations.

11) **Recommandations**: Le Président du Comité de Pilotage devrait rappeler aux centres d'Excellence l'obligation de soumettre un rapport détaillé sur leurs activités comme mentionné au paragraphe 9 ci-dessus.

Point 3: Débats sur l'Examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan d'Action de l'OCI sur le Coton:

12) Deux présentations ont été faites par le Groupe de la BID et le Secrétariat Général de l'OCI concernant les contraintes majeures et les propositions de solutions. La majeure partie des débats de la Réunion du Comité de Projet a été consacrée à mettre exergue les questions et les contraintes qui ont été classées en trois groupes, à savoir les sources de financement, la conception du projet, la propriété et le contexte institutionnel et la création de réseaux.

13) La réunion a convenu de déférer les débats sur les questions susmentionnées et les voies et moyens à même de diminuer les contraintes à la 5ème Réunion du Comité de Pilotage.

Questions diverses:

14) En ce qui concerne l'organisation et le budget des réunions a venir du Comité des Projets, la réunion a recommandé aux participants, institutions et propriétaires de projet de s'efforcer de prendre en charge leurs propres frais pour les réunions futures, à moins que le pays hôte ou toute autre institution offrent une assistance à cet égard.
15) Le Comité des Projets a décidé de soumettre son rapport et ses recommandations au Comité de Pilotage pour examen.

16) Le Comité des Projets a exprimé sa gratitude au Gouvernement du Royaume du Burkina Faso et au CIDC pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité réservés aux participants et pour les excellentes dispositions prises en vue d'assurer la tenue de cette réunion.

17) Le Comité des Projets a conclu sa session en remerciant le Président pour la conduite efficace des travaux.

Original : Anglais

RAPPORT DE LA 5EME REUNION DU COMITE DE DIRECTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE L'OCI SUR LE COTON

(22 SEPTEMBRE 2011 - OUAGADOUGOU – BURKINA FASO)

1. La 5ème réunion du Comité de Pilotage pour la mise en œuvre du plan d'action de l'OCI pour le coton s'est tenue le 22 septembre à OUAGADOUGOU afin d'examiner le Plan d'Action de l'OCI sur le Coton ainsi que les modalités d'organisation du Forum sur les Investissements et la mobilisation des ressources en faveur du plan d'action de l'OCI pour le coton

2. La réunion a été présidée par M. Mustapha SEPETCI, Président du comité de pilotage (Chef de Département au Ministère de l'Industrie et de la Douane de la république de Turquie).

3. Les Etats Membres suivants ont assisté à la réunion :

- Burkina Faso,
- République Arabe d'Egypte
- République Arabe Syrienne,
- République du Mali,
- République du Bénin,
- République du Cameroun,
- Royaume du Maroc,
- République du Sénégal,
- République de Turquie,
- République Tunisienne,

4. En plus du secrétariat général de l'OCI et du Bureau de Coordination du COMCEC, le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) et la Banque Islamique de Développement (Groupe de la BID) ont assisté à cette réunion.

(La liste des participants est en annexe I)

Cérémonie d'ouverture

5. La réunion a examiné et adopté les points suivants figurant à son ordre du jour:

a- évaluation du rapport de la 4ème réunion du Comité des Projets et suivi des projets adoptés par les réunions précédentes du Comité;

b- Débats sur l'Examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan d'Action de l'OCI sur le Coton;

c- Débats sur l'organisation du Forum D'investissement pour la mobilisation des ressources en faveur du Plan d'Action de l'OCI sur le Coton

d- Questions diverses

(Ordre du jour et programme de travail figurent en en annexe II)

Point 1 de l'ordre du jour

6. Le Président de la 4ème Réunion du Comité des Projets a présenté un résumé des délibérations de la Réunion de ce Comité. La 5ème Réunion du Comité de Pilotage a adopté le Rapport de la 4ème Réunion du Comité des Projets tenue le 22 septembre 2011.

(Le Rapport de la 4ème réunion du Comité des Projets figure en annexe 3)

Point 2 de l'ordre du jour : Débats sur l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan de l'OCI sur le Coton

7. La Réunion s'est penchée davantage sur les contraintes qui ont déjà été évoquées lors de la 4ème Réunion du Comité des Projets. Les discussions ont également porté sur les mesures susceptibles de les réduire et de résoudre les problèmes qui en découlent. Le Comité a émis quelques recommandations à même de faciliter la mise en œuvre du Plan d'Action de l'OCI sur le Coton.

8. Recommandations :

- ✓ **Sources de financement :** la réunion a recommandé de déployer davantage d'efforts pour rechercher des sources de financement auprès de la communauté des donateurs (BADEA, EBID, TIKA, le Fonds Saoudien de Développement, le Fonds Koweitien pour le Développement Arabe, le Fonds d'ABU DHABI pour le Développement, le Fonds de l'OPEP, le Fonds Commun pour les produits de base (CFC), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la Banque Centre Africaine de Développement, (BDEAC), FAO, ONUDI, le Fonds international de développement agricole(FIDA, etc.) ;
- ✓ Une Proposition concrète pour la mise en œuvre de cette recommandation à travers l'organisation de la Conférence des Bailleurs de Fonds sur le Coton sera présentée sous l'ordre du jour n°3 ;
- ✓ La Réunion a recommandé de déployer les efforts nécessaires pour impliquer le Secteur Privé dans le financement du traitement et de la transformation du coton et la réalisation des projets de textiles. A cet égard, la réunion a recommandé de profiter davantage de l'expérience de la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé(CID) et d'autres entités du secteur privé en matière de financement de projets similaires.

Conception et appropriation du projet:

9. Le Comité de Pilotage a mis l'accent sur la nécessité de prévoir une procédure d'approbation plus rigoureuse des nouveaux projets soumis par les Etats Membres. En plus des conditions spécifiées dans le rapport du Comité des Projets, le Comité de Pilotage a demandé à La BID d'élaborer les lignes directrices qui constitueront la base des propositions relatives aux opérations suivantes : les projets, les études de faisabilité, les programmes de formation et de renforcement des capacités.

10. La réunion a également mis l'accent sur l'implication des Centres d'Excellence dans le processus d'examen de nouveaux projets ;

11. En ce qui concerne la propriété du projet, la réunion a recommandé d'obtenir au préalable l'appui des entités officielles dans un délai de 2 années pour toute demande de financement des projets auprès des institutions concernées.

Contexte institutionnel et établissement des réseaux

12. La réunion a mis l'accent sur l'importance du Réseau des Points Focaux des Etats Membres et a demandé au Secrétariat Général de l'OCI de revitaliser ce réseau et de procéder à une mise à jour périodique de la liste des Points Focaux dans les Etats Membres et de la distribuer aux Etats Membres.

13. Dans le contexte de la prolongation, du plan d'Action de l'OCI sur le Coton pour une période supplémentaire de cinq ans; la réunion a recommandé de prolonger également de cinq années le mandat des membres statutaires.

14. Les débats de la réunion ont essentiellement porté sur les liens entre les Comités de l'OCI sur le Coton et les autres entités officielles et a recommandé l'établissement de liens plus étroits afin d'améliorer la collaboration entre tous les intervenants du secteur des industries du coton et des textiles.

Point 3 de l'ordre du jour : Séance d'Information sur la mobilisation des ressources pour le financement des projets dans le Secteur du coton des Etats Membres de l'OCI

15. Le Groupe de la BID a fait une présentation sur le Forum d'Investissement pour la Mobilisation des Ressources en faveur du Plan d'Action de l'OCI sur le Coton. La réunion a recommandé de regrouper les nouveaux projets avec ceux qui n'ont pas encore été financés en vue d'examiner la possibilité de leur financement dans le cadre du Forum d'Investissement. Cependant, conformément à la décision de cette dernière, seules les propositions de projets reçues avent fin novembre 2011 seront examinées.

16. Le comité a souligné l'importance de préparer d'une manière rigoureuse le Forum d'Investissement et la Réunion des bailleurs de Fonds qui sera tenue en concomitance avec cet événement. Pour ce faire, la réunion a demandé à la BID de fixer la date et le lieu de ces événements et d'établir la liste des participants en coordination avec le Secrétariat Général et les autres institutions de l'OCI.

17. La réunion a également souligné l'importance de la participation du secteur privé au forum en raison du rôle essentiel de ce dernier dans le processus de transformation du coton ainsi que dans les industries textiles.

Point 4 de l'ordre du jour : questions diverses

18. La réunion a adressé une motion spéciale de remerciements au groupe de la BID et à l'ITFC pour leur contribution financière au plan d'action sur le coton et les a encouragés à persévérer dans leur action en la matière.

19. Le comité a proposé que les dates et lieux des prochaines réunions du comité de projet et du comité de pilotage soient arrêtés en marge de la 27ème session du COMCEC.

20. Le comité a adressé ses remerciements et son hommage au gouvernement du Burkina Faso pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité accordés aux participants et pour les excellentes dispositions prises pour la tenue de ces deux réunions.

21. La réunion s'est félicitée du message de S.E. le Prof. Ekmeleddin IHSANOGLU, Secrétaire Général de l'OCI et a exprimé son appréciation pour son précieux soutien à la mise en œuvre du plan quinquennal de l'OCI pour le coton.

22. La réunion a exprimé ses remerciements et son appréciation au gouvernement de la République de Turquie pour son appui au plan d'action quinquennal de l'OCI, ainsi qu'au Président du Comité de Pilotage pour sa contribution à la préparation et à l'exécution dudit plan.

23. La réunion a également exprimé ses remerciements au Groupe de la BID pour sa contribution financière et au Bureau de Coordination du COMCEC pour son précieux soutien.

ANNEXE

14

Original: Anglais

LISTE DE DOCUMENTS DE BASE EXAMINES ET/OU PRESENTES A LA VINGT-SEPTIEME SESSION DU COMCEC

(İstanbul, 17-20 octobre 2011)

1.	Rapport sur la Mise en œuvre du Programme d'Action Décennal de l'OCI et du Plan d'Action pour Consolider la Coopération Economique et Commerciale Entre les Etats Membres de l'OCI, présente par l'OCI.....	OIC/COMCEC/27-11/D(1)
2.	Rapport Economique Annuel sur les Pays de l'OCI , présenté par le SESRIC ……..…	OIC/COMCEC/27-11/D(2)
3.	Rapport du 19ème Comité de Session……..	OIC/COMCEC/27-11/Sc.Rep
4.	Rapport Annuel sur le Commerce entre les Etats Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI)- 2011…….	OIC/COMCEC/27-11/D(3)
5.	Note de Base sur le SPC-OCI, présentée par le BCC	OIC/COMCEC/27-11/D(4)
6.	Rapports sur les Foires et Expositions des Pays Membres de l'OCI, Documents présentés par le CIDC ……..	OIC/COMCEC/27-11/D(5)
7.	Rapport de Suivi sur la Mise en œuvre du 'Programme Exécutif de la Feuille de route pour la réalisation des cibles du commerce intra-OCI sur le commerce intra-OCI', présenté par le CIDC.....	OIC/COMCEC/27-11/D(6)
8.	Rapport sur Les problèmes liés aux activités de l'Organisation Mondiale du Commerce, présenté par le CIDC .....……..	OIC/COMCEC/27-11/D(7)
9.	Rapport sur le Programme d'Assistance Technique et de Renforcement des Capacités lié à l'OMC du Groupe de la BID……	OIC/COMCEC/27-11/D(8)
10.	Rapport d'Avancement de la SIIFC sur l'expansion du Commerce intra-OCI……..……	OIC/COMCEC/27-11/D(9)
11.	Rapport de l'INMPI …….……	OIC/COMCEC/27-11/D(10)
12.	Etude sur la Pertinence d'établir un mécanisme de règlement des litiges intra-OCI liés au commerce et à l'investissement, présentée par la BID-l'IRCICA……..	OIC/COMCEC/27-11/D(11)
13.	Note de Base sur la Coopération Agricole, présntée par le BCC.....…….……	OIC/COMCEC/27-11/D(12)
14.	Note de Base sur la Coopération Touristique, présentée par le BCC.....…….	OIC/COMCEC/27-11/D(13)
15.	Note de Base sur la Coopération dans le domaine du Transport, présentée par le BCC.....	OIC/COMCEC/27-11/D(14)

16.	Cadre de Coopération pour le Transport au sein de l'OCI « Document d'İzmir 2011 » ……..	OIC/COMCEC/27-11/D(15)
17.	Rapport de la Réunion du Groupe d'Experts sur la Coopération pour le Transport dans les Pays Membres de l'OCI, présenté par le SESRIC ……..…	OIC/COMCEC/27-11/D(16)
18.	Rapport et Recommandations de l'Atelier sur l' « Impact des Réseaux de Transport sur le Commerce et le Tourisme », présentés par le SESRIC …….……	OIC/COMCEC/27-11/D(17)
19.	Rapport de la Cinquième Réunion des Bourses des Etats Membres de l'OCI, présenté par la BI…….	OIC/COMCEC/27-11/D(18)
20.	Note de Base sur la Coopération entre les Banques Centrales des Etats Membres de l'OCI ; présentée par le SESRIC …….	OIC/COMCEC/27-11/D(19)
21.	Rapport de la Conférence et la Table ronde des Organes de Régulation des Marchés de Capitaux du COMCEC, présenté par la BI	OIC/COMCEC/27-11/D(20)
22.	Rapport sur les Activités du Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID), présenté par la BDI.....	OIC/COMCEC/27-11/D(21)
23.	Rapport sur le Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA), présenté par la BDI	OIC/COMCEC/27-11/D(22)
24.	Rapport sur la Quatrième Réunion du Comité de Projet pour la Mise en œuvre du Plan d'Action pour le Coton de l'OCI, présenté par le CIDC ……..	OIC/COMCEC/27-11/D(23)
25.	Rapport sur la Cinquième Réunion du Comité de Direction pour la Mise en œuvre du Plan d'Action pour le Coton de l'OCI, présenté par le CIDC…….	OIC/COMCEC/27-11/D(24)
26.	Rapport d'Avancement sur le Programme d'Education professionnelle et de Formation pour les Pays Membres de l'OCI (EFP-OCI), présenté par le SESRIC ……	OIC/COMCEC/27-11/D(25)
27.	Rapport sur la 14ème Réunion du Secteur Privé pour la Promotion du Commerce et des Investissements en joint-venture entre Pays Islamiques par la CICI …….	OIC/COMCEC/27-11/D(26)
28.	Résultats du Questionnaire Circulé par le SESRIC aux Etats Membres sur les Thèmes proposés pour les Sessions d'Echange de Vues du COMCEC ……..	OIC/COMCEC/27-11/D(27)
29.	Rapport Final de la Première Session de la Commission des Statistiques de l'OCI, présenté par le SESRIC…….	OIC/COMCEC/27-11/D(28)
30.	Rapport d'Avancement sur les Applications de l'e-gouvernement et leur impact économique sur les Pays Membres de l'OCI, présenté par le SESRIC …….	OIC/COMCEC/27-11/D(29)
31.	Rapport d'Avancement sur les Activités du Groupe de Travail des Statistiques de l'OCI (OCI-GTS), présenté par le SESRIC ……..	OIC/COMCEC/27-11/D(30)

32.	Rapport sur les Activités de la Chambre Islamique du Commerce et de l'Industrie ……	OIC/COMCEC/27-11/D(31)
33.	Rapport d'Avancement du CIDC sur la Mise en œuvre du Plan d'Action Décennal de l'OCI ……..	OIC/COMCEC/27-11/D(32)
34.	Rapport sur le Projet d'une zone de libre échange entre les Etats Membres de l'OCI, présenté par le CIDC …….	OIC/COMCEC/27-11/D(33)
35.	Plan d'Action du CIDC 2006-2016 ……...	OIC/COMCEC/27-11/D(34)
36.	Note sur l'Accord pour la Promotion, la Protection et la Garantie de l'Investissement conclu entre les Etats Membres, présentée par le CIDC ……..	OIC/COMCEC/27-11/D(35)
37.	Note sur Le Système de Préférences Commerciales entre les Etats Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique, présentée par le CIDC……...	OIC/COMCEC/27-11/D(36)
38.	Rapport sur la Troisième Réunion du Groupe Consultatif pour la promotion du Commerce Intra-OIC, présenté par le CIDC ……..	OIC/COMCEC/27-11/D(37)
39.	Etude sur la Facilitation du Transport et du Commerce dans les Etats Membres de l'OCI, présentée par le CIDC	OIC/COMCEC/27-11/D(38)
40.	Rapport de l' « Atelier sur la Coopération du Secteur Privé pour Renforcer le Tourisme Intra-OCI , présenté par la Turquie……	OIC/COMCEC/27-11/D(39)
41.	Le Plan d'Action de l'OIC pour la Coopération avec l'Asie Centrale, présenté par l'OCI ……	OIC/COMCEC/27-11/D(40)
42.	Résolution de la 5ème Conférence Ministérielle sur la Promotion de la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole dans les Etats Membres de l'OCI, présentée par le l'OCI……	OIC/COMCEC/27-11/D(41)
43.	Rapport de l'Organisation Islamique des Armateurs (OISA) ……	OIC/COMCEC/27-11/D(42)
44.	Rapport de l'Atelier sur la Sécurité Alimentaire et Agroalimentaire des Etats Membres de l'OCI, présenté par la CICI……..	OIC/COMCEC/27-11/D(43)
45.	Rapport sur l'Avancement Annuel du COMCEC, présenté par le BCC…….	OIC/COMCEC/27-11/D(44)
46.	Rapport du Comité Ministériel de Direction de l'OCI sur la Coopération Scientifique et Technologique, présenté par le COMSTECH…….	OIC/COMCEC/27-11/D(45)
47.	Rapport et Recommandations du Forum sur le Développement des l'Industries Agroalimentaires dans les Etats Membres de l'OCI, présenté par l'OCI……	OIC/COMCEC/27-11/D(46)

48.	Les Rapports des Pays et/ ou les Présentations Ecrites sur l'Impact des Réseaux du Transport sur le Commerce et le Tourisme". - République de Turquie - République d'Albanie - République d'Azerbaïdjan - République de Bénin - Burkina Faso - République Algérienne Démocratique et Populaire - République de Côte-d'Ivoire - République du Tchad - Royaume du Maroc - République d'Irak - Etat du Qatar - République de Djibouti - République de Kazakhstan - République Fédérale du Nigeria - Royaume d'Arabie Saoudite - République Arabe du Soudan - République du Liban - République d'Indonésie - Sultanat d'Oman - Etat du Koweït - Royaume Hachémite de Jordanie - Royaume de Bahreïn -République de Guinée	OIC/COMCEC/27-11/CR

NOTES
DU BUREAU DE COORDINATION
DU COMCEC

OIC/COMCEC/27-11/D(4)

CCO BRIEFS

NOTE DE BASE SUR LE SPC-OCI

BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC

OCTOBRE 2011

Note de base sur
Le Système de préférences commerciales entre les Etats Membres de l'OCI
(SPC-OCI)

Le commerce constitue l'essence de toute initiative de coopération économique. Sans une augmentation significative des flux commerciaux, les bénéfices d'une coopération économique entre les pays sont limités. Au regard de son importance, l'augmentation des rapports commerciaux a toujours été une priorité du COMCEC depuis sa création. Toutefois, le niveau actuel de coopération dans ce domaine ne reflète pas le potentiel des Etats Membres. Malgré de nombreux efforts, le niveau de commerce intra-OCI demeure, avec un peu plus de 17% en 2010, à un niveau relativement faible. La situation est similaire concernant le commerce des pays de l'OCI. Bien que les Etats membres de l'OCI représentent 22% de la population mondiale, leur contribution au commerce mondial se limite à environ 10%. Plus de la moitié des exportations des pays de l'OCI concerne des matières premières et 75% des exportations de l'OCI sont réalisés par 10 Etats Membres, d'où la nécessité de diversifier à la fois les distributions géographique et sectorielle des exportations de l'OCI.

De nombreux problèmes structurels entravent l'expansion et l'approfondissement de la coopération dans le domaine commercial. Le niveau élevé des mesures tarifaires, para-tarifaires et non-tarifaires compte parmi les principaux défis à la libre circulation des biens entre nos pays. Dans l'optique de relever ces défis et d'accroître le commerce intra-OCI, le projet SPC-OCI fournirait une base solide. La mise en œuvre effective du SPC-OCI portera sur les mesures tarifaires et non-tarifaires de haut niveau. Alors que le mode traditionnel de la réduction des tarifs comprend de modestes concessions, le mode le plus rapide permettra aux pays participants d'élargir la couverture de leurs produits et d'approfondir les concessions dans le cadre du système SPC-OCI. En plus des droits tarifaires, les Etats membres ont fréquemment recours à des mesures non-tarifaires. A ce sujet, des articles du PRETAS prévoient la mise en vigueur d'une élimination des barrières non-tarifaires.

Comme nous le savons, le système SCP-OCI inclut trois accords, principalement l'Accord Cadre, le Protocole sur le Schéma du Tarif Préférentiel (PRETAS) et les Règles d'Origine. L'Accord Cadre, qui stipule les règles et principes généraux pour les

négociations concernant l'établissement du SCP-OCI, est entré en vigueur en 2002, et fut ratifié par les 25 Etats-Membres en Octobre 2011 (Ci-dessous une liste des signatures et ratifications des accords SCP-OCI)

Le PRETAS, qui complète l'Accord Cadre et prévoit les réductions concrètes des tarifs conformément à un calendrier pour la mise en œuvre, est entré en vigueur en Février 2010. Il aborde aussi les sujets des barrières non tarifaires, le anti-dumping et les mesures de sauvegarde ainsi que d'autres sujets relatifs au commerce.

Les Règles d'Origine à appliquer pour l'identification de l'origine des produits éligibles pour les concessions préférentielles sous le système SCP-OCI, sont entrées en vigueur avec la ratification du Bangladesh, le dixième Etat-Membre en août 2011, complétant ainsi la base juridique pour le système.

Néanmoins, la signature et la ratification des accords sont des conditions nécessaires mais non-suffisantes afin d'assurer la mise en œuvre effective du SPC-OCI. Par conséquent, les Etats membres qui ont signé et ratifié les accords du SPC-OCI doivent honorer leurs obligations provenant des dispositions de ces accords.

Aux termes des articles 3/4 et 2/2 du PRETAS, les Etats Membres qui ont ratifié le PRETAS auraient dû aviser le Secrétariat du CNC avant le 5 mai 2010 de leurs versements annuels spécifiques de réduction accompagnés de la liste de produits et des tarifs implémentés de la NPF applicables au 1er octobre 2003. En octobre 2011, le Secrétariat du CNC a reçu les listes des concessions de la Malaisie, de la Turquie et du Secrétariat Général du CCG au nom de ses membres (le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis).

Ainsi, la soumission des listes de concessions par les Etats Membres est une condition préalable et cruciale pour la mise en œuvre complète du SPC-OCI. De plus, les Etats Membres qui ont ratifié les Règles d'Origine devraient compléter les mesures législatives et administratives internes nécessaires, dont l'impression du Certificat d'Origine du SPC-OCI et de fournir un échantillon du cachet d'impression du Secrétariat du CNC, avant que le SPC-OCI ne devienne opérationnel. En octobre 2011, le Secrétariat du CNC n'a reçu que de l'Arabie Saoudite et la Turquie une copie de la formule originale du certificat et a approuvé les cachets pour le Certificat d'Origine.

LES PAYS QUI ONT SIGNE/RATIFIE LES ACCORDS DU SPC-OCI (octobre 2011)							
	Accord-cadre		**PRETAS***		**Règles d'origine**		
	Signé	**Ratifié**	**Signé**	**Ratifié**	**Signé**	**Ratifié**	**Soumission de la liste des concessions**
1	Bahreïn	Bahreïn	Bahreïn	Bahreïn			Bahreïn
2	Bangladesh	Bangladesh	Bangladesh	Bangladesh	Bangladesh	Bangladesh	
3	Burkina Faso		Burkina Faso		Burkina Faso		
4	Cameroun	Cameroun	Cameroun		Cameroun		
5	Tchad						
6	Comores		Comores		Comores		
7	Côte-d'Ivoire						
8	Egypte	Egypte	Egypte				
9	Gabon	Gabon					
10	Gambie	Gambie					
11	Guinée	Guinée	Guinée		Guinée		
12	Guinée Bissau		Guinée Bissau		Guinée Bissau		
13	Indonésie		Indonésie		Indonésie		
14	Iran	Iran	Iran	Iran			
15	Irak						
16	Jordanie	Jordanie	Jordanie	Jordanie	Jordanie	Jordanie	
17	Koweït						Koweït
18	Liban	Liban					
19	Libye	Libye					
20	Malaisie	Malaisie	Malaisie	Malaisie	Malaisie	Malaisie	Malaisie
21	Maldives	Maldives					
22	Maroc	Maroc	Maroc		Maroc		
23	Nigeria		Nigeria		Nigeria		
24	Oman	Oman	Oman	Oman	Oman	Oman	Oman
25	Pakistan	Pakistan	Pakistan	Pakistan	Pakistan		
26	Palestine						
27	Qatar	Qatar	Qatar	Qatar	Qatar	Qatar	Qatar
28	Arabie Saoudite	Arabie Saoudite	Arabie Saoudite	Arabie Saoudite	Arabie Saoudite	Arabie Saoudite	Arabie Saoudite
29	Sénégal	Sénégal					
30	Sierra Léone		Sierra Léone		Sierra Léone		
31	Somalie	Somalie	Somalie	Somalie	Somalie	Somalie	
32	Soudan						
33	Syrie	Syrie	Syrie	Syrie	Syrie	Syrie	Syrie
34	Tunisie	Tunisie	Tunisie		Tunisie		
35	Turquie	Turquie	Turquie	Turquie	Turquie	Turquie	Turquie
36	Emirats Arabes Unis	Emirats Arabes Unis	Emirats Arabes Unis	Emirats Arabes Unis	Emirats Arabes Unis	Emirats Arabes Unis	Emirats Arabes Unis
37	Ouganda	Ouganda					
	37	**25**	**24**	**13**	**21**	**10**	**8**

OIC/COMCEC/27-11/D (12)

CCO BRIEFS

NOTE SUR LA COOPERATION AGRICOLE

BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC

OCTOBRE 2011

NOTE
SUR
LA COOPERATION AGRICOLE

L'agriculture a une importance cruciale pour plusieurs Pays Membres de l'OCI notamment pour les Pays les moins développés. La population agricole représente en moyenne 37.4 pourcent du total des populations des Pays de l'OCI. Néanmoins, le secteur agricole est marqué par une performance relativement faible dans les Pays Membres de l'OCI. A titre d'exemple, au moment où la productivité de la main d'œuvre agricole s'élève à 570$ dans la région de l'OCI, elle était de 707% dans le monde en 2008 (voir figure 1).

Tableau 1: Quelques indications sur le secteur agricole dans l'OCI en 2008

	OCC	Pays en développement	Le monde
Agriculture / PIB	10,5	9,5	5,0
Population agricole (%)	37,4	44,9	38,8
Population rurale (%)	53,5	54,9	50,2
Sol agricole (%)	43,7	38,7	37,9
Sol cultivé / Sol agricole	24,1	31,0	31,5
Productivité de la main d'œuvre agricole (valeur agricole ajoutée (US$)/ Population agricole)	570	490	707

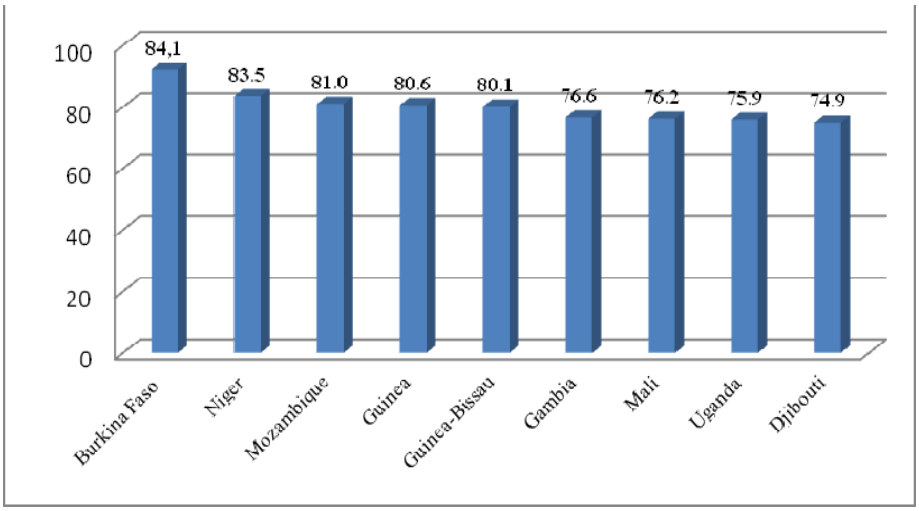
Source: Rapport économique annuel du SESRIC, 2010

Dans plusieurs Pays de l'OCI, l'agriculture ne s'intéresse pas uniquement à l'alimentation mais elle est aussi un moyen très importance de génération de revenu à large base. Elle demeure le contributeur le plus important des moyens d'existence de la population rurale. Dans certains États Membres, la part de l'emploi agricole représente au total 80 pourcent. Un certain nombre des États Membres a un taux d'emploi agricole dépassant le 75 pourcent au total.

La majorité des pays membres ne sont pas autosuffisants en matière de production alimentaire et dépendent dans une large mesure d'importations pour satisfaire leur

demande alimentaire. En outre, la production agricole de l'OCI se concentre principalement sur quelques pays membres à savoir l'Indonésie, la Turquie, le Bangladesh, le Nigeria, le Pakistan, l'Iran, l'Égypte, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Maroc. Leur part dans la production agricole totale est de plus de 75 pour cent.

Figure 1 Emploi agricole dans certains pays de l'OCI, pourcentage



Source: SESRIC

Environ 200 millions de personnes dans les pays de l'OCI n'ont pas accès à la nourriture en quantité suffisante, alors même qu'il s'agit du besoin le plus fondamental des êtres humains pour maintenir une vie saine et se consacrer au développement économique. En l'absence de nourriture suffisante et appropriée, gravir les échelons du développement est inenvisageable.

Il est intéressant de souligner qu'un secteur agricole pourvu de meilleures régulations, d'une gestion plus efficace et de politiques bien conçues pourrait avoir des effets positifs significatifs sur les efforts de développement des pays de l'OCI. Avec plus de la moitié de leur population vivant en zones rurales et dépendant de l'agriculture pour leurs revenus et leur survie, l'amélioration de la productivité agricole dans les pays de l'OCI est cruciale pour la croissance et le développement.

Parmi les défis auxquels les pays membres de l'OCI doivent faire face, citons la rareté de l'eau, l'utilisation non efficiente de l'eau, la technologie insuffisante, l'accès au sol et aux intrants, les pressions démographiques, le manque d'investissement public et privé,

l'infrastructure inadéquate, les marchés et secteurs financiers sous-développés, ainsi que des politiques et des institutions faibles.

Pour confronter ces défis dans les Pays Membres de l'OCI, le rôle crucial que jouent les gouvernements au niveau de la réglementation et du soutien doit être fermement rétabli pour mener le secteur de façon plus efficace et diminuer les effets négatifs provenant de la volatilité des prix alimentaires ; on prévoit que cette volatilité persistera et deviendra plus fréquente dans le nouvel environnement économique mondial.

Les prix élevés et volatiles des aliments ont un impact particulièrement sévère sur les personnes les plus démunies, qui dépensent une grande partie de leur revenu disponible sur l'alimentation. Pour ce groupe d'Etats Membres de l'OCI, l'établissement de filets de sécurité nationaux et régionaux pourrait les aider pour leurs besoins immédiats. Néanmoins des politiques qui améliorent la productivité agricole et la résilience présenteraient une solution à long-terme.

L'importance de la sécurité alimentaire, telle que décrite ci-dessus, est d'autant plus réelle depuis la crise des prix des produits alimentaires en 2007-2008. Garantir la sécurité alimentaire est désormais une préoccupation majeure aussi bien dans la plupart des pays du monde que pour les pays de l'OCI. Désormais, le monde perçoit également l'agriculture de manière différente. La communauté internationale et les gouvernements nationaux ont commencé à changer de direction en faveur d'un soutien à l'agriculture.

Conformément aux développements mondiaux mentionnés ci-dessus, le COMCEC prête plus d'attention au problème de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Cela a été particulièrement visible à l'occasion des événements du COMCEC qui ont suivi les crises. Lors du Sommet économique du COMCEC en 2009, il a été décidé d'accentuer les efforts dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Le COMCEC a mis en place la même année un Groupe de Travail sur la Sécurité Alimentaire comprenant le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC, la Banque Islamique de Développement et la FAO.

A la suite de la création du Groupe de Travail, une série d'événements de l'OCI ont été tenus pour examiner la question de l'agriculture, du développement rural et la situation de la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI. La réunion du Groupe d'Experts et l'Atelier de la BID, la Réunion du Groupe d'Experts de Haut Niveau de l'OCI, la Session d'Echange de Vues du COMCEC et la 5ème Conférence Ministérielle de l'OCI ont eu

lieu en 2010 afin de travailler sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI.
Le Groupe de Travail du COMCEC, tel que mandaté par le COMCEC et recommandé par la 5ème Conférence Ministérielle de l'OCI sur l'agriculture tenue à Khartoum en 2010, a travaillé sur l'élaboration d'un cadre de coopération et de compilation des données et des inventaires sur le secteur de l'agriculture dans les pays de l'OCI.

La 6ème Conférence Ministérielle sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole, parrainée par le Ministère turc de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage, s'est tenue du 3 au 5 octobre 2011 à Istanbul,Turquie.

Les Etats Membres ont enregistré un niveau élevé de participation et ont mené à bien toutes les délibérations de la 6ème Conférence. Outre le niveau de partipation significatif et les délibérations fructueuses entreprises par les Etats Membres lors de cette conférence, l'intérêt de la participation de la communauté internatıonale à la coopération agricole de l'OCİ était évident.

Les questions principales soulignées par la Conférence sont :

- Lancer des programmes de renforcement des capacités dans le cadre de la coopération Sud-Sud de l'OCI.
- S'engager dans la coopération technique avec les Etats Membres qui la sollicitent dans différents sous-secteurs agricoles tels que l'exploitation optimale de l'eau, les techniques modernes dans l'élevage, la conservation agricole.
- Etendre l'assistance technique aux Membres intéressés dans les domaines de la formation, la recherche et le développement
- Promouvoir les opportunités d'investissement conjoint entre les Etats Membres.

La tenue de la prochaine Conférence Ministérielle est prévue au Sénégal en 2012

OIC/COMCEC /27-11/D(13)

CCO BRIEFS

NOTE SUR LA COOPERATION TOURISTIQUE

BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC

OCTOBRE 2011

NOTE

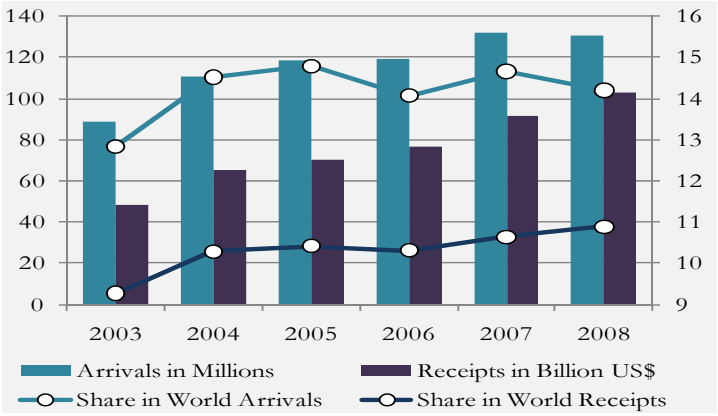
SUR
LA COOPERATION TOURISTIQUE

Le tourisme offre de grandes possibilités à la fois aux pays développés et en développement sur le plan de génération de revenus, de recettes en devises et de création d'emplois. Outre les avantages économiques, le tourisme contribue à l'allégement de la pauvreté, favorise la compréhension et le bien-être interculturels entre les pays.

Au cours des dernières décennies, le marché international du tourisme est devenu plus dynamique et compétitif. Il est caractérisé par une large distribution géographique et une diversification continue des destinations. Bien que l'activité touristique soit principalement concentrée dans des régions accueillant traditionnellement les touristes, à savoir l'Europe et l'Amérique, de nouveaux marchés d'attraction touristique ont émergé dans des régions en développement telles que l'Asie, le Pacifique, le Moyen-Orient et l'Afrique. En conséquence, le tourisme international est devenu une source importante de recettes en devises et d'emplois pour de nombreux pays dans ces régions, y compris plusieurs pays membres du COMCEC.

Les activités de tourisme international dans les pays membres du COMCEC ont récemment connu une croissance substantielle au niveau des arrivées de touristes et des recettes dues au tourisme, comme l'indique la Figure 1. Malgré cette tendance positive, la part de la région de l'OCI au niveau des arrivées touristiques mondiales ainsi que des recettes touristiques mondiales est encore en dessous du potentiel. En 2009, les arrivées et les recettes touristiques de la région ont respectivement atteint 14,7 et 12,9 pour cent du tourisme international.

Figure 1: Nombre des arrivées de touristes et recettes dues au tourisme dans les Pays membres du COMCEC.



--- Nombre d'arrivées en millions *--- Recettes en milliards de dollars*
--- Part dans les arrivées mondiales *--- Part dans les recettes mondiales*
Source:SESRIC, Rapport Economique Annuel sur les Pays de l'OCI 2011.

De plus, le tourisme international dans la région est concentré dans un petit nombre de pays. Sur le plan des arrivées de touristes et des recettes liées au tourisme, comme l'indique Figure 2, la Turquie, la Malaisie et l'Egypte sont les pays leaders dans la région du COMCEC.

Figure 2: les 10 premières destinations touristiques et les 10 pays générant les plus importantes recettes liées au tourisme dans la région du COMCEC.

Les 10 Premières destinations touristiques (2009)			Les 10 premières pays générant des recettes (2009)		
(Arrivées en millions)			(Recettes en milliards)		
Classement			**Classement**		
1	Turkey	25,5	**1**	Turkey	21,3
2	Malaysia	23,6	**2**	Malaysia	15,8
3	Egypt	11,9	**3**	Egypt	10,8
4	Saudi Arabia	10,9	**4**	UAE	7,4
5	Morocco	8,3	**5**	Morocco	6,6
6	UAE	7,2	**6**	Lebanon	6,4
7	Tunisia	6,9	**7**	Indonesia	6,3
8	Indonesia	6,3	**8**	Saudi Arabia	6,0
9	Syria	6,1	**9**	Jordan	2,9
10	Bahrain	4,7	**10**	Tunisia	2,7

Source: UNWTO

Compte tenu de la richesse et de la diversité de ses ressources naturelles et de son patrimoine historique et culturel de la Région du COMCEC, le potentiel touristique demeure toujours inexploité. Les problèmes et les défis qui affectent la performance du tourisme dans la région sont, entre autres, un manque de savoir-faire technique, une faible activité promotionnelle, une insuffisance des investissements touristiques et des infrastructures liées au tourisme, un déficit au niveau de la diversification touristique et de la sécurité.

Cependant, les tendances internationales à savoir le déplacement progressif du tourisme international vers les régions en développement du monde et l'émergence de nouvelles formes de tourisme telles que l'écotourisme, le tourisme d'aventure, le tourisme pour conférences et le tourisme culturel ont fourni un terrain propice pour l'exploitation du potentiel touristique actuel de la région du COMCEC. Par conséquent, il est nécessaire de développer des politiques appropriées visant à exploiter le potentiel actuel, notamment des politiques pour le renforcement de la solidarité dans le secteur du tourisme qui permettront un échange d'expériences et de connaissances en vue d'améliorer la qualité des services, de renforcer les ressources humaines et les capacités institutionnelles, d'harmoniser les normes du tourisme et les politiques et d'accroître les investissements dans le secteur touristique dans la région.

Depuis l'an 2000, le COMCEC a augmenté ses efforts afin de contribuer au développement de la coopération touristique entre ses membres. A ce jour, sept

Conférences Islamiques des Ministres du Tourisme (CIMT) et plusieurs Réunions du Groupe d'experts, ateliers, séminaires et forums du secteur privé ont été tenus.

La 6ème Session de la CIMT, tenue en République Arabe Syrienne en 2008, a adopté « le Cadre pour le Développement et la Coopération dans le Domaine du Tourisme entre les Etats Membres de l'OCI (2008-18) ». Certains des programmes d'action identifiés dans le Document Cadre sont : La promotion de la sensibilisation du public au sujet des attractions, ressources et installations touristiques actuelles ; l'établissement de contacts directs entre les parties concernées, la création de conditions et d'environnements juridiques, institutionnels et administratifs adéquats dans les pays membres et le développement d'un dialogue constructif avec le secteur privé.

En vue de la mise en place d'un mécanisme de mise en œuvre du Cadre, un Comité de Coordination a été créé. Jusqu'à présent, deux réunions du Comité de Coordination ont été organisées en Syrie (2009) et en Turquie (2010). La première a adopté le Plan/Programme à court terme de mise en œuvre du Document Cadre, tandis que la deuxième a examiné les progrès accomplis dans sa mise en œuvre.

En plus de ces développements, le Sommet Economique du COMCEC, tenu à Istanbul le 9 novembre 2009, a identifié le tourisme comme l'un de trois secteurs prioritaires et a demandé au COMCEC de revitaliser la coopération dans ce domaine important.

Les activités importantes suivantes ont été organisées dans le domaine du tourisme depuis la dernière session du COMCEC :

La 7ème Session de la Conférence Islamique des Ministres du Tourisme a eu lieu en République Islamique d'Iran en novembre 2010. La Conférence a approuvé, entre autres, la simplification des procédures douanières, de visas et d'échange, la mise en place d'un réseau de visas électroniques de l'OCI et la facilitation des coentreprises et autres investissements du secteur privé dans le domaine du tourisme. Elle a également approuvé la création d'un prix de la « Ville du Tourisme de l'OCI » ainsi que l'attribution de « Sceaux d'excellence pour l'Artisanat ».

Les Premières Conférences et Expositions internationales sur le tourisme de santé ont été organisées par la République Islamique d'Iran en novembre 2010.

L' « Atelier sur la Coopération du Secteur Privé pour Renforcer le Tourisme Intra-OCI » a été organisé par la République de Turquie en décembre 2010. L'Atelier

a recommandé la création d'une plateforme COMCEC pour le tourisme. Cette plateforme est supposée réunir régulièrement des représentants du secteur privé afin de discuter des questions communes.

Les activités prévues pour l'avenir de la coopération touristique sont les suivantes :

- Le 2nd Atelier sur la « Coopération du Secteur Privé pour le Développement du Tourisme au sein de l'OCI » aura lieu en République de Turquie les 9-10 décembre 2011 en vue de finaliser une modalité de la Plateforme pour le Tourisme du COMCEC.
- La 3ème réunion du Comité de Coordination sera organisée par la République Islamique d'Iran en 2011.
- La 8ème CIMT aura lieu en République du Soudan en 2012
- La 2ème foire de Tourisme se tiendra au Caire, République Arabe d'Egypte, en 2012.

OIC/COMCEC/27-11/D(14)

CCO BRIEFS

NOTE SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DU TRANSPORT

BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC

OCTOBRE 2011

OIC/COMCEC/27-11/D(14)

NOTE SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DU TRANSPORT

Des systèmes de transport efficaces, durables et fonctionnant bien sont une des nécessités les plus importantes de la vie économique et sociale moderne. Les conditions d'opération des réseaux de transport ainsi que la qualité des services de transport affectent une gamme d'activités économiques, de la production agricole et industrielle jusqu'aux investissements, au tourisme et au commerce. Le transport est également essentiel pour accéder aux services publics de base tels que la santé et l'éducation. Par conséquent, il a un impact direct sur le développement des pays.

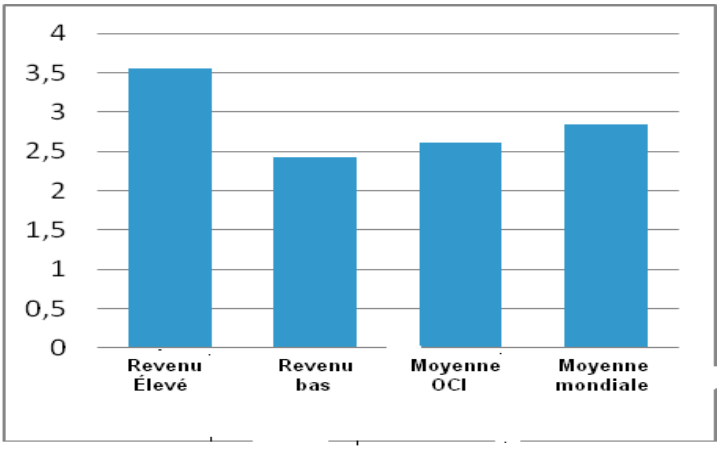
A partir du 20ème siècle, le monde a assisté à une amélioration spectaculaire dans le secteur des transports. L'avancée de la mondialisation ainsi que la compétition internationale galopante ont incité les pays à améliorer leur système de transport pour aller de pair avec ces développements. Toutefois, les pays ne se sont pas tous préparés pour mettre la qualité de leur transport à la hauteur du niveau mondial requis. Des régions particulières dans le monde sont aussi bien privées d'infrastructure de transport adéquate que d'accès à des services de transport fiables, ce problème entrave les efforts de développement et mène à leur marginalisation et leur appauvrissement. La situation est particulièrement grave dans certains pays en développement enclavés qui dépendent des pays de transit pour l'accès aux ports maritimes pour leurs exportations et importations. L'insuffisance des infrastructures, les longues formalités aux frontières et les régulations contre-productives dans les pays de transit résultent en des coûts de transport élevés, qui rendent les importations coûteuses et les exportations non compétitives et ainsi limitent la croissance économique et la compétitivité commerciale des pays enclavés.

En ce qui concerne la situation dans les pays de l'OCI, la situation globale du secteur semble être assez inégale. Alors que certains pays membres, grâce à des infrastructures de transport modernes et efficaces, sont bien intégrés à l'économie mondiale et en bénéficient de plus en plus, un nombre croissant d'autres pays, qui souffrent d'un manque cruel d'accessibilité, sont exposés au risque de marginalisation et d'exclusion, ce qui renforce le cycle vicieux de la privation économique et sociale.

Certains problèmes majeurs communs du secteur des transports à la région du COMCEC comprennent : l'insuffisance des infrastructures et des services de maintenance, les coûts

élevés associés au secteur, le passage complexe et prolongé des frontières, le déficit en capacités humaines et institutionnelles des autorités compétentes, et l'absence d'un cadre juridique et réglementaire solide, harmonieux, tant au niveau national que régional. La nécessité d'une amélioration substantielle particulièrement en matière des services de transport liés au commerce dans la région de l'OCI a également été confirmée par l'Indice de Performance Logistique [1] (2010) de la Banque Mondiale. Selon cet Indice, les Pays de l'OCI ont enregistré des taux de performance inferieurs aux taux mondiaux et légèrement meilleurs que ceux des groupes ayant les revenus les plus faibles en matière de performance logistique.

Figure I: Indice de performance logistique dans une perspective comparative



Source : Banque Mondiale /IPL 2010

La situation actuelle du secteur des transports dans notre région appelle à des efforts dédiés à l'amélioration du fonctionnement, de l'efficacité et de la durabilité des systèmes de transport, qui sont également cruciaux pour le développement des pays membres, et un élément clé pour renforcer la coopération économique et commerciale entre ces pays.

[1] L'Indice de Performance Logistique (IPL) est une évaluation multidimensionnelle de la performance logistique, graduée de manière décroissante de 1(mauvais) à 5 (excellent). Il utilise plus de 5.000 évaluations individuelles des pays faites par à peu près 1.000 transitaires afin de comparer les profils du commerce logistique. L'Indice résume la performance des pays dans 6 domaines qui attirent les aspects les plus importants de l'environnement actuel des logistiques. : L'efficacité du processus de dédouanement, la qualité de l'infrastructure du commerce et du transport pertinent, la facilité de l'arrangement des prix compétitifs des expéditions, la compétence et la qualité des services logistiques, l'aptitude de faire le suivi d'une expédition .la date utilisée dans cette charte a été fixée depuis La publication du rapport de 2010 de la Banque Mondiale intitulé « interconnecter pour se concurrencer ». Le Rapport, outre l'explication détaillée de l'Index, sont disponibles sur le site internet : http://www.worldbank.org/lpi

L'augmentation de l'inter-connectivité entre les pays membres grâce à la facilitation du transport peut servir de force motrice et créer une convergence entre les catégories à hauts et bas revenus des Pays Membres. Ceci serait également l'occasion pour que les Etats Membres possédant une expérience et un savoir-faire marqués dans ce domaine les partagent avec les Etats Membres relativement moins avancés.

La qualité des services publics liés au transport a aussi un rôle central dans le fonctionnement global du secteur. Dans ce contexte, la coopération entre les États Membres inclurait l'harmonisation des services de transport et des règlements relatifs aux normes internationalement reconnues.

Des institutions transparentes, réactives et efficaces pourraient considérablement contribuer au développement du secteur dans notre région. Par conséquent, l'amélioration des capacités institutionnelles et humaines via des programmes de formation intensifs est un autre domaine qui apporterait une amélioration substantielle au secteur.

Le domaine des transports était l'un des dix domaines prioritaires de Stratégie et du Plan d'Action pour le Renforcement de la Coopération économique et commerciale entre les Etats Membres de l'OCI adoptés en 1994. Cependant, le niveau de coopération dans ce secteur n'a pas été satisfaisant. Actuellement, il existe quelques projets de coopération liés au transport dans l'agenda du COMCEC qui sont tous dans leur phase initiale.

Afin de renforcer la coopération entre les Etats Membres dans le domaine des transports, le Sommet Economique du COMCEC, tenu le 9 novembre 2009, a demandé au COMCEC de revitaliser la coopération dans ce domaine important. Il est à noter que la solidarité et la coopération contribueront à l'amélioration du secteur des transports au sein Etats Membres, ce qui servira dans un deuxième temps leurs efforts en vue du renforcement du commerce, de l'intensification du tourisme et de la promotion des investissements.

À cet égard, la 26ème session du COMCEC a décidé que le thème de la session ministérielle d'Echange de Vues de la 27ème session du COMCEC porterait sur l'« Impact des réseaux de transport sur le commerce et le tourisme ». La Session a également accueilli favorablement l'offre de la République de Turquie d'organiser une Réunion du Groupe d'Experts sur les transports en 2011 et demandé à la BID et au SESRIC d'organiser un atelier préparatoire pour la Session d'Echange de Vues.

L'atelier a été organisé conjointement par la BID, le ministère des Transports de Turquie et le SESRIC, les 7 et 8 juin 2011 à İzmir, Turquie. Il a réuni des représentants de 21 Etats Membres, les institutions de l'OCI et d'autres organisations internationales. Après plusieurs présentations faites par la BID, la CESAP, la CEE-ONU, la CESAO, la CEA, l'IRU et le SESRIC, les participants ont discuté des principaux obstacles mais aussi des opportunités existant en matière de renforcement de la coopération entre les Etats Membres pour le développement du secteur des transports. A la suite des délibérations, l'atelier a défini les obstacles majeurs dans le domaine des transports et adopté des recommandations pour la coopération aux niveaux national et celui de la coopération de l'OCI.

Ledit atelier a été suivi par la Réunion du Groupe d'Experts de l'OCI sur les transports, le 9 juin 2011 à İzmir. Les représentants de 15 Etats Membres, le Secrétariat Général de l'OCI, le Bureau de Coordination du COMCEC et les institutions pertinentes de l'OCI ont assisté à la Réunion.

Après avoir examiné les résultats de l'atelier, la Réunion du Groupe d'Experts a étudié le projet de « Cadre de Coopération des Transports au sein de l'OCI (Document d'İzmir 2011) » proposé par le Ministère des Transports de la République de Turquie. Après de longues discussions, la Réunion a décidé que le Secrétariat Général ferait circuler le «Document d'İzmir 2011» aux Etats Membres dans le mois suivant et que les Etats Membres enverraient leurs observations finales sur «Document d'İzmir 2011» au Secrétariat Général de l'OCI le 10 septembre 2011 au plus tard.

Après avoir reçu les commentaires des Etats Membres, le « Document d'İzmir 2011 » a été révisé, amendé en conséquence et soumis à la 27ème Session du COMCEC. La Session a favorablement accueilli ledit Document qui définit les principaux objectifs et lignes directrices ainsi que les moyens de mise en œuvre.